EMPIRE CHÉRIFIEN

PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mormoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Rédacteur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 181-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Abonnements :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	600 fr.	1.200 fr.
	6 mois..	400 »	700 »
France et Colonies	Un an..	750 »	1.500 »
	6 mois..	500 »	850 »
Tanger	Un an..	1.250 »	2.100 »
	6 mois..	750 »	1.250 »

Changement d'adresse : 10 francs, indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

Prix du numéro :

Édition partielle 16 fr.
Édition complète 26 fr.
Années antérieures :
Prix ci-dessus majorés de 50 %.

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres :
40 francs
(Arrêté résidentiel du 24 décembre 1947)

Pour la publicité-réclame commerciale et industrielle, s'adresser à l'agence Havas, 3, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Amnistie.

- Dahir du 23 août 1948 (18 chaoual 1367) portant amnistie. 821
- Loi du 16 avril 1946 portant amnistie 821
- Loi du 16 août 1947 portant amnistie 822

Décret du 14 juin 1949 portant application devant les juridictions françaises du Maroc des lois d'amnistie des 15 avril 1946 et 16 août 1947 827

Impôts directs. — Établissement des rôles et recouvrement.

Dahir du 25 mai 1949 (26 rejeb 1368) relatif à l'établissement des rôles et au recouvrement des impôts directs et des taxes recouvrées comme en matière d'impôts directs .. 827

Conseils de prud'hommes — Contentieux électoral.

Dahir du 25 mai 1949 (26 rejeb 1368) modifiant le dahir du 13 février 1930 (14 ramadan 1348) relatif au jugement des réclamations contre la confection des listes électorales des conseils de prud'hommes 828

Chambres consultatives — Centimes additionnels sur les patentes.

Arrêté viziriel du 25 mai 1949 (26 rejeb 1368) fixant, pour l'année 1949, le nombre des centimes additionnels au principal de l'impôt des patentes à percevoir pour les chambres françaises de commerce et d'industrie 828

Impôts directs. — Décimes additionnels.

Arrêté viziriel du 25 mai 1949 (26 rejeb 1368) prorogeant, pour l'année 1949, les dispositions des arrêtés viziriels des 30 juillet 1948 (23 ramadan 1367) et 16 août 1948 (11 chaoual 1367) portant fixation, pour l'année 1948, du nombre de décimes additionnels aux impôts directs à percevoir au profit des budgets des villes municipales et des zones de banlieue 828

Savon. — Fabrication et vente.

Arrêté viziriel du 6 juin 1949 (8 chaabane 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 29 août 1944 (10 ramadan 1363) réglementant la fabrication et la vente des savons 828

P.T.T. — Service de télégrammes-lettres.

Arrêté viziriel du 7 juin 1949 (10 chaabane 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 20 mai 1927 (18 kaada 1345) portant création d'un service de télégrammes-lettres entre la zone française du Maroc et l'Afrique-Occidentale française. 829

Taxe urbaine.

Arrêté viziriel du 11 juin 1949 (13 chaabane 1368) portant application de la taxe urbaine dans les centres de Jerada, Sidi-Boubeker, Touissit, Erfoud et Meknès-La Touraine. 829

Prix du pain.

Arrêté résidentiel fixant les conditions de fabrication et de vente du pain 830

Insertions légales (journaux autorisés).

Arrêté résidentiel complétant l'arrêté résidentiel du 29 décembre 1948 fixant la liste des journaux autorisés à recevoir les annonces et insertions légales, judiciaires et administratives 830

Essence. — Liberté de vente.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat rendant la liberté de vente à l'essence 830

Produits pétroliers. — Prix de vente en gros.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant l'arrêté fixant le prix de vente en gros des produits pétroliers. 831

1949. — Primes aux importateurs d'animaux reproducteurs.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts fixant, pour l'année budgétaire 1949, les modalités d'attribution aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, de la prime instituée par l'arrêté viziriel du 15 juin 1935, modifié par l'arrêté viziriel du 6 mars 1949 831

TEXTES PARTICULIERS

- Petitjean. — Attribution de lots domaniaux.**
Dahir du 9 mai 1949 (10 rejab 1368) autorisant l'attribution de lots de culture à Méchra-Bou-Derra et Sidi-Gueddar (Petilj an) 831
- Ecole marocaine d'administration. — Règlement intérieur.**
Arrêté viziriel du 5 avril 1949 (6 joumada I 1368) portant approbation du règlement intérieur de l'École marocaine d'administration 836
- Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre. — Attribution de secours, prêts et ristournes d'intérêts.**
Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 26 février 1948 relatif à l'attribution de secours, de prêts et de ristournes d'intérêts aux ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre. 838
- Nantissement.**
Arrêté du secrétaire général du Protectorat restituant à la Société industrielle et financière des tubes le nantissement faisant l'objet du récépissé n° 24529, du 12 septembre 1938, de la caisse des dépôts et consignations 839
- Police de la circulation et du roulage (route Casablanca-Rabat).**
Arrêté du directeur des travaux publics limitant la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers d'élargissement de certains ponts-route situés sur la route n° 1, de Casablanca à Rabat 839
- Police de la circulation et du roulage (barrage d'Im-Fout)**
Arrêté du directeur des travaux publics limitant la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers de cylindrage à ouvrir pendant l'année 1949 sur la route n° 127, d'accès au barrage d'Im-Fout 839
- Police de la circulation et du roulage (routes de Fès).**
Arrêté du directeur des travaux publics limitant la vitesse de tous les véhicules dans la traversée des chantiers de travaux à ouvrir sur les routes de l'arrondissement de Fès (année 1949) 839
- Création et transformation de services postaux.**
Arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones portant création et transformation de services postaux (Taounate, Mehdia, Moulay-Bousselham, Cap-Cantin, Ahfour et Bin-el-Ouidane) 840
- Commissions municipales — Nomination de membres (Rectificatif).**
Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1901, du 1^{er} avril 1949, page 418 840

ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

- Arrêté viziriel du 4 juillet 1949 (7 ramadan 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 17 juin 1932 (12 safar 1351) réglant les conditions d'attribution et fixant les taux des primes de langues arabes et de dialectes berbères. 841

TEXTES PARTICULIERS

- Justice française.**
Arrêté résidentiel modifiant le taux de l'indemnité d'intérim allouée aux suppléants rétribués des juges de paix du Maroc 841

- Arrêté résidentiel modifiant le taux des indemnités de rapport, d'immatriculation et de présidence allouées à certains magistrats des juridictions françaises du Maroc 841
- Direction de l'intérieur.**
Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 26 mars 1949 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs de la direction de l'intérieur 842
- Arrêté résidentiel modifiant les arrêtés résidentiels des 30 décembre 1948 et 26 mars 1949 fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs de la direction de l'intérieur, en ce qui concerne les deux premières tranches du reclassement de la fonction publique 842
- Direction des services de sécurité publique.**
Arrêté résidentiel complétant les arrêtés résidentiels des 21 novembre 1946 et 9 décembre 1948 relatifs aux indemnités du personnel des services actifs de la police générale 843
- Direction des finances.**
Arrêté viziriel du 4 juillet 1949 (7 ramadan 1368) instituant une indemnité de risque aux agents des brigades des douanes 843
- Délégation de signature 843
- Direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.**
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts modifiant le tarif des rétributions dues aux agents de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation pour vacations pendant les jours fériés ou en dehors des heures légales d'ouverture des bureaux de douane 844
- Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts modifiant le tarif des rétributions dues aux agents de la défense des végétaux pour vacations pendant les jours fériés ou en dehors des heures légales d'ouverture des bureaux de douane 844
- Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts ouvrant un concours pour dix emplois de commis d'interprétariat stagiaire du service de la conservation foncière 844
- Direction de l'instruction publique.**
Arrêté viziriel du 5 juillet 1949 (8 ramadan 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 21 mars 1949 (20 joumada I 1368) fixant les nouveaux traitements du personnel du service de la jeunesse et des sports 844
- Arrêté viziriel du 5 juillet 1949 (8 ramadan 1368) complétant l'arrêté viziriel du 16 mai 1949 (18 rejab 1368) fixant les traitements des personnels chargés de la gestion des services économiques des établissements d'enseignement. 845
- Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 6 décembre 1944 portant réorganisation du personnel du service de la jeunesse et des sports 845
- Arrêté résidentiel modifiant et complétant l'arrêté résidentiel du 11 juin 1946 relatif aux indemnités allouées au personnel du service de la jeunesse et des sports .. 846
- Arrêté résidentiel modifiant et complétant l'arrêté résidentiel du 11 juin 1946 relatif aux indemnités allouées au personnel du service de la jeunesse et des sports 846
- Arrêté du directeur de l'instruction publique complétant l'arrêté du 7 décembre 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires de la direction de l'instruction publique 846
- Office des postes, des télégraphes et des téléphones.**
Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones fixant les taux des indemnités pour frais

de déplacement et de mission des diverses catégories de personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones 846

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nomination d'un inspecteur général des services financiers. 847
Création d'emplois 847
Nominations et promotions 847
Admission à la retraite 861
Résultats de concours et d'examens 861

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours pour le recrutement d'ingénieurs géomètres adjoints stagiaires 861
Avis aux candidats à l'emploi de commis du service pénitentiaire 861
Avis de concours pour l'emploi de commis d'interprétariat stagiaire du service de la conservation foncière 861
Concours d'admissibilité du 24 mai 1949 pour l'emploi de secrétaire d'administration des administrations centrales du Protectorat 861
Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 862

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir du 23 août 1948 (18 chaoual 1367) portant amnistie.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont applicables, devant les juridictions françaises du Maroc, les dispositions des articles premier, 3, 4, 6 à 8 inclus, 12 et 13 de la loi du 16 avril 1946 portant amnistie, et premier à 4 inclus, 6 à 8 inclus, 10 à 18 inclus, 19 (alinéa 1^{er}), 21, 23 (alinéas 1^{er}, 3 et 4) et 24 de la loi du 16 août 1947 portant amnistie, telles qu'elles sont annexées au présent dahir.

Sont en conséquence amnistiés ou admis au bénéfice de l'amnistie, quelle que soit la qualification qui leur est donnée au Maroc par les textes qui les y prévoient et répriment, tous faits qui, s'ils avaient été commis en France, se trouveraient couverts par lesdites dispositions.

ART. 2. — Sauf dans les cas prévus par les premiers alinéas des articles 21 et 23 de la loi précitée du 16 août 1947, l'amnistie résultant du présent dahir ne s'applique en aucun cas aux faits réprimés par le dahir du 9 juillet 1945 (28 rejab 1364) relatif à la répression du commerce avec l'ennemi, ni aux faits commis entre le 16 juin 1940 et le 8 mai 1945 qui ont révélé chez leurs auteurs l'intention de favoriser les entreprises de toute nature de l'ennemi ou qui ont contrarié directement ou indirectement l'effort de guerre des Alliés,

quels que soient les textes en vertu desquels ces actes ont été frappés et quelles que soient les juridictions qui en ont assuré la répression.

Sont toutefois amnistiés de plein droit les faits prévus au dahir précité du 9 juillet 1945 (28 rejab 1364) lorsqu'ils ont été commis par un mineur de vingt et un ans et que l'auteur a fait l'objet d'une citation comme combattant dans les forces de la libération ou dans les unités combattant en Union française.

ART. 3. — Les effets de l'amnistie prévus au présent dahir sont ceux définis par les dispositions des articles 26, 27 (alinéa 1^{er}), 28 à 30 inclus, 32 à 37 inclus, 38 (alinéas 1^{er} et 2) de la loi précitée du 16 août 1947, telles qu'elles sont annexées au présent dahir.

ART. 4. — Le délai d'un an prévu aux articles 15, 16, 17, 18 et 19 (alinéa 1^{er}) de la loi précitée du 16 août 1947, commence à courir à compter du jour de la promulgation du présent dahir.

Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 30 de la loi précitée du 16 août 1947 sont applicables aux citations concernant une infraction amnistiée, délivrées à la date de promulgation du présent dahir.

ART. 5. — Sont laissées à la détermination du Résident général les mesures à prendre pour l'application du présent dahir et notamment des dispositions de l'article 10 de la loi du 16 août 1947.

Fait à Rabat, le 18 chaoual 1367 (23 août 1948).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 juin 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

*
*
*

Loi du 16 avril 1946 portant amnistie.

L'Assemblée nationale constituante a adopté,

Le Président du Gouvernement provisoire de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Sont amnistiées toutes contraventions, punies de peines de simple police, commises antérieurement au 8 mai 1945, quel que soit le tribunal appelé à statuer.

ART. 3. — Sont amnistiés les délinquants primaires condamnés à un emprisonnement inférieur ou égal à six mois et à une peine d'amende inférieure ou égale à six mille francs (sans décimes) ou cinq cents francs (décimes en plus) ou à l'une de ces deux peines seulement, prévus par l'acte dit loi du 14 septembre 1941 portant modification de la loi du 26 mars 1891, pour l'un des délits commis antérieurement au 8 mai 1945.

ART. 4. — Pendant un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, pourront demander à être admis, par décret, au bénéfice de l'amnistie :

1° Les individus condamnés pour délits d'achat ou de transport illicite de marchandises, d'acquisition ou utilisation indues de titres de rationnement, lorsque ces infractions portent sur des denrées alimentaires, effets d'habillement, moyens de chauffage ou d'éclairage ;

2° Les délinquants primaires condamnés pour vol, détournement ou recel de denrées alimentaires, effets d'habillement, moyens de chauffage ou d'éclairage.

Le bénéfice de l'amnistie prévue au présent article ne peut être accordé que lorsque les infractions visées ont été commises en vue de la satisfaction directe :

a. Des besoins personnels ou familiaux de leurs auteurs ou des personnes vivant sous leur toit ;

b. Des besoins des réfractaires, résistants ou prisonniers évadés ;

c) Des besoins du personnel salarié vivant en dehors du toit familial en ce qui concerne seulement l'application de l'alinéa 1^{er} du présent article.

Ces infractions, pour être amnistiées, devront avoir été commises, pour l'ensemble du territoire, antérieurement au 8 mai 1945, ou à la date du 10 août 1945 pour les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle.

Sont toutefois exceptés du bénéfice de cette disposition les auteurs ou complices de vols ou détournements commis au préjudice des prisonniers ou des déportés.

A l'égard des personnes non encore condamnées, le délai ne courra qu'à dater de la condamnation définitive.

ART. 6. — Pendant un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, pourront demander à être admises, par décret, au bénéfice de l'amnistie, les personnes poursuivies ou condamnées pour toutes infractions pénales, quelle qu'en soit la qualification et quelle que soit la juridiction appelée à en connaître, civile ou militaire, commises antérieurement au 8 mai 1945 pour l'ensemble du territoire, ou à la date du 10 août 1945 pour les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle, à condition que les actes reprochés aient été accomplis avec l'esprit de servir la cause de la libération définitive de la France.

ART. 7. — Pendant un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, pourront demander à bénéficier de l'amnistie les personnes qui se seront vu infliger toute amende, quel qu'en soit le montant, pénale, administrative ou fiscale, et quel que soit l'autorité ou l'organisme qui l'ait prescrite, sous la condition que l'acte qui l'aura motivée soit intervenu avant le 8 mai 1945 pour l'ensemble du territoire, ou la date du 10 août 1945 pour les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle, et qu'il ait été commis soit en vue de gêner, directement ou indirectement, le ravitaillement ou l'effort de guerre de la puissance occupante, soit en vue d'aider les forces françaises de l'intérieur, en dehors de tout mobile d'intérêt personnel.

ART. 8. — Pendant un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, pourront demander à bénéficier de l'amnistie les délinquants primaires pour les délits commis antérieurement au 8 mai 1945 pour l'ensemble du territoire, ou à la date du 10 août 1945 pour les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle, appartenant aux catégories suivantes :

1° Père et mère ayant eu un fils tué à l'ennemi, mort en captivité ou en déportation ou fusillé comme otage ;

2° Enfants mineurs et veuves des militaires, marins ou maquisards tués à l'ennemi, morts en captivité ou en déportation ou fusillés comme otages ;

3° Tous prisonniers de guerre, déportés ou internés politiques et leurs enfants mineurs ;

4° Toutes personnes ayant appartenu à une formation de résistance à la date du 6 juin 1944, ainsi que leur femme et leurs enfants mineurs ;

5° Les anciens combattants de la guerre 1939-1940 blessés de guerre ou titulaires d'une citation.

ART. 12. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions, commises antérieurement au 1^{er} janvier 1946, prévues par les articles ci-après du code de justice militaire pour l'armée de terre :

Article 204, sauf les alinéas 3 et 6 ;

Article 205, alinéas 1^{er} et 3 ;

Article 206, sauf alinéa 1^{er} ;

Article 207 ;

Article 208, seulement dans les cas où les voies de fait envers un supérieur n'ont pas été exercées pendant le service ou à l'occasion du service et lorsque la peine encourue est correctionnelle ;

Article 209 ;

Article 210, seulement lorsque l'auteur des voies de fait ignorait la qualité de son supérieur et que la peine encourue est correctionnelle ;

Article 211 ;

Article 212, alinéa 1^{er} ;

Article 213, sauf quand la peine encourue est criminelle ;

Article 214, sauf l'alinéa 3 ;

Article 217, sauf le vol des armes et des munitions appartenant à l'Etat, de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à l'Etat ;

Article 218 ;

Article 219 ;

Article 225 ;

Article 227, sauf si l'abandon de poste en faction ou en vedette a eu lieu en présence de rebelles ou de l'ennemi ;

Article 228 ;

Article 229, sauf l'alinéa 4 ;

Article 230 ;

Article 232 ;

Article 240 ;

Article 241.

ART. 13. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions commises antérieurement au 1^{er} janvier 1946 prévues par les articles ci-après du code de justice militaire pour l'armée de mer :

Article 205 (paragr. 1^{er}) ;

Article 207, alinéas 1^{er} et 4 ;

Article 208, sauf alinéa 1^{er} ;

Article 209 ;

Article 210, seulement dans les cas où les voies de fait envers un supérieur n'ont pas été exercées pendant le service ou à l'occasion du service et lorsque la peine encourue est correctionnelle ;

Article 211 ;

Article 212, seulement lorsque la peine prévue est correctionnelle ;

Article 213 ;

Article 214, alinéa 1^{er} ;

Article 215, seulement lorsque la peine prévue est correctionnelle ;

Article 216, sauf alinéa 3 ;

Article 219, paragraphes 1^{er} et 2 et dernier alinéa ;

Article 220, article 221 et article 227 ;

Article 228, lorsque la peine encourue est correctionnelle ;

Article 229 ;

Article 231, sauf lorsque l'abandon de poste a eu lieu en présence de rebelles ou de l'ennemi ;

Article 232 ;

Article 233, sauf lorsque l'abandon de poste a eu lieu en présence de l'ennemi ;

Article 234, article 235, article 237 ;

Article 240, paragraphes 2 et 3, lorsque la perte ou la prise a eu lieu par négligence ou impéritie ;

Article 242, lorsque la perte ou la prise a eu lieu par négligence ;

Article 243, alinéa 2 ;

Article 245, lorsque les peines encourues sont correctionnelles ;

Article 246 ;

Article 248, sauf paragraphe 1^{er} ;

Article 249, sauf alinéa 1^{er} ;

Article 250, lorsque la peine encourue est correctionnelle ;

Article 251, alinéa 2 ;

Article 252, article 253, article 259, article 260.

Fait à Paris, le 16 avril 1946.

FÉLIX GOUIN.

Loi du 16 août 1947 portant amnistie.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré.

L'Assemblée nationale a adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

Amnistie accordée pour certaines infractions.

ARTICLE PREMIER. — Sont amnistiées les infractions ci-après définies lorsqu'elles ont été commises antérieurement au 16 janvier 1947 :

1° Contraventions de simple police, à l'exception des faits visés à l'article 478, 2° alinéa, du code pénal ;

2° Délits prévus par les textes suivants :

Code pénal :

Articles 123, 155 (alinéa 1^{er}), 192, 193, 194, 195, 196, 199, 200, 211 (s'il n'y a pas eu port d'armes), 212, 222, 223, 224, 225, 236, 237, et 238 (s'il y a eu seulement négligence), 249, 250, 257, 271, 274, 275, 283, 284, 311 (alinéa 1^{er}), 319, et 320 (hors le cas d'application de la loi du 17 juillet 1908 pour délit de fuite concomitant et le cas de contravention connexe d'ivresse publique et manifeste), 337, 338, 339, 346, 347, 388 (alinéa 3), tel qu'il résulte de la loi du 17 juin 1941, 414, 415, 456, 457, 458 ;

Code d'instruction criminelle :

Articles 80 (alinéa 1^{er}), 157 ;

Code du travail :

Livre II, titre IV, à l'exception des articles 168 à 170 inclus ;

Livre III, titre premier et article 54 ;

Lois spéciales :

Loi du 28 avril 1816, titre V, chapitres II et III, et arrêtés préfectoraux pris en vertu de l'article 188 de ladite loi (culture du tabac) ;

Loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries, article 5 ;

Loi du 16 octobre 1849 prononçant des peines contre les individus qui feraient usage de timbres-poste ayant déjà servi à l'affranchissement des lettres ;

Loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux (art. 30 et 31, alinéa 1^{er}) ;

Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (à l'exclusion des art. 25, 32 et 36) ;

Loi du 11 juin 1887 concernant la diffamation et l'injure commises par les correspondances postales et télégraphiques circulant à découvert ;

Loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Loi du 30 mars 1902 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1902, article 44 ;

Loi du 30 décembre 1906 sur les ventes au déballage, complétant la loi du 25 juin 1841 ;

Loi du 20 avril 1910 interdisant l'affichage sur les monuments historiques et dans les sites ou sur les monuments naturels de caractère artistique ;

Loi du 16 juillet 1912 sur l'exercice des professions ambulantes et réglementation de la circulation des nomades (à l'exception de l'art. 5) ;

Loi du 18 mars 1919 tendant à la création d'un registre du commerce (art. 18) ;

Loi du 8 octobre 1919 établissant la carte d'identité professionnelle des voyageurs et des représentants de commerce ;

Loi du 17 juin 1938 relative à l'exercice de la médecine vétérinaire ;

Décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française (art. 119) (mais seulement dans les cas prévus à l'art. 125, alinéa 2, dudit décret) ;

Décret du 1^{er} septembre 1939, complété par les décrets du 20 janvier 1940 et du 15 mai 1940, réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations ;

Décret du 6 avril 1940 portant interdiction du transport de la correspondance à travers les frontières ;

Décret du 3 juin 1940 relatif au transport de correspondance ;

Acte dit décret du 25 septembre 1940 interdisant le transport de la correspondance à travers les frontières ;

Acte dit loi du 25 septembre 1941 prescrivant un recensement général et permanent des propriétaires de véhicules automobiles et de leurs remorques ;

Acte dit loi du 21 juin 1943 modifiant le régime du dépôt légal ;

Acte dit loi du 6 juillet 1943 relatif à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères.

Sont également amnistiés, lorsqu'ils ont été commis antérieurement au 16 janvier 1947, les délits et contraventions concernant les matières ci-après déterminées :

Chasse (à l'exclusion de l'art. 12, paragr. 5, de la loi du 3 mai 1944) ;

Délits et contraventions en matière forestière ;

Pêche maritime et fluviale (à l'exclusion de l'art. 25 de la loi du 15 avril 1829 et des art. 3 et 6 du décret du 9 janvier 1852) ;

Police du roulage ;

Grande et petite voiries ;

Chemins de fer et tramways (à l'exclusion de l'art. 18 de la loi du 15 juillet 1845) ;

Coordination des transports ;

Navigation maritime et fluviale ;

Navigation aérienne (à l'exclusion des art. 65, 72, 74 et 75 de la loi du 31 mai 1924 et sous réserve de ce qui est prévu ci-après en matière de douanes) ;

Défaut de déclaration et détournement d'épaves ;

Conflits collectifs du travail ;

Douanes (lorsque le montant des condamnations pécuniaires encourues ou de la transaction non définitive intervenue n'excède pas 7.500 fr., et sauf le cas où l'infraction est poursuivie par l'administration des douanes agissant comme partie jointe au ministère public poursuivant un délit concomitant non amnistié) ;

Infraction en matière de contributions indirectes, à l'exclusion des contraventions relevées pour refus d'exercice et sauf le cas où l'infraction est poursuivie par la régie des contributions indirectes agissant comme partie jointe aux poursuites du ministère public poursuivant un délit concomitant non amnistié. Cependant, lorsque le montant de la transaction intervenue ou de la condamnation passée en force de chose jugée dépasse 50.000 francs, ou lorsque le procès-verbal n'ayant pas donné lieu à transaction, ni à condamnation définitive, le minimum des pénalités correctionnelles encourues aura été supérieur à 120.000 francs, décimes non compris, ces sommes devant être portées respectivement au double en matière d'alcool lorsque les contrevenants sont des récoltants, bouilleurs de cru ou tirant occasionnellement parti de leurs fruits, l'amnistie ne fera pas obstacle au recouvrement ni, le cas échéant, à la fixation de peines pécuniaires ;

Exercice de la médecine et des professions paramédicales (sauf les cas d'exercice illégal et d'infractions à une interdiction d'exercer, et sauf le cas de récidive) ;

Délits commis en violation des dispositions légales applicables en matière de propagande électorale en vertu des dispositions des lois du 20 mars 1914, du 8 juin 1923, de l'ordonnance n° 45-1838 du 17 août 1945 (chap. V), de la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale (titre V) et de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection du Conseil de la République (art. 11) ;

Délits prévus par les articles 39, 41 à 43, 46, 51 (paragr. 1^{er}), 54, 55, 56 (paragr. 1^{er}), 57, 62 à 67, 69 à 72, 74 (paragr. 1^{er} et 3), 75 à 78, 80, 83 (paragr. 3), 84 (paragr. 1^{er}) de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande, fautes graves contre la discipline prévues par l'article 14 du même code, à l'exception des fautes prévues par les paragraphes 5 et 6 dudit article, infractions d'ordre disciplinaire commises par les pilotes, ou qui ont donné lieu à l'application des sanctions prévues par l'article 14 de la loi du 28 mars 1928 ou qui ont pu donner lieu à l'application de l'article 50 du décret-loi du 12 décembre 1806 et du décret du 16 juin 1913, sauf si elles ont entraîné la révocation.

Sont également amnistiés, lorsqu'ils ont été commis antérieurement au 16 juin 1947, les délits et contraventions, commis en Algérie, concernant les matières ci-après déterminées :

Délits et contraventions en matière forestière ;

ART. 2. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions commises antérieurement au 16 janvier 1947 et prévues par les articles ci-après du code de justice militaire pour l'armée de terre :

Article 204 (révolte), seulement dans les cas où la peine encourue n'est pas supérieure à cinq années d'emprisonnement);
 Article 205 (alinéa 1^{er}) (refus d'obéissance hors la présence de l'ennemi ou de rebelles armés);
 Article 206, sauf l'alinéa 1^{er} (violences exercées sans armes);
 Article 207 (insultes envers une sentinelle);
 Article 208, seulement dans les cas où les voies de fait envers un supérieur n'ont pas été exercées pendant le service ou à l'occasion du service et lorsque la peine encourue est correctionnelle;

Article 209 (outrages envers un supérieur);
 Article 210 (outrages envers un supérieur dont la qualité n'était pas connue), seulement lorsque la peine encourue est correctionnelle;

Article 211 (outrages envers le drapeau ou l'armée);
 Article 212 (alinéa 1^{er}) (rébellion contre la force armée);
 Article 213 (coups portés à un inférieur), seulement lorsque la peine encourue est correctionnelle;

Article 214, sauf l'alinéa 3 (réquisitions abusives exercées sans violence);

Article 218 (dissipation d'effets militaires);
 Article 219 (mise en gage d'effets militaires);

Article 225 (destruction volontaire d'effets militaires et blessure volontaire à une bête de somme appartenant à l'Etat);

Article 227, sauf si l'abandon de poste en faction ou en vedette a eu lieu en présence de rebelles ou de l'ennemi;

Article 228 (sommeil en faction ou en vedette);

Article 229 (alinéa 1^{er}) (abandon de poste hors la présence de l'ennemi ou de rebelles armés);

Article 230 (violation de consigne);

Article 231 (mutilation volontaire), lorsque la peine est correctionnelle;

Article 232 (absence d'un militaire aux audiences du tribunal militaire où il est appelé à siéger, ou refus de siéger).

ART. 3. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions, commises antérieurement au 16 janvier 1947, prévues par les articles ci-après du code de justice militaire pour l'armée de mer :

Article 205 (paragr. 1^{er}) (révolte de marins);

Article 207 (alinéas 1^{er} et 4) (refus d'obéissance);

Article 208 (sauf alinéa 1^{er}) (violences exercées sans armes);

Article 209 (insultes envers une sentinelle);

Article 210 (seulement dans les cas où les voies de fait envers un supérieur n'ont pas été exercées pendant le service ou à l'occasion du service et lorsque la peine encourue est correctionnelle);

Article 211 (outrages envers un supérieur);

Article 212 (voies de fait, outrages envers un supérieur dont la qualité n'était pas connue); seulement lorsque la peine prévue est correctionnelle;

Article 213 (outrages au drapeau ou à l'armée);

Article 214 (alinéa 1^{er}) (rébellion envers la force armée);

Article 215 (voies de fait envers un inférieur), seulement lorsque la peine prévue est correctionnelle;

Article 216, sauf l'alinéa 3 (réquisitions abusives exercées sans violence);

Article 219 (paragr. 1^o et 2^o et dernier alinéa) (vente d'effets militaires, achat ou recel d'effets militaires volés, vente d'effets entrant dans la composition du sac);

Article 220 (détournement d'armes ou d'objets militaires);

Article 221 (mise en gage d'effets militaires);

Article 227 (incendie à terre par négligence);

Article 228 (destruction, jet à la mer d'effets, armes et autres objets militaires), lorsque la peine encourue est correctionnelle;

Article 229 (destruction, jet à la mer d'effets entrant dans la composition du sac);

Article 231, sauf lorsque l'abandon de poste a eu lieu en présence de rebelles ou de l'ennemi;

Article 232 (sommeil en faction, de veille ou de quart);

Article 233, sauf lorsque l'abandon de poste a eu lieu en présence de l'ennemi;

Article 234 (abandon de bâtiment en danger);

Article 235 (violation de consigne);

Article 236 (mutilation volontaire), lorsque la peine est correctionnelle;

Article 237 (absence aux audiences du tribunal);

Article 245 (faits d'avoir évité le combat sans instructions spéciales ou motifs graves, refus d'assistance à un bâtiment), lorsque les peines encourues sont correctionnelles;

Article 246 (surprise par l'ennemi, avaries graves par négligence ou impéritie);

Article 248, sauf le paragraphe 1^{er} (séparation à la mer, hors la présence de l'ennemi);

Article 249, sauf l'alinéa 1^{er} (mission non remplie, en dehors du temps de guerre);

Article 250 (perte d'un bâtiment par le fait du pilote), lorsque l'infraction est punie correctionnellement;

Article 251 (alinéa 2) (abandon du convoi, en dehors du temps de guerre);

Article 252 (refus d'assistance à un bâtiment par capitaine d'un navire de commerce);

Article 253 (aide à évasion du bord);

Articles 259 et 260 (usurpation d'uniformes, costumes, insignes, décorations, médailles).

ART. 4. — Sont amnistiés les faits d'insoumission commis par des individus qui se sont rendus volontairement avant le 16 janvier 1947, à condition que la durée de l'insoumission n'ait pas excédé un an.

Sont amnistiés les faits de désertion à l'intérieur et de désertion à l'étranger en temps de paix, commis par les militaires des armées de terre, de mer et de l'air, lorsque le délinquant s'est rendu volontairement avant le 16 janvier 1947 et que la durée de la désertion n'a pas excédé trois mois.

Ont droit également au bénéfice des dispositions du présent article les personnes condamnées pour insoumission ou pour désertion et qui ont été empêchées de se rendre volontairement dans les délais ci-dessus prévus par suite d'un cas dûment justifié de force majeure. Au cas où l'intéressé serait dans l'incapacité de faire valoir ses droits par suite de décès, absence ou toute autre cause, l'amnistie pourra être constatée à la demande de toute personne justifiant d'un intérêt légitime.

ART. 6. — Amnistie pleine et entière est accordée à tous les faits, commis antérieurement au 16 janvier 1947, ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des peines disciplinaires contre les avocats et officiers publics ou ministériels sans qu'il en résulte aucun droit à la réintégration qui reste facultative.

Sont également amnistiés dans les mêmes conditions de date les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des sanctions professionnelles, quel que soit le nom ou la nature de l'autorité ou de la juridiction chargée de les prononcer, sans qu'il en résulte aucun droit à la réintégration qui reste facultative.

Dans l'un ou l'autre cas, sont exceptés les manquements à la probité, aux bonnes mœurs ou à l'honneur.

ART. 7. — Sont amnistiés de plein droit les faits commis antérieurement au 16 janvier 1947 par les étudiants et élèves des écoles et facultés ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires par les conseils de discipline ou toutes autres juridictions similaires.

ART. 8. — Sont réhabilités de plein droit les commerçants non banquiers qui, antérieurement au 16 janvier 1947, ont été déclarés en état de faillite ou de liquidation judiciaire et ceux qui auront été déclarés en état de faillite ou de liquidation judiciaire à l'issue d'une procédure en cours à cette date.

Dans tous les cas, les droits des créanciers sont expressément réservés.

TITRE II.

Amnistie accordée en faveur de certaines catégories de délinquants.

ART. 10. — Amnistie pleine et entière est accordée aux délits commis antérieurement au 16 janvier 1947 par des délinquants primaires appartenant aux catégories suivantes :

1° Père, mère, veuve, enfants mineurs d'anciens combattants de la guerre de 1914-1918 ou de militaires de la guerre 1939-1945 ou des théâtres d'opérations extérieures tués à l'ennemi ou morts en captivité ou décédés par suite de blessures de guerre ou de leur captivité ;

2° Père, mère, conjoint, enfants mineurs de toute personne qui a été exécutée comme otage ou qui est morte en déportation ou qui est décédée des suites des traitements subis du fait de l'ennemi ou de ses complices ;

3° Prisonniers de la guerre 1914-1918 ou de la guerre 1939-1945, déportés politiques, internés politiques et leurs enfants mineurs, ainsi que les Mosellans et Alsaciens qui se sont soustraits à l'ordre d'incorporation de leur classe dans l'armée allemande et les Mosellans et Alsaciens qui, appelés et incorporés dans l'armée allemande, ont déserté avant la libération du territoire ou ont été condamnés par les tribunaux militaires allemands pour désertion, trahison ou sabotage ;

4° Anciens combattants de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945 et militaires de cette dernière guerre ou des théâtres d'opérations extérieures qui auront été blessés de guerre ou engagés volontaires ou qui sont titulaires d'une citation homologuée ou qui se sont évadés de la France métropolitaine ou des territoires d'outre-mer pour se mettre à la disposition de la France libre ;

5° Personnes ayant appartenu à une formation de résistance telles qu'elles ont été définies par la loi du 15 mai 1946, à la date du 6 juin 1944, ainsi que leur conjoint et leurs enfants mineurs.

Un décret, pris dans le délai de deux mois à compter de la promulgation de la présente loi, déterminera les justifications à produire pour pouvoir bénéficier du présent article.

Toutefois, sont exclus des dispositions du présent article les infractions à la législation économique et à la législation fiscale ainsi que les vols, détournements ou recels au préjudice de prisonniers ou déportés.

Sont également exclus, les délits prévus et réprimés par les articles 174, 177, 312 (alinéas 6, 7 et 8), 317 (alinéas 2 et 4), 334 et 334 bis, 349, 350, 351 (alinéa 1^{er}), 352 et 353 (alinéa 1^{er}) du code pénal.

ART. 11. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les délits non exceptés à l'article précédent, commis antérieurement au 16 janvier 1947 pour tous délinquants, même récidivistes qui entrent dans l'une des catégories prévues audit article et qui n'ont, depuis le 16 janvier 1947, commis aucun délit ou crime nouveau.

ART. 12. — (Complété par la loi du 22 juillet 1948.) Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes infractions, quelle que soit la qualification, qui n'ont été sanctionnées que par des peines correctionnelles assorties du bénéfice du sursis, à condition que leurs auteurs soient des délinquants primaires et titulaires, postérieurement à la date où l'infraction a été commise, de la Légion d'honneur pour fait de guerre, de la médaille militaire, de la croix de guerre 1939-1945, de la croix de la Libération ou de la médaille de la Résistance.

ART. 13. — Sont amnistiés tous délits, commis antérieurement au 16 janvier 1947, qui sont ou seront punis :

1° De peines d'emprisonnement inférieures ou égales à deux mois et d'une amende inférieure ou égale à six mille francs (sans décimes) ou cinq cents francs (décimes en plus), ou de l'une de ces deux peines seulement ;

2° De peines d'emprisonnement inférieures ou égales à six mois, avec application de la loi du 26 mars 1891, et d'une amende inférieure ou égale à six mille francs (sans décimes) ou cinq cents francs (décimes en plus), ou de l'une de ces deux peines seulement ;

3° De peines d'amendes égales ou inférieures à vingt mille francs (sans décimes) ou à deux mille francs (décimes en plus) ;

4° De peines d'emprisonnement inférieures ou égales à six mois, avec application de la loi du sursis, et d'une amende inférieure ou égale à quinze mille francs, lorsque leurs auteurs ont été condamnés par défaut à une date antérieure à la libération du territoire.

ART. 14. — Sont amnistiés, lorsque les faits ont été commis antérieurement au 16 janvier 1947 :

1° Les infractions à la législation des prix, du ravitaillement, de la collecte, de la répartition des produits industriels et de l'organisation professionnelle, commises par des délinquants primaires, qui sont ou seront punies d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à deux mois d'emprisonnement ou à six mois d'emprisonnement avec sursis et d'une amende ne dépassant pas 100.000 francs, ou d'une amende seule n'excédant pas 200.000 francs ;

2° Les infractions à la législation fiscale autres que celles prévues à l'article premier de la présente loi, mais uniquement dans leurs conséquences pénales, lorsque les peines appliquées seront inférieures ou égales aux maxima visés à l'alinéa précédent.

ART. 15. — Pendant un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, pourront demander à être admis par décret au bénéfice de l'amnistie :

Les délinquants primaires ou en état de première récidive condamnés pour vol, détournement ou recel de denrées alimentaires, effets d'habillement, moyens de chauffage ou d'éclairage, lorsque les infractions visées ont été commises en vue de la satisfaction directe :

a) Des besoins personnels ou familiaux de leurs ascendants, descendants, ou des personnes vivant sous leur toit ;

b) Des besoins des réfractaires, résistants ou prisonniers évadés.

Ces infractions, pour être amnistiées, devront avoir été commises antérieurement au 16 janvier 1947.

Sont toutefois exceptés du bénéfice de cette disposition les auteurs ou complices de vols ou détournements commis au préjudice des prisonniers ou des déportés.

A l'égard des personnes non encore condamnées, le délai ne courra qu'à dater de la condamnation définitive.

Pourront également être admis au bénéfice de l'amnistie tous les délinquants, même récidivistes, condamnés pour vol de charbon sur les terrils des mines et les crassiers des exploitations minières.

ART. 16. — Pourront également bénéficier de l'amnistie par décret dans le même délai d'un an, les délinquants primaires poursuivis ou condamnés en vertu de l'article 373 du code pénal, lorsque la dénonciation aura essentiellement visé des faits de collaboration.

ART. 17. — Pendant un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, pourront être admises, par décret, au bénéfice de l'amnistie, toutes personnes condamnées en raison de faits commis antérieurement à la libération du territoire pour des propos, écrits, confection ou distribution de tracts ou documents de toute nature, alors réputés contraires aux intérêts du peuple français, lorsqu'elles n'auront pas, pendant l'occupation du territoire français par l'ennemi, manqué à leur devoir d'attachement à la France.

A l'égard des personnes non encore condamnées, le délai ne courra qu'à dater de la condamnation définitive.

ART. 18. — Pendant un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, pourront demander à être admis, par décret, au bénéfice de l'amnistie les personnes poursuivies ou condamnées pour toutes les infractions pénales, quelle que soit la juridiction appelée à en connaître, civile ou militaire, commises antérieurement au 8 mai 1945 pour l'ensemble du territoire ou à la date du 18 août 1945 pour les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle, à condition que les actes reprochés aient été accomplis avec l'esprit de servir la cause de la libération définitive de la France.

A l'égard des personnes non encore condamnées, la demande sera recevable pendant l'année suivant la condamnation définitive.

Il sera obligatoirement statué sur les demandes d'admission au bénéfice de l'amnistie dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande par le garde des sceaux, ministre de la justice. Les demandes présentées par les organisations représentatives de la Résistance existant au 6 juin 1944 seront examinées par priorité.

Cette amnistie et celle résultant de l'application de l'article 6 de la loi du 16 avril 1946 pourront produire les effets prévus par l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits.

ART. 19. — Pendant un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi (ou de la décision judiciaire... à intervenir, si celle-ci n'est pas encore intervenue lors de cette promulgation), pourront demander à être admises, par décret, au bénéfice de l'amnistie les personnes poursuivies ou condamnées pour infractions à la législation des prix, du ravitaillement, de la collecte, de la répartition des produits industriels et de l'organisation professionnelle ou à la législation fiscale commises antérieurement au 16 janvier 1947.

TITRE III.

Dispositions spéciales aux mineurs.

ART. 21. — Sont amnistiés de plein droit les délits commis antérieurement au 16 janvier 1947 par des mineurs lorsqu'ils auront été acquittés comme ayant agi sans discernement.

Si, ensuite de la décision d'acquiescement, ils ont été ou sont placés en dehors de leur famille, ils pourront être réclamés par leurs parents non déchus de la puissance paternelle, leur tuteur responsable ayant effectivement leur garde, ou par une œuvre charitable, sans que le délai d'un an prévu par l'article 66 du code pénal puisse être opposé.

Cette demande ne sera pourtant satisfaite que si l'enquête sociale à laquelle il devra être procédé ne conclut pas que cette mesure est contraire à l'intérêt du mineur.

La requête devra être adressée au garde des sceaux, ministre de la justice, qui statuera dans les trois mois.

ART. 23. — Outre le cas d'amnistie prévu par la présente loi, pourront être admis, par décret, au bénéfice de l'amnistie les mineurs de dix-huit ans au moment des faits, poursuivis ou condamnés pour une infraction pénale quelconque, antérieure au 16 janvier 1947.

Le recours pourra être instruit d'office par le parquet ayant intenté les poursuites ou par celui près la juridiction dont le greffe conserve le dossier de condamnation.

La décision pourra être assortie d'une mesure de mise en liberté surveillée jusqu'à la majorité.

ART. 24. — Sont amnistiés de plein droit les faits de désertion lorsqu'ils ont été commis par un mineur de vingt et un ans et que l'auteur a fait l'objet d'une citation comme combattant dans les forces de la libération ou dans les unités combattant en Union française.

TITRE IV.

Dispositions générales.

ART. 26. — En cas de condamnation pour infractions multiples, le condamné est amnistié si l'infraction amnistiée par la présente loi comporte la peine la plus forte, ou, en tout cas, une peine égale à la peine prévue pour les autres infractions poursuivies, lors même que les juges, après avoir accordé les circonstances atténuantes pour cette infraction, auraient emprunté la répression à un article prévoyant une peine inférieure.

ART. 27. — L'amnistie de l'infraction entraîne la remise de toutes les peines principales, accessoires et complémentaires, notamment de la relégation, comme aussi elle rétablit son auteur dans le bénéfice du sursis qui a pu lui être accordé lors de la condamnation antérieure.

ART. 28. — L'amnistie n'est pas applicable aux frais de poursuites et d'instances avancés par l'État, aux droits fraudés, restitutions, dommages-intérêts.

Toutefois, lorsque la condamnation a sanctionné uniquement des infractions de simple police, ses effets s'étendent aux frais de justice non encore recouvrés, sous réserve des dispositions de l'article 30.

ART. 29. — La contrainte par corps ne pourra être exercée contre les condamnés ayant bénéficié de l'amnistie, les droits des parties civiles étant expressément réservés.

ART. 30. — Les droits des tiers sont expressément réservés.

De même, l'amnistie ne pourra être opposée aux administrations de l'État agissant comme partie civile en suite d'infractions ayant porté préjudice soit au Trésor, soit au domaine de l'État.

Lorsque la citation concernant une infraction amnistiée aura été délivrée à la date de la promulgation de la présente loi, il sera loisible à la partie lésée de se porter partie civile à l'audience et de faire juger sur ses intérêts civils seulement.

En cas d'instance sur les intérêts civils, le dossier pénal, classé par suite d'amnistie, sera versé aux débats et mis à la disposition des parties.

ART. 32. — Cette amnistie ne confère pas la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur, ni dans le droit au port de la médaille militaire.

Il sera statué à cet égard et pour chaque cas individuellement, par la grande chancellerie, soit sur la demande de l'intéressé, soit sur la proposition du garde des sceaux, en ce qui concerne la Légion d'honneur, ou des ministres de la guerre, de la marine ou de l'air, en ce qui concerne la médaille militaire.

ART. 33. — Tout militaire des armées de terre, de mer et de l'air qui aura perdu son grade, ses décorations ou ses droits à pension en vertu d'une condamnation prononcée pour des faits amnistiés par la présente loi ou par la loi du 16 avril 1946, pourra, par décret, être réintégré dans lesdits grades, décorations ou droits à pension.

Pour ceux qui ont été amnistiés par application de l'article 18 de la présente loi ou de l'article 6 de la loi du 16 avril 1946, la réintégration sera prononcée à dater de leur radiation des contrôles de l'armée et les réparations éventuelles de carrière pourront être examinées à la requête des intéressés dans les conditions précisées par l'ordonnance du 29 novembre 1944.

ART. 34. — Les contestations sur le bénéfice de la présente amnistie sont soumises aux règles de compétence et de procédure prévues par les articles 590 et suivants du code d'instruction criminelle. Lorsque le droit au bénéfice de l'amnistie est réclamé par un prévenu, la requête doit être présentée au tribunal compétent pour statuer sur la poursuite. Dans tous les cas où le bénéfice de l'amnistie est invoqué, les débats ont lieu en chambre du conseil.

ART. 35. — L'amnistie ne peut, en aucun cas, mettre obstacle à l'action en révision devant toute juridiction compétente en vue de faire établir l'innocence du condamné.

Elle ne met pas d'obstacle à la révision en vertu de l'ordonnance du 6 juillet 1943.

ART. 36. — Tout délinquant ayant bénéficié de l'amnistie du fait des condamnations ayant entraîné sa radiation des listes électorales pourra, dans le délai de trois mois qui suivra la promulgation de la présente loi ou la décision individuelle d'amnistie, réclamer son inscription sur les listes de la commune où il est habilité à exercer ses droits civiques.

ART. 37. — Cesseront d'être mentionnées au casier judiciaire les condamnations prononcées contre des personnes de nationalité française par les juridictions étrangères pour infractions de la nature de celles visées par la présente loi (commises antérieurement au 16 janvier 1947) ou les lois d'amnistie antérieures (commises antérieurement aux dates déterminées par lesdites lois), ainsi que les condamnations à des peines n'excédant pas le quantum fixé à l'article 13 de la présente loi, prononcées pour des faits commis antérieurement au 16 janvier 1947.

ART. 38. — Il est interdit à tout fonctionnaire de l'ordre judiciaire de rappeler ou de laisser subsister, sous quelque forme que ce soit, dans un dossier judiciaire, les condamnations, les peines disciplinaires et déchéances effacées par l'amnistie, sous réserve des dispositions de l'article 33.

Seules, les minutes des jugements ou arrêts déposés dans les greffes échappent à cette interdiction.

Fait à Paris, le 16 août 1947.

VINCENT AURIOL.

* * *

Décret du 14 juin 1949 portant application devant les juridictions françaises du Maroc des lois d'amnistie des 16 avril 1946 et 16 août 1947.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de la défense nationale, du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) et du secrétaire d'Etat aux forces armées (air) ;

Vu la loi du 16 avril 1946 portant amnistie, et notamment son article 19 (alinéa 2) ainsi conçu : « A l'égard des autres territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et en ce qui concerne les condamnations prononcées par des juridictions françaises dans les territoires ressortissant au ministère des affaires étrangères, des décrets détermineront les infractions auxquelles s'appliquera la présente loi »,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont applicables aux infractions pénales relevant de la compétence des juridictions françaises du Maroc les dispositions des articles premier, 3, 4, 6 à 8 inclus, 13 et 18 de la loi susvisée du 16 avril 1946 portant amnistie, telles qu'elles sont annexées au dahir correspondant au présent décret.

ART. 2. — Sont applicables aux infractions relevant de la compétence des juridictions françaises du Maroc les dispositions des articles premier à 4 inclus, 6 à 8 inclus, 10 à 18 inclus, 19 (alinéa 1^{er}), 21, 23 (alinéas 1^{er}, 3 et 4) et 24 de la loi susvisée du 16 août 1947 portant amnistie, telles qu'elles sont annexées au dahir correspondant au présent décret.

ART. 3. — Sont également amnistiés ou admis au bénéfice de l'amnistie dans les conditions prévues par les articles précités des lois des 16 avril 1946 et 16 août 1947, quelle que soit la qualification qui leur est donnée au Maroc par les textes spéciaux qui les y prévoient et répriment, tous faits qui, s'ils étaient commis en France, se trouveraient couverts par lesdites dispositions.

ART. 4. — Sauf dans les cas prévus par les premiers alinéas des articles 21 et 23 de la loi du 16 août 1947, l'amnistie résultant du présent décret ne s'applique en aucun cas aux faits commis entre le 16 juin 1940 et le 8 mai 1945 qui ont révélé chez leurs auteurs l'intention de favoriser les entreprises de toute nature de l'ennemi, ou qui ont contrarié directement ou indirectement l'effort de guerre des Alliés, quels que soient les textes en vertu desquels ces actes ont été poursuivis et quelles que soient les juridictions qui en ont assuré la répression.

ART. 5. — Les effets de l'amnistie prévus au présent décret sont ceux définis par les dispositions des articles 26, 27 (alinéa 1^{er}), 28 à 30 inclus, 32 à 37 inclus, 38 (alinéas 1^{er} et 2) de la loi du 16 août 1947, telles qu'elles sont annexées au dahir correspondant au présent décret.

ART. 6. — Le délai d'un an prévu aux articles 15, 16, 17, 18 et 19 (alinéa 1^{er}) de la loi du 16 août 1947 commence à courir le jour de la promulgation du dahir correspondant au présent décret.

Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 30 de la loi du 16 août 1947 sont applicables aux citations concernant une infraction amnistiée, délivrées à la date de la promulgation du dahir correspondant au présent décret.

ART. 7. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la défense nationale, le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), le secrétaire d'Etat aux

forces armées (marine) et le secrétaire d'Etat aux forces armées (air) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des affaires étrangères,

SCHUMAN.

Le ministre
de la défense nationale,

PAUL RAMADIER.

Le secrétaire d'Etat
aux forces armées (marine),

JOHANNÈS DUPRAZ.

Le garde des sceaux,
ministre de la justice,

R. LECOURT.

Le secrétaire d'Etat
aux forces armées (guerre),

MAX LEJEUNE.

Le secrétaire d'Etat
aux forces armées (air),

JEAN MOREAU.

Dahir du 25 mai 1949 (26 rejeb 1368) relatif à l'établissement des rôles et au recouvrement des impôts directs et des taxes recouvrées comme en matière d'impôts directs.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 13 janvier 1941 (15 hija 1359) relatif à l'établissement des rôles et au recouvrement des impôts directs,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les cotisations relatives aux impôts directs de toute nature sont arrondies à la dizaine de francs supérieure. Il en est de même du montant des droits en sus, majorations, réductions, dégrèvements.

Les présentes dispositions s'appliquent au montant annuel de la taxe sur les transactions recouvrée comme en matière d'impôts directs, aux taxes sur les collectivités publiques recouvrées dans les mêmes conditions, ainsi qu'aux autres taxes municipales lorsqu'elles ne sont pas perçues au comptant.

ART. 2. — La recette complémentaire résultant de l'application de la mesure ci-dessus, constatée dans les rôles d'impôts directs, vient en augmentation des impôts perçus au profit du budget général.

ART. 3. — Est abrogé le dahir du 13 janvier 1941 (15 hija 1359) relatif à l'établissement des rôles et au recouvrement des impôts directs.

Fait à Rabat, le 26 rejeb 1368 (25 mai 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 juin 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Dahir du 23 mai 1949 (26 rejev 1368) modifiant le dahir du 13 février 1930 (14 ramadan 1348) relatif au jugement des réclamations contre la confection des listes électorales des conseils de prud'hommes.

LOUANGE A DIEU SEUL!
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 13 février 1930 (14 ramadan 1348) relatif au jugement des réclamations contre la confection des listes électorales des conseils de prud'hommes,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le titre du dahir susvisé du 13 février 1930 (14 ramadan 1348) est modifié ainsi qu'il suit :

« Dahir relatif au jugement des recours contre la confection des listes électorales des conseils de prud'hommes et des réclamations contre les élections des conseillers prud'hommes. »

ART. 2. — Le quatrième alinéa de l'article 6 et l'article 7 du dahir précité du 13 février 1930 (14 ramadan 1348) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 6. —

(4^e alinéa) « Le pourvoi en cassation contre l'arrêt n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de sa notification. Il a un effet suspensif, et est instruit suivant les formes indiquées à l'article 6 de la loi du 14 janvier 1933 relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce. »

« Article 7. — La nullité partielle ou absolue de l'élection ne peut être prononcée que dans les cas suivants :

« 1^o Si l'élection n'a pas été faite selon les formes prescrites par la loi ;

« 2^o Si le scrutin n'a pas été libre ou s'il a été vicié par des manœuvres frauduleuses ;

« 3^o S'il y a incapacité légale dans la personne de l'un ou de plusieurs des élus. »

Fait à Rabat, le 26 rejev 1368 (25 mai 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 juin 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 23 mai 1949 (26 rejev 1368) fixant, pour l'année 1949, le nombre des centimes additionnels au principal de l'impôt des patentes à percevoir pour les chambres françaises de commerce et d'industrie.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 2 du dahir du 9 octobre 1920 (25 moharrem 1339) portant établissement de l'impôt des patentes, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est fixé ainsi qu'il suit, pour l'année 1949, le nombre des centimes additionnels au principal de l'impôt des patentes à percevoir en vertu de l'article 2 du dahir susvisé du 9 octobre 1920 (25 moharrem 1339), du chef de tous les patentables non marocains inscrits sur les rôles, à l'exclusion des patentables

exerçant les professions d'architecte, avocat, chirurgien, dentiste, infirmier, ingénieur civil, interprète, chef d'institution, médecin, métreur-vérificateur, vétérinaire ;

Pour la chambre de Casablanca : douze (12) ;

Pour les autres chambres : quinze (15).

Fait à Rabat, le 26 rejev 1368 (25 mai 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 juin 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 23 mai 1949 (26 rejev 1368) prorogeant, pour l'année 1949, les dispositions des arrêtés viziriels des 30 juillet 1948 (23 ramadan 1367) et 16 août 1948 (11 chaoual 1367) portant fixation, pour l'année 1948, du nombre de décimes additionnels aux impôts directs à percevoir au profit des budgets des villes municipales et des zones de banlieue.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 9 octobre 1920 (26 moharrem 1339) portant établissement de l'impôt des patentes, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 24 février 1930 (23 ramadan 1348) portant réglementation de la taxe d'habitation, et notamment l'article 4 ;

Vu le dahir du 31 décembre 1936 (16 chaoual 1355) fixant un statut administratif spécial pour la zone de banlieue, contiguë au périmètre municipal de Casablanca ;

Vu le dahir du 31 décembre 1936 (16 chaoual 1355) fixant un statut spécial pour le pachalik de Rabat ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont prorogées, pour l'année 1949, les dispositions des deux arrêtés viziriels du 30 juillet 1948 (23 ramadan 1367) et de l'arrêté viziriel du 16 août 1948 (11 chaoual 1367) portant fixation, pour l'année 1948, du nombre de décimes additionnels à percevoir sur les impôts directs (taxe urbaine, patentes, taxe d'habitation) :

1^o Au profit des budgets des villes municipales ;

2^o Au profit des budgets des zones de banlieue.

Fait à Rabat, le 26 rejev 1368 (25 mai 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 juin 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 6 juin 1949 (8 chaabane 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 29 août 1944 (10 ramadan 1363) réglementant la fabrication et la vente des savons.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 août 1944 (10 ramadan 1363) réglementant la fabrication et la vente des savons,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2 à 10 inclus de l'arrêté viziriel du 29 août 1944 (10 ramadan 1363) susvisé sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 2. — Savons durs. — Les savons durs doivent contenir au minimum 40 % de matières saponifiées qui peuvent être comprises sous les appellations commerciales « huile et alcali », « matières utiles », « principes actifs ».

« Les matières saponifiées sont décomptées en acides gras hydratés et alcalis combinés (en oxyde de sodium Na_2O). »

« Article 3. — L'importation, la mise en vente et la fabrication des savons ayant une teneur en matières saponifiées inférieure au minimum fixé sont interdites. »

« Article 4. — Les savons durs destinés à la vente doivent porter, imprimés dans leur masse et en chiffres arabes d'au moins un centimètre de hauteur sur un demi-centimètre de largeur, le pourcentage des matières saponifiées qu'ils renferment.

« Le pourcentage dont l'inscription est prescrite au premier alinéa du présent article est celui qu'avait le savon lors de l'impression de l'indication du poids. »

« Article 5. — Les savons de ménage ne peuvent être mis en vente qu'en morceaux moulés pesant au moment du démouillage 1 kilo, 750 grammes, 500 grammes, 250 grammes et 125 grammes, et portant imprimés dans la pâte et d'une façon très apparente l'indication de leur poids au moment de la coupe, ainsi que le nom du fabricant ou sa marque déposée.

« Une tolérance de 2 % en plus ou en moins sera, au moment de la coupe à l'usine, admise sur chaque morceau. »

« Article 6. — L'emploi des produits résineux est autorisé dans la préparation des savons. Cette substitution de la résine aux corps gras habituellement utilisés devra obligatoirement être indiquée sur les morceaux chaque fois que la proportion de résine dépassera 5 % du poids des matières grasses mises en œuvre. »

« Article 7. — L'emploi du silicate de soude est autorisé, mais sa présence doit obligatoirement être signalée à l'acheteur par l'apposition du mot « silicate » en caractères typographiques de mêmes dimensions que les chiffres indiquant le pourcentage des matières saponifiées.

« L'emploi des matières inertes sans valeur détersive (talc, amidon, etc.) est rigoureusement interdit. »

« Article 8. — Les dispositions des articles 4, 6 et 7 ci-dessus sont applicables aux produits de même aspect que les savons durs et destinés aux mêmes usages.

« Lorsque ces produits sont vendus en morceaux moulés, ils doivent en outre répondre aux dispositions de l'article 5 ci-dessus.

« Lorsque ces produits sont présentés en barre, ils doivent porter le marquage prévu par les articles 4, 6 et 7, autant de fois sur deux faces opposées que le poids de la barre est multiple de 500 grammes. »

« Article 9. — Savons mous. — Le savon mou est, normalement, un savon potassique ne pouvant contenir qu'une faible quantité de soude caustique, afin d'en affermir la consistance en été. Les savons mous destinés à la vente devront avoir au minimum une teneur en matières saponifiées de 35 %. Les matières saponifiées seront décomptées en acides gras hydratés et alcalis combinés (en oxyde de potassium K_2O). »

« Article 10. — Les dispositions des articles 3, 6, et 7 ci-dessus sont applicables aux savons mous.

« Lorsque les savons mous sont vendus en boîtes, celles-ci doivent être revêtues d'une étiquette portant en caractères apparents l'indication du poids net et celle du poids brut ou de la tare de la boîte. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à compter de sa publication au *Bulletin officiel*. Toutefois, un délai d'un mois est accordé aux commerçants pour l'écoulement des stocks ne répondant pas aux prescriptions qui précèdent.

Fait à Rabat, le 8 chaabane 1368 (8 juin 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 juin 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 7 juin 1949 (10 chaabane 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 20 mai 1927 (18 kaada 1345) portant création d'un service de télégrammes-lettres entre la zone française du Maroc et l'Afrique-Occidentale française.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 25 novembre 1924 (27 rebia II 1343) relatif au monopole de l'Etat en matière de télégraphie et téléphonie avec ou sans fil ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 mai 1927 (18 kaada 1345) portant création d'un service de télégrammes-lettres entre la zone française du Maroc et l'Afrique-Occidentale française, modifié par les arrêtés du 22 juin 1937 (13 rebia II 1356) et 12 juillet 1937 (3 jourmada I 1356) ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 juillet 1938 (23 jourmada I 1357) ;

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 20 mai 1927 (18 kaada 1345) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — La taxe applicable à ces correspondances se décompose ainsi qu'il suit :

« a) Taxe télégraphique du régime intérieur marocain ;

« b) Taxe postale afférente à une lettre simple ou recommandée du régime franco-colonial et, le cas échéant, surtaxe aérienne ;

« c) Taxe télégraphique en vigueur dans le service intérieur de l'A.-O.F. »

ART. 2. — La taxe télégraphique prévue à l'article premier ci-dessus, paragraphe c), sera fixée par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones,

ART. 3. — Le directeur des finances et le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 10 chaabane 1368 (7 juin 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 juin 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 11 juin 1949 (13 chaabane 1368) portant application de la taxe urbaine dans les centres de Jerada, Sidi-Boubeker, Touissit, Erfoud et Meknès-La Touraine.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 24 juillet 1928 (15 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} janvier 1949, la taxe urbaine est appliquée dans les centres de Jerada, Sidi-Boubeker, Touissit, Erfoud et Meknès-La Touraine.

ART. 2. — Le périmètre à l'intérieur duquel la taxe urbaine sera appliquée est indiqué en rouge sur les plans annexés à l'original du présent arrêté.

ART. 3. — La valeur locative brute maximum des immeubles à exempter de la taxe, par application des dispositions de l'article 4 du dahir susvisé du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336), est fixée à 300 francs.

ART. 4. — Le nombre des décimes additionnels au principal de la taxe urbaine à percevoir au profit du budget général de l'Etat, par application des dispositions de l'article 3 du dahir susvisé du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336), est fixé ainsi qu'il suit pour l'année 1949 :

Huit (8) à Erfoud ;

Douze (12) à Meknès-La Touraine.

Fait à Rabat, le 13 chaabane 1368 (11 juin 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 juin 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté résidentiel

fixant les conditions de fabrication et de vente du pain.

**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,**

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation générale du pays pour le temps de guerre, et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et notamment l'article 11 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 2 septembre 1947, modifié par les arrêtés des 21 octobre 1947 et 12 août 1948, fixant le prix et les conditions de vente du pain,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les boulangeries européennes, seules autorisées à mettre en œuvre de la farine du type « boulangerie », fabriquent et mettent en vente deux catégories de pain :

1^o Pain dit « de consommation courante » de 1 kilo, longueur 45 centimètres minimum, vendu au poids à 32 francs le kilo ;

2^o Pain dit « de fantaisie », présenté en forme de flûte ou de baguette, fabriqué à la levure :

a) Flûte de 700 grammes, longueur 60 centimètres minimum, vendue à 25 francs la pièce ;

b) Flûte de 300 grammes, longueur 50 centimètres minimum, vendue à 13 francs la pièce ;

c) Petits pains et pain de mie, dont le poids et le prix sont libres.

Le boulanger doit tenir à la disposition des clients du pain de consommation courante. Dans le cas où il n'en dispose plus, il doit livrer des flûtes ou baguettes, ou, à défaut, des petits pains, au prix de 32 francs le kilo.

ART. 2. — Les prix indiqués à l'article premier s'entendent pour la vente en boulangerie ou dans les dépôts directs. Le portage à domicile fait l'objet d'une réglementation locale.

ART. 3. — Les boulangers sont autorisés à fabriquer du pain de régime dans la limite du contingent de farine de force alloué par l'Office chérifien interprofessionnel des céréales.

Le prix de vente des pains de régime est libre.

ART. 4. — Le colportage du pain européen dans les médinas est interdit.

ART. 5. — Les modalités d'application du présent règlement sont fixées par le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts. Ce dernier peut autoriser, par dérogation aux dispositions de l'article premier, des fabrications spéciales, notamment en ce qui concerne les formes de pain et l'utilisation en panification de farines autres que les farines « boulangerie ».

ART. 6. — Le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, les autorités municipales et locales, sont chargés de l'application du présent arrêté.

ART. 7. — L'arrêté résidentiel susvisé du 2 septembre 1947 est abrogé à compter du 1^{er} juillet 1949.

Rabat, le 30 juin 1949.

A. JUIN.

Arrêté résidentiel complétant l'arrêté résidentiel du 29 décembre 1948 fixant la liste des journaux autorisés à recevoir les annonces et insertions légales, judiciaires et administratives.

**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,**

Vu l'article 13 du dahir du 12 août 1913 relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat français au Maroc, aux termes duquel les insertions judiciaires et légales peuvent être effectuées dans l'un des journaux désignés à cet effet par un arrêté du Commissaire résident général ;

Vu l'arrêté résidentiel du 17 juin 1942 portant règlement des insertions légales et judiciaires ;

Vu l'arrêté résidentiel du 29 décembre 1948 fixant, pour l'année 1949, la liste des journaux autorisés à recevoir les annonces et insertions légales, judiciaires et administratives,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste des journaux autorisés à recevoir, en 1949, les annonces et insertions légales, judiciaires et administratives prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures ou des contrats, est complétée ainsi qu'il suit :

« *Hôtellerie et Tourisme, Journal de l'alimentation, Maroc primeuriste, Maroc quotidien.* »

Rabat, le 27 juin 1949.

A. JUIN.

**Arrêté du secrétaire général du Protectorat
rendant la liberté de vente à l'essence.**

**LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ
À LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE,
Officier de la Légion d'honneur,**

Vu la décision résidentielle du 31 mai 1949 chargeant temporairement le délégué à la Résidence générale du secrétariat général du Protectorat ;

Vu le dahir du 13 septembre 1939 relatif au contrôle et à la limitation des produits pétroliers en temps de guerre, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 15 juin 1946 portant fixation au Maroc de la date de cessation des hostilités et son annexe ;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1947 du directeur de la production industrielle et des mines et du directeur des travaux publics réglementant la vente de l'essence ;

Considérant que l'approvisionnement du Maroc en essence est suffisant pour permettre de satisfaire intégralement les besoins dans ce produit,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} juillet 1949, l'arrêté susvisé du 13 octobre 1947 réglementant la vente de l'essence, est abrogé

Rabat, le 30 juin 1949.

FRANCIS LACOSTE.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant l'arrêté fixant le prix de vente en gros des produits pétroliers.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 7 juin 1949 donnant délégation pour la signature des arrêtés portant fixation des prix de certaines marchandises et fixation des prélèvements prévus à l'article 6 du dahir du 25 février 1941 instituant une caisse de compensation ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 31 juillet 1948 fixant les marges de distribution des produits pétroliers et la marge bénéficiaire maximum des détaillants sur la vente de l'essence et du gasoil, modifié par l'arrêté du 19 février 1949 ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 31 mars 1949 fixant le prix de vente en gros des produits pétroliers ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} juillet 1949, l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 31 mars 1949 fixant le prix de vente en gros des produits pétroliers est modifié ainsi qu'il suit :

« Essence auto 18 fr. 20 le litre. »
(La suite sans modification.)

Rabat, le 30 juin 1949.

Pour le secrétaire général du Protectorat
et par délégation,

Le directeur de la production industrielle
et des mines,

A. POMMERIE.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts fixant, pour l'année budgétaire 1949, les modalités d'attribution aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, de la prime instituée par l'arrêté viziriel du 15 juin 1935, modifié par l'arrêté viziriel du 6 mars 1949.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,

Vu l'arrêté viziriel du 15 juin 1935, et les textes qui l'ont complété ou modifié, fixant les conditions d'attribution d'une prime aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, en dédommagement des frais de douane et de transport,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La prime instituée par l'arrêté viziriel du 15 juin 1935, et les textes qui l'ont complété ou modifié, pour les

importations d'animaux reproducteurs mâles des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine, ne sera attribuée que pour les animaux dont l'importation aura été approuvée préalablement par le chef du service de l'élevage.

Toute demande d'importation devra obligatoirement faire mention de la race des sujets à importer :

Les éleveurs ou organismes désireux de bénéficier de ladite prime, devront adresser leur demande au directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts (service de l'élevage), dès que l'importation sera effectuée et au plus tard le 30 décembre 1949, et accompagnée de la quittance de douane établie soit au nom de l'éleveur ou de l'organisme importateur, soit au nom du transitaire. Dans ce dernier cas, une attestation du transitaire spécifiera qu'il a été procédé au dédouanement pour le compte de tel ou tel organisme.

ART. 2. — Cette prime qui sera payée en fin d'exercice budgétaire est fixée, pour l'année 1949, dans la limite des crédits inscrits au budget, à 20 % *ad valorem*.

La valeur estimative des animaux sera celle qui ressortira de la quittance de douane.

Elle ne sera due, pour chaque animal, que jusqu'à concurrence d'une valeur de 200.000 francs pour les animaux de race chevaline et asine, de 80.000 francs pour les animaux de race bovine, de 30.000 francs pour ceux des races ovine, caprine et porcine.

Dans le cas où les sommes résultant des demandes de primes excéderaient les crédits inscrits au budget, il sera effectué un abatement proportionnel sur le montant des primes dues.

ART. 3. — Le sous-directeur, chef du service de l'élevage, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 15 juin 1949.

Pour le directeur de l'agriculture,
du commerce et des forêts,

Le directeur adjoint,

GILOT.

TEXTES PARTICULIERS

Attribution de lots de culture à Petitjean.

Par dahir du 9 mai 1949 (10 rejeb 1368), a été autorisée l'attribution, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent dahir, de lots de culture à Mechra-Bou-Derra et Sidi-Gueddar (région de Rabat, circonscription de Petitjean).

* * *

Cahier des charges réglementant la mise en attribution de terrains de culture.

ARTICLE PREMIER. — L'administration a décidé la mise en attribution au profit des ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, sous forme de location et aux clauses et conditions du présent cahier des charges, de lots irrigables, figurant au tableau ci-après et situés aux lieux dits « Sidi-Gueddar » et « Mechra-Bou-Derra », circonscription civile de Petitjean, région de Rabat.

Le présent cahier des charges fait loi des parties. Les attributaires ne pourront réclamer le bénéfice des conditions différentes qui seraient éventuellement adoptées par l'État, pour des lotissements ultérieurs, ni de dispositions appliquées antérieurement.

ART. 2. — Pour participer à la location, les demandeurs devront obligatoirement réunir les conditions suivantes :

- a) Être agriculteur de profession ;
- b) Être ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre ;

c) N'avoir subi aucune condamnation de caractère infamant, et, pour les non-Marocains, jouir de leurs droits civils et politiques ;

d) Ne pas posséder d'immeuble rural d'une valeur correspondant à celle d'une exploitation de moyenne importance ; ne pas avoir vendu d'immeubles domaniaux qui leur auraient été attribués ni avoir été déchu de leurs droits sur lesdits lots ;

e) Avoir pris l'engagement de mettre eux-mêmes en valeur les lots qu'ils sollicitent, de s'y installer en personne, et d'y habiter avec leur famille d'une façon effective et permanente pendant la durée du contrat qui les liera à l'administration ;

f) Avoir présenté un dossier de demande constitué régulièrement et conforme aux prescriptions de l'article suivant.

ART. 3. — La demande de location d'un lot, portant la signature légalisée de l'intéressé ou de son mandataire régulier, sera établie sur papier timbré. Cette demande devra contenir l'engagement formel du candidat de s'installer personnellement sur le lot loué, dans le délai qui lui sera indiqué par le service des domaines. Chaque candidat devra joindre à sa demande, en vue de la constitution régulière de son dossier :

1° Toutes références agricoles (diplômes, attestations, etc.), susceptibles de justifier qu'il est apte à exploiter, son lot selon les méthodes modernes de culture ;

2° Un état signalétique et des services militaires et, éventuellement, une copie certifiée conforme du titre de pension ou du titre d'allocation provisoire d'attente, ou un certificat de déportation ;

3° Des pièces attestant qu'il n'a subi aucune condamnation de caractère infamant et qu'il jouit de ses droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire ayant moins de six mois de date, attestation des autorités de contrôle, etc.) ;

4° Une déclaration des propriétés rurales qu'il possède ;

5° Un certificat médical délivré par un médecin assermenté, attestant que le candidat jouit d'une santé lui permettant d'exercer effectivement la profession d'agriculteur au Maroc ;

6° S'il est marié, un extrait de l'acte de mariage ayant moins de trois mois de date et un certificat de vie du conjoint (ou, à défaut, un extrait du livret de famille), ou tout acte en tenant lieu pour les Marocains ;

7° S'il est père de famille, un certificat délivré par un officier de l'état civil indiquant l'âge et le nombre des enfants vivants, ou tout acte en tenant lieu pour les Marocains ;

8° Tous renseignements et justifications sur sa situation financière.

Toute fausse déclaration concernant l'un des éléments ci-dessus, entraînera l'élimination du candidat ou la résiliation de la location.

ART. 4. — Les personnes qualifiées pour présenter leur candidature devront adresser leur demande à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la production agricole) à Rabat, dans les délais qui seront fixés par avis de l'administration.

ART. 5. — Les demandes, avec les dossiers reçus, seront examinées à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la production agricole), à Rabat, par une commission composée ainsi qu'il suit :

Le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, président ;

Le délégué du Grand Vizir à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts ;

Le directeur des finances ;

Le délégué du Grand Vizir à la direction des finances ;

Le directeur de l'intérieur ;

Un représentant du secrétaire général du Protectorat ;

Le chef de la division de la production agricole ;

Le chef du service des domaines ;

Le chef du service agricole général ;

Le directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre ;

Le président de la Fédération des chambres françaises d'agriculture ;

Le président de la Fédération des chambres marocaines d'agriculture,

ou leurs délégués.

ART. 6. — Cette commission, dont les décisions seront souveraines et sans appel, arrêtera, d'après les titres et références présentées, l'ordre de classement des candidats.

Les intéressés seront informés, par le service des domaines, de la suite réservée à leur demande.

ART. 7. — Les candidats choisiront leur lot dans l'ordre de leur classement, au vu du plan.

A cet effet, les candidats retenus seront convoqués par lettre recommandée, à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts devant une commission présidée par le chef de la division de la production agricole, et comprenant un représentant du secrétaire général du Protectorat, le directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, le chef du service agricole général, le chef du service des domaines, le chef du service du crédit.

En cas de désistement ou de renonciation de l'un ou de plusieurs de ces candidats, appel sera fait, dans les mêmes conditions, aux candidats classés immédiatement à la suite.

Les candidats pourront se faire représenter, pour le choix des lots, par un mandataire muni d'une procuration régulière.

ART. 8. — Les intéressés seront établis sur les lots qu'ils auront choisis, à titre de locataires, pour une période de neuf années.

Un contrat de bail interviendra entre le preneur et le service des domaines. Il sera remis à chaque locataire un exemplaire du cahier des charges et un plan du lot.

La prise de possession aura lieu au début de la campagne agricole qui suivra l'attribution ; elle ne pourra être différée, du fait de l'attributaire, au delà du 31 décembre suivant, sous peine de résiliation du contrat de bail.

Le locataire pourra, s'il le désire, construire, à ses frais, des bâtiments d'habitation et d'exploitation, après en avoir obtenu l'autorisation du service du génie rural. La demande, assortie des plans, devis, avant-métrés, etc., sera adressée au service des domaines (circonscription domaniale de Rabat).

A l'expiration de chaque année agricole (fixée au 31 août), l'Etat aura la faculté de résilier la location, si le locataire n'a pas rempli les obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges. La résiliation qui sera prononcée par le directeur des finances sera notifiée au locataire intéressé, par simple lettre recommandée, le 31 mai au plus tard.

ART. 9. — Le paiement du loyer aura lieu à terme échu le 1^{er} septembre de chaque année à la caisse du percepteur de Petitjean.

A défaut de paiement du loyer aux échéances prévues et de l'exécution de l'une quelconque des clauses du présent cahier des charges, l'administration aura la faculté soit de poursuivre, à l'encontre du locataire ou de ses ayants cause, l'exécution du contrat, soit d'en prononcer la résiliation.

Toutefois, cette dernière ne pourra être prononcée qu'après que l'intéressé aura été invité à fournir à l'administration toutes explications qu'il jugera utiles.

La résiliation ne pourra donner lieu, au profit du locataire, à dommages-intérêts ou indemnités que dans le cas d'améliorations apportées au fonds et seulement jusqu'à concurrence des impenses utiles. Ces impenses seront évaluées par une commission comprenant un délégué du service des domaines, un délégué du service agricole général et un représentant de la chambre française d'agriculture de Rabat, ou s'il s'agit d'un attributaire marocain, de la chambre marocaine d'agriculture. Cette évaluation ne pourra faire l'objet d'aucun recours, étant entendu que la commission statuera à la majorité des voix.

ART. 10. — En cas de décès du locataire, les héritiers sont substitués de plein droit aux charges et bénéfices de la location.

ART. 11. — Le locataire sera tenu, pendant la durée de la location aux charges et obligations suivantes :

S'installer personnellement sur le lot dans un délai maximum de six mois à compter de la mise en possession, et y habiter d'une manière effective et permanente ;

Exploiter le lot personnellement, en dehors de toute association, suivant les méthodes modernes de culture ; le mettre entièrement en culture dans un délai de deux ans ; le quart au moins de la superficie pour Sidi-Gueddar et le tiers, au moins, pour Mechrâ-Bou-Derra devant, à l'expiration de la troisième année, être cultivés à l'irrigation et comporter des cultures nécessitant normalement de l'eau d'irrigation ; pratiquer tous les ans, à partir de la troisième année, 5 hectares, au minimum, de cultures fourragères irriguées. Sous ces réserves, l'attributaire pourra utiliser à son gré les superficies attribuées. Il ne pourra toutefois consacrer à une seule et même culture plus de la moitié de la superficie totale du lot. A cet égard, les plantations fruitières, quand bien même elles seraient constituées d'espèces différentes, seront considérées comme une seule et même culture (la vigne n'étant pas assimilée aux plantations arbustives fruitières) ;

Entretien, en tout temps, sur le lot, un matériel et un cheptel vif de travail et de rente suffisant pour assurer la bonne marche de l'exploitation ;

Assurer les bâtiments contre les risques d'incendie ;

Participer à la constitution et faire partie d'une coopérative de travaux (travaux du sol, sous-solage, défoncement, etc.).

ART. 12. — *Cluses hydrauliques.* — Le droit d'eau d'irrigation résultera d'une autorisation délivrée par la direction des travaux publics, précisant, entre autres, les dispositions suivantes :

Au début de chaque année, et au plus tard le 1^{er} avril, le permissionnaire indiquera, par une déclaration écrite, la quantité totale d'eau qu'il s'engage à utiliser pendant l'année, ainsi que la répartition qu'il en demande dans le cours de la saison des irrigations (module et période d'arrosage).

Les déclarations, qui devront préciser la nature et la superficie des cultures irriguées, seront adressées à l'association syndicale agricole à laquelle est affilié le demandeur. Si l'association n'est pas constituée, la demande sera adressée au service local des travaux publics.

Les déclarations des divers usagers des eaux du Beth serviront à l'établissement du programme d'exploitation annuel (règlement d'eau) que le permissionnaire s'engage à accepter et à respecter. Ce programme sera établi par le service local des travaux publics qui aura recueilli l'avis des associations syndicales agricoles intéressées.

Il pourra être accordé en cours d'année une quantité d'eau supérieure à celle souscrite, mais seulement dans la mesure où les disponibilités et l'application du règlement d'eau le permettront.

L'eau sera exclusivement réservée à l'usage du fonds désigné dans la demande d'autorisation et ne pourra, sans autorisation nouvelle, être utilisée au profit d'autres fonds. En cas de cession du fonds, la présente autorisation sera transférée de plein droit au nouveau propriétaire. Ce dernier devra dans un délai de six mois à dater de la mutation de la propriété, déclarer le transfert au directeur des travaux publics. En cas de morcellement du fonds bénéficiaire, la répartition entre les parcelles fera l'objet d'autorisations nouvelles se substituant à l'autorisation primitive.

Les dispositions des ouvrages de prise d'eau du permissionnaire devront être approuvées par le directeur des travaux publics.

Un seul de ces ouvrages sera établi aux frais de l'Etat. L'établissement de prises supplémentaires sera fait à la demande du permissionnaire et à ses frais, après arrêté du directeur des travaux publics. Il en sera de même pour les prises nouvelles qu'exigerait l'irrigation des parcelles provenant du morcellement d'un fonds, ayant déjà fait l'objet d'une autorisation de prise d'eau et pourvu, aux frais de l'Etat, d'une prise individuelle.

Le permissionnaire devra conduire ses irrigations de manière à ne pas occasionner, par infiltration ou inondation, de dommages aux voies publiques, aux canaux d'irrigation et plus généralement à tous ouvrages publics. Il devra également éviter la formation de gîtes d'anophèles.

Il devra exécuter sans délai les instructions qu'il recevra à ce sujet, des représentants du directeur des travaux publics ou du directeur de la santé publique et de la famille.

Le permissionnaire sera assujéti au paiement, au profit du Trésor, d'une redevance annuelle, pour usage de l'eau, fixée à :

- 100 francs par litre-seconde utilisé pour la première année ;
- 200 francs par litre-seconde utilisé pour la deuxième année ;
- 300 francs par litre-seconde utilisé pour la troisième année ;
- 400 francs par litre-seconde utilisé pour la quatrième année ;
- 400 francs par litre-seconde utilisé pour la cinquième année ;
- 500 francs par litre-seconde utilisé pour la sixième année ;
- 600 francs par litre-seconde utilisé pour la septième année ;
- 650 francs par litre-seconde utilisé pour la huitième année et les années suivantes.

A cette redevance s'ajoutera la taxe de domanialité.

La première année est celle de la notification de l'autorisation au permissionnaire.

Le débit qui servira de base au calcul de la redevance due chaque année sera le quotient par 31.500 du nombre de mètres cubes d'eau effectivement délivrés au permissionnaire pendant l'année.

Toutefois, à partir de la dixième année, la redevance totale annuelle ne pourra être inférieure à celle qui correspond au débit indiqué par l'arrêté d'autorisation.

En aucun cas, la redevance ne pourra être inférieure à cinquante (50) francs.

Les redevances annuelles seront perçues en deux termes :

1^o Dans la première quinzaine de mai, à titre de provision, une somme égale à la moitié de la redevance qui correspondrait au volume d'eau souscrit par la déclaration annuelle ;

2^o Dans la première quinzaine de janvier de l'année suivante, la somme nécessaire pour compléter, s'il y a lieu, le paiement de la redevance totale calculée suivant les règles définies ci-dessus.

Dans tous les cas, quel que soit le débit total utilisé dans le courant de l'année, le premier terme de la redevance, perçu en application du paragraphe 1^{er} ci-dessus, restera acquis au Trésor.

Les taux, ainsi que les modes de calcul et de perception des redevances, pourront être révisés à toute époque, mais les nouvelles dispositions, fixées après avis du conseil de l'hydraulique et des améliorations agricoles, ne seront appliquées au permissionnaire qu'à partir de l'année qui suivra celle au cours de laquelle elles auront été décidées.

La redevance, fixée ci-dessus, sera perçue :

a) Par le trésorier de l'association syndicale agricole à laquelle est affilié le permissionnaire, si l'association du secteur d'irrigation dont ce dernier dépend est constituée, à charge par le trésorier de la reverser au percepteur de Sidi-Slimane ou de Petitjean ;

b) Par le percepteur de Sidi-Slimane ou de Petitjean dans les autres cas.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements, existants ou à venir, sur la police, le mode de distribution ou de partage des eaux, notamment aux règlements d'eau visés ci-dessus.

Le permissionnaire devra obligatoirement faire partie de l'association syndicale agricole groupant les usagers du secteur d'irrigation auquel il dépend.

L'administration se réserve le droit de ne pas fournir d'eau au cours de l'hiver pour des raisons normales d'entretien et de réparation.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ART. 13. — Les attributaires seront tenus de se constituer en association syndicale de lutte contre les parasites des végétaux ou de s'affilier à toute association de ce genre qui pourrait déjà exister dans la région.

Faute par eux de le faire, ils seront passibles par année de retard d'une indemnité égale à la valeur de deux quintaux de blé tendre, correspondant à 1/1.000^e du prix de vente du lot.

ART. 14. — Le locataire pourra obtenir des organismes de crédit des prêts à court et moyen termes, pour assurer les besoins et travaux normaux de l'exploitation.

Aucun emprunt ne pourra être contracté par le locataire sans autorisation de l'administration, sous peine de résiliation de la location.

ART. 15. — A toute époque, la location pourra, à la demande de l'intéressé, être convertie en cession, lorsque le locataire aura intégralement rempli les clauses de valorisation imposées par le cahier des charges et qu'il sera en mesure d'assurer normalement, par le produit de l'exploitation ou ses ressources personnelles, le règlement par annuités du prix du lot.

La cession ne pourra intervenir que sur avis d'une commission comprenant sous la présidence du chef de la division agricole, le chef du service agricole général, le chef du service du crédit et le chef du service des domaines, le directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 16. — L'inscription de l'acte de cession sur les livres fonciers sera effectuée, à la diligence du service des domaines, au nom et aux frais du cessionnaire.

Les droits de mutation sur la vente de ces lots devront être payés par l'acquéreur à la caisse du receveur de l'enregistrement.

Ils pourront être payés dans les conditions prévues par le dahir du 26 février 1930, modifié par le dahir du 21 février 1941.

ART. 17. — Le prix du lot sera payable à la caisse du percepteur de Petitjean, en vingt termes annuels successifs et égaux, exigibles le 1^{er} septembre de chaque année ; le premier versement sera effectué le 1^{er} septembre qui suivra la date de la cession. Les termes différés, affectés du coefficient de variation de prix prévu à l'article 21, seront productifs d'intérêts à 2 % l'an.

Les sommes échues et non payées seront passibles d'intérêts moratoires calculés au taux de 7 % du jour de leur exigibilité jusqu'au jour de paiement. Cet intérêt de 7 % ne pourra se cumuler avec celui de 2 % prévu à l'alinéa précédent.

Les attributaires pourront se libérer par anticipation, sauf pour le dernier terme dont l'exigibilité demeure fixée à la fin de la vingtième année.

ART. 18. — Jusqu'au paiement intégral du prix, l'immeuble vendu demeure spécialement affecté par hypothèque à la sûreté de ce paiement. Toutefois, l'Etat pourra renoncer à son antériorité d'hypothèque en vue de permettre aux attributaires de contracter des emprunts hypothécaires devant leur permettre de poursuivre la mise en valeur de leurs lots.

A l'expiration d'un délai de vingt ans à compter de la signature de l'acte de cession, après paiement total du prix et exécution de toutes les clauses et conditions de la vente, l'administration donnera à l'acquéreur « quitus » et mainlevée avec autorisation de radiation de toutes les inscriptions et réserves mentionnées au profit de l'Etat sur le titre foncier.

ART. 19. — L'attributaire dont la location aura été convertie en cession, conformément aux dispositions de l'article 15 ci-dessus, restera soumis jusqu'à délivrance du « quitus » aux clauses et obligations mentionnées aux articles 11, 12 et 13 du cahier des charges.

ART. 20. — Jusqu'au jour de l'inscription du « quitus » sur le titre de l'acquéreur, il est interdit à ce dernier ou à ses ayants cause d'aliéner volontairement ou de louer l'immeuble en totalité ou en partie, et ce, à peine de nullité de la transaction incriminée et de résiliation de la vente consentie par l'Etat ; l'acquéreur et ses ayants cause ne pourront non plus hypothéquer leur lot sans l'autorisation du service des domaines.

Toutefois, l'attributaire qui aura rempli pendant dix ans au moins toutes les obligations du cahier des charges, pourra être autorisé, à titre exceptionnel, à céder ses droits à un tiers acquéreur préalablement agréé par l'administration. Cette dernière aura, à prix égal, la faculté d'exercer un droit de préemption sur le lot cédé par simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de revente autorisée par l'administration, le cessionnaire prend purement et simplement la place de l'attributaire précédent.

ART. 21. — En cas de décès de l'acquéreur du lot, avant la délivrance du titre définitif de propriété, les héritiers sont substitués de plein droit aux charges et bénéfices de l'attribution ; mais la clause de résidence peut n'être remplie que par l'un d'eux seulement, après entente avec l'administration.

ART. 22. — Le prix de vente des lots, augmenté des intérêts mentionnés à l'article 17, est payable en vingt termes annuels dont le montant est fixé au tableau joint au présent cahier des charges.

Il est entendu que cette somme sera affectée, lors du paiement de chaque terme, du coefficient de variation subi par le prix du blé tendre au cours de la date du paiement par rapport au cours officiel marocain du blé en 1948, soit 2.100 francs le quintal.

ART. 23. — Le loyer des neuf années de location est calculé ainsi qu'il suit :

1^{re} année : prix de 20 quintaux de blé tendre au cours officiel de l'année ;

2^e année : prix de 40 quintaux de blé tendre au cours officiel de l'année ;

3^e année : prix de 60 quintaux de blé tendre au cours officiel de l'année ;

4^e année : prix de 80 quintaux de blé tendre au cours officiel de l'année ;

5^e année et suivantes : 100 quintaux de blé tendre au cours officiel de l'année.

ART. 24. — *Consistance du lot.* — L'acquéreur sera réputé bien connaître l'immeuble, sa consistance et ses limites, il le prend tel qu'il se poursuit et comporte, et, au surplus, tel qu'il est figuré au plan du lotissement, sans pouvoir prétendre à indemnité ou recours contre l'Etat pour quelque cause que ce soit, étant entendu que la contenance indiquée au cahier des charges, plan et extraits du procès-verbal d'attribution n'est donnée qu'à titre indicatif et que la superficie exacte du lot ne sera déterminée que lors de l'établissement du titre foncier parcellaire.

ART. 25. — L'Etat fait réserve à son profit de la propriété des objets d'art, d'antiquité, trésors, monnaie, etc., qui seraient découverts sur le lot attribué.

ART. 26. — L'acquéreur jouira des servitudes actives et supportera les servitudes passives pouvant exister sur la propriété attribuée, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres à ses risques et périls. Il sera, notamment, tenu de laisser en tout temps à la libre circulation du public, les routes, chemins et pistes existant sur la propriété vendue.

ART. 27. — Sont et demeurent expressément exclus de la location et de la vente :

1^o Les cours d'eau de toutes sortes et les terrains compris dans leurs francs-bords, les sources de toute nature, les points d'eau à usage public, les minières, sablières, les emprises de routes, pistes et chemins publics, voies ferrées, et, en général, toutes les dépendances du domaine public, telles qu'elles sont définies au dahir du 1^{er} juillet 1914, complété le 8 novembre 1919, et au dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux.

La consistance définitive de ces dépendances du domaine public, ainsi que les droits d'usage qui y sont attachés, ne pourra résulter que d'une réglementation qu'il appartiendra à l'attributaire de provoquer de la part de la direction des travaux publics, soit à l'occasion de la procédure d'immatriculation, soit autrement ;

2^o Les marabouts, koubbas et cimetières musulmans pouvant exister sur la propriété, leurs dépendances et leur accès, qui devront être laissés libres, et dont la consistance et les limites seront déterminées, d'accord avec l'administration des Habous, au cours de la procédure d'immatriculation.

ART. 28. — Jusqu'à la délivrance du quitus, l'attributaire est tenu de laisser établir sur la propriété louée ou vendue, les routes, chemins, pistes, chemins de fer, points d'eau, passages et conduites d'eau ou de canaux d'irrigation, lignes de force électriques, etc., qui seraient déclarés d'utilité publique.

Les emprises nécessaires à ces installations sont payées à l'ayant droit pour le sol nu, au prix moyen à l'hectare payé aux domaines par l'acquéreur primitif.

Toutefois, au cas où ces emprises porteraient sur des parcelles défrichées, et où ces installations nécessiteraient la destruction de constructions, de plantations ou de culture, ou autres travaux d'aménagement effectués par l'acquéreur, il y aurait lieu à une indemnité fixée à l'amiable ou à dire d'experts.

ART. 29. — L'Etat vendeur ne prend aucun engagement en ce qui concerne l'alimentation de la propriété en eau potable et la viabilité des routes, chemins, pistes ou autres voies publiques représentées ou non sur le plan de l'immeuble vendu.

L'établissement des ponceaux nécessaires pour relier les terrains vendus aux chemins limitrophes existants ou à créer, reste à la charge de l'acquéreur, ainsi que l'aménagement de passages à niveaux sur les voies ferrées, après approbation de la Compagnie des chemins de fer intéressée.

L'acquéreur est tenu, lorsque les travaux le comportent, de se conformer aux alignements et nivellements à donner par l'administration compétente.

Art. 30. — La responsabilité de l'Etat français ou de l'Etat chérifien ne pourra, en aucun cas, être mise en cause par un acquéreur de lot en raison d'accident, de quelque nature qu'il soit, provoqué par la découverte sur son terrain de munitions de guerre ou d'engins explosifs, et par l'explosion de ceux-ci.

Art. 31. — D'une manière générale, ainsi qu'il est stipulé à l'article 12 ci-dessus, l'acquéreur devra prendre toutes les mesures utiles pour éviter la formation de marcs d'eau stagnante, susceptibles de nuire à l'hygiène publique. Il est, notamment, formellement interdit d'ouvrir des carrières de pierres, terre ou sable, sans autorisation spéciale de la direction des travaux publics.

Art. 32. — Les agents de l'administration auront en tout temps droit d'accès et de circulation sur l'immeuble, pour la surveillance de l'exécution des clauses et charges du contrat.

A toute époque que l'administration jugera opportune, il sera procédé à une enquête technique en vue de constater l'exécution des clauses de résidence et de mise en valeur prévues au présent cahier des charges.

Cette enquête sera effectuée par une commission ainsi constituée :

Le représentant de l'autorité régionale, ou son délégué, président ;

Le chef des services agricoles régionaux ou son représentant ;

Le chef de la circonscription domaniale.

Les conclusions de cette commission feront pleine foi et ne pourront être l'objet, de la part de l'acquéreur, d'aucun recours autre que gracieux ; elles seront consignées dans un procès-verbal qui sera communiqué à l'acquéreur pour qu'il puisse éventuellement présenter ses observations, la valeur de celles-ci sera appréciée souverainement par l'administration.

Art. 33. — Toute fausse déclaration faite par l'intéressé au moment de l'établissement de son dossier et qui ne serait constatée qu'après l'attribution, entraînera la résolution de la location ou de la vente.

Dans ce dernier cas, le lot sera repris par l'Etat contre versement à l'acquéreur :

1° Des termes payés ;

2° Du montant des impenses utiles fixé par la commission administrative prévue par l'article 9,

déduction faite, cependant, d'un loyer annuel d'une valeur de 100 quintaux de blé tendre.

Si le lot est grevé d'hypothèques, autres que celles de l'Etat, son attributaire sera considéré comme déchu de ses droits et le lot sera soit repris par l'Etat, soit mis en vente, conformément aux dispositions du dahir du 18 mai 1932, modifié par celui du 29 mai 1933.

Il est cependant précisé, étant donné le caractère du fait générateur de la sanction, que par dérogation formelle aux dispositions de l'article 8 du dahir précité du 18 mai 1932, la distribution des deniers aura lieu dans l'ordre suivant :

1° Frais de distribution et, s'il y a lieu, de procédure de déchéance et de mise en vente ;

2° Créances inscrites pour lesquelles l'Etat a cédé son antériorité d'hypothèque ; le montant en principal et intérêts de celles inscrites au profit de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc sera payé par le secrétaire-greffier du tribunal, chargé de la distribution des deniers, dans les huit jours qui suivront la remise des fonds et, s'il s'agit de reprise amiable, contre mainlevée de cet établissement ;

3° Termes échus dus à l'Etat, majorés des intérêts moratoires ;

4° Termes à échoir diminués des intérêts ;

5° Créances inscrites pour lesquelles l'Etat n'a pas cédé son antériorité d'hypothèque ;

6° Impenses utiles faites sur la propriété par l'attributaire, de ses deniers propres et évalués par une expertise administrative non contradictoire (cf. article 9).

L'excédent éventuel du prix d'adjudication sera acquis à l'Etat.

La résolution sera prononcée par le directeur des finances et notifiée à l'intéressé par lettre recommandée.

Art. 34. — Si l'attributaire n'a pas rempli ses engagements envers les créanciers hypothécaires inscrits, il sera déchu de ses droits dans les conditions prévues par le dahir du 18 mai 1932, modifié par celui du 29 mai 1933, l'Etat conservant la faculté de rachat prévu à l'article 7 dudit dahir.

Il en sera de même, en cas d'inexécution de l'une quelconque des clauses du cahier des charges, y compris le paiement des termes aux échéances prévues.

Il est précisé que par dérogation formelle aux dispositions du dernier alinéa de l'article 8 du dahir précité du 18 mai 1932, l'excédent éventuel du prix, après distribution des deniers, est acquis : pour un tiers à l'attributaire déchu, pour deux tiers à l'Etat.

Toutefois, les sanctions prévues ci-dessus ne deviendront effectives qu'après que l'intéressé aura été invité à fournir à l'administration, dans un délai de trente jours, toutes explications qu'il jugera utiles et si celles-ci n'ont pas été prises en considération par l'administration.

Art. 35. — Tous impôts actuellement en vigueur et ceux qui seraient établis par la suite et afférents à l'immeuble sont à la charge de l'acquéreur.

Art. 36. — Pour l'exécution des présentes, l'acquéreur fait élection de domicile sur le lot attribué.

Tableau des contenances et des prix annexé au cahier des charges réglementant la mise en attribution de terrains de culture.

NUMÉRO des lots	CONTENANCES brutes	EMPRISES ET SERVITUDES	CONTENANCES nettes		PRIX DE VENTE
			Ha. A. Ca.	Ha. A. Ca.	
			Ha. A. Ca.	Ha. A. Ca.	
		<i>Lotissement de « Mechrâ-Bou-Derra ».</i>			
1	41 15 00	Canal : 150 x 5 m.	7 50	41 07 50	Le prix de vente de chaque lot du lotissement de Mechrâ-Bou-Derra est fixé globalement et forfaitairement à 4.200.000 francs, correspondant à 2.000 quintaux de blé tendre, au cours officiel de 1948. Les annuités, y compris les intérêts pour les termes différés, sont fixées à 254.100 francs, correspondant à 121 quintaux de blé tendre au cours officiel de 1948.
2	41 25 00	— 300 x 5 m.	15 00	41 10 00	
3	41 29 00	— 400 x 5 m.	20 00	41 09 00	
4	40 88 00	— 360 x 5 m.	18 00	40 70 00	
5	42 15 00	Piste (18 x 714) + canal (430 x 5)	1 50 00	40 65 00	
6	42 35 00	Piste et canal : 480 x 18 = 86.40	1 23 90	41 11 10	
		Canal : 500 x 5 = 25.00			
7	47 54 00	Conduit souterrain : 250 x 5 = 12.50	1 09 50	46 44 50	
		Piste et canal : 525 x 18 = 94.50			
		Conduit souterrain : 300 x 5 = 15.00			

NUMERO des lots	SURFACES brutes	EMPRISES	SURFACES nettes		PRIX DE VENTE
			Ha. A. Ca.	Ha. A. Ca.	
		<i>Lotissement de « Sidi-Gueddar ».</i>			
1	77 20 00	Piste et canal : 918 x 15.....	1 36 70	75 83 30	Le prix de vente de chaque lot du lotissement de Sidi-Gueddar est fixé globalement et forfaitairement à 2.200.000 francs, correspondant à 2.000 quintaux de blé tendre au cours officiel de 1948. Les annuités, y compris les intérêts pour les termes différés, sont fixées à 254.100 francs, correspondant à 121 quintaux de blé tendre au cours officiel de 1948. Il est cependant fait exception pour le lot n° 1, dont le prix de vente, pour tenir compte des installations déjà existantes, est fixé à 5.670.000 francs (3.700 quintaux de blé tendre) et les annuités à 135 quintaux de blé tendre.
2	75 64 00	— — 1.675 x 15.....	2 51 20	73 12 80	
3	74 09 00	— — 693 x 15.....	1 04 00	73 05 00	
4	75 18 00	— — 1.740 x 15.....	2 61 00	72 57 00	
5	74 42 00	— — 780 x 15.....	1 17 00	73 25 00	
6	74 26 00			74 26 00	
7	74 87 00			74 87 00	
8	75 41 00	Canal : 100 x 5.....	5 00	75 36 00	
9	77 58 00	Piste et canal : 980 x 15.....	1 47 00	76 11 00	

Arrêté viziriel du 5 avril 1949 (6 jourmada I 1368) portant approbation du règlement intérieur de l'École marocaine d'administration.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 mars 1948 (26 rebia II 1367) créant une École marocaine d'administration à Rabat ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 mars 1948 (26 rebia II 1367) portant règlement pour l'organisation et le fonctionnement de l'École marocaine d'administration à Rabat, et notamment son article 5 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'École marocaine d'administration, dans ses séances du 29 novembre 1948 et du 26 mars 1949,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvé le règlement intérieur de l'École marocaine d'administration, tel qu'il est annexé au présent arrêté.

Fait à Rabat le 6 jourmada I 1368 (5 avril 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 juin 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

* * *

ÉCOLE MAROCAINE D'ADMINISTRATION.

Règlement intérieur.

ARTICLE PREMIER. — L'École marocaine d'administration instituée par les dahir et arrêté viziriel du 8 mars 1948 est régie par les dispositions ci-après, formant règlement intérieur.

Ce règlement a un caractère provisoire et ses dispositions seront modifiées dès que le régime définitif de l'É.M.A. aura pu être établi.

ART. 2. — *Siège de l'É.M.A.* — En attendant la construction des bâtiments qui doivent lui être affectés, l'École marocaine d'administration fonctionne dans les locaux disponibles de l'Institut des hautes études marocaines, rue Charles-Lecœur, à Rabat.

Dans ces mêmes locaux est installé le secrétariat de l'École marocaine d'administration.

ART. 3. — *Direction de l'É.M.A.* — L'École marocaine d'administration est placée sous l'autorité du conseil d'administration prévu par l'arrêté viziriel du 8 mars 1948.

Le directeur de l'École, nommé par arrêté viziriel, a la responsabilité de la gestion et de la discipline de l'É.M.A. Il représente l'É.M.A. en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il passe valablement tous contrats et marchés au nom de l'É.M.A. Il recrute, gère et licencie le personnel d'administration et de service, dans les conditions prévues au statut du secrétariat général du Protectorat pour les personnels analogues.

Il est assisté d'un adjoint désigné par le Grand Vizir.

ART. 4. — *Objet de l'É.M.A.* — L'École marocaine d'administration a pour objet, suivant les dispositions de l'article premier du dahir du 8 mars 1948, de donner la formation de base indispensable aux jeunes Marocains qui se destinent aux carrières administratives.

Elle assure en outre la préparation pratique des candidats aux concours ou examens donnant accès à certaines catégories d'emplois publics.

Pendant la période de cinq ans prévue par le dahir du 8 mai 1948 au cours de laquelle les Marocains titulaires de certains titres ou diplômes peuvent être recrutés directement, sans concours, à certains emplois, l'École marocaine d'administration assurera, pendant la durée de leur stage, la formation générale et administrative de base des fonctionnaires ainsi recrutés. Pour être titularisés, ces stagiaires doivent avoir subi avec succès, outre les épreuves de l'examen probatoire dans leur administration (dahir du 8 mai 1948), celles de l'École marocaine d'administration (dahir du 8 mars 1948).

Pendant la même période, l'É.M.A. assure un stage de perfectionnement pour certains Marocains dépourvus de titres ou diplômes, qui sont employés dans les administrations publiques. A l'expiration de ce stage, les agents qui auront obtenu le brevet de l'É.M.A. bénéficieront d'avantages de carrière.

ART. 5. — *Carrières constituant les débouchés de l'É.M.A.* — L'École marocaine d'administration conduit aux emplois des cadres supérieurs et principaux des administrations makhzen traditionnelles et des administrations marocaines nouvelles.

Les emplois affectés aux élèves de l'É.M.A. sont déterminés :

- 1° Dans les services du Makhzen, par le Grand Vizir ;
- 2° Dans les administrations marocaines nouvelles, par le règlement des concours ou examens d'entrée, conformément au dahir du 14 mars 1939.

Le brevet de l'É.M.A. prévu à l'article 10 ci-dessous, donne accès directement aux emplois de secrétaire d'administration.

Pour les emplois dont l'accès est autorisé, transitoirement, sans concours et sur titres, le brevet de l'É.M.A. tient lieu des titres ou diplômes exigés par le dahir du 8 mai 1948. Ces emplois sont les suivants :

ADMINISTRATION

1° Direction de la santé publique et de la famille

Administrateur-économiste, si le candidat est déjà commis.

2° Direction de l'agriculture, du commerce et des forêts

Contrôleur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation.
Contrôleur de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales.
Contrôleur du ravitaillement.

3° Direction du travail

Sous-inspecteur du travail.

4° Direction des finances

Percepteur.
Surnuméraire de l'enregistrement et du timbre.
Contrôleur des douanes et des impôts indirects.

Cette première liste sera complétée ultérieurement.

ART. 6. — *Conditions d'admission à l'E.M.A.* — L'École marocaine d'administration reçoit deux catégories d'élèves : les non-fonctionnaires et les fonctionnaires.

A titre provisoire, ces deux catégories d'élèves sont fixées ainsi qu'il suit :

A) *Elèves non-fonctionnaires :*

a) Les jeunes Marocains titulaires du baccalauréat ou de diplômes marocains assimilés (diplôme d'études secondaires musulmanes) ;

b) Les jeunes Marocains titulaires du brevet élémentaire ou de diplômes marocains assimilés (certificat d'études secondaires musulmanes) ;

c) A titre transitoire, les jeunes Marocains non-titulaires des diplômes ci-dessus, mais qui subiront avec succès un examen d'entrée à l'E.M.A. qui sera du niveau du certificat d'études secondaires musulmanes.

Quelle que soit leur catégorie, les candidats doivent, pour être admis à l'École, être âgés de moins de trente ans et agréés par le Grand Vizir.

Les demandes d'admission ou de participation au concours d'entrée doivent être établies sur papier timbré et assorties de toutes pièces justifiant que le candidat est de nationalité marocaine et qu'il n'a subi aucune condamnation. Le cas échéant, le diplôme ou la copie du diplôme exigé pour l'admission à l'E.M.A. doit être joint à la demande.

Les demandes sont adressées directement au directeur de l'E.M.A., Institut des hautes études marocaines, Rabat.

Les conditions applicables aux jeunes Marocains désirant accéder aux emplois des cadres supérieurs seront fixées ultérieurement.

B) *Elèves fonctionnaires :*

Les élèves fonctionnaires sont de deux catégories :

a) Les fonctionnaires marocains recrutés sur titres, en application du dahir du 8 mai 1948, et qui doivent suivre, outre le stage technique dans leur administration prévu par ledit dahir, le stage de formation générale de l'E.M.A., prévu par l'article premier du dahir du 8 mars 1948.

Ces fonctionnaires sont envoyés obligatoirement à l'E.M.A. par les chefs d'administration dont ils relèvent, avec une notice individuelle concernant chacun d'eux ;

b) Les fonctionnaires marocains ou les agents marocains qui sont au service des administrations depuis au moins cinq ans, mais n'ont pas la qualité de fonctionnaires et ne sont pas possesseurs des diplômes ou titres exigés pour être recrutés définitivement. La limite d'âge est fixée à trente ans.

Les demandes d'admission à l'E.M.A. sont présentées, par la voie hiérarchique, aux chefs d'administration. Ceux-ci, après examen, transmettent au directeur de l'École les demandes qu'ils retiennent avec une note indiquant les services accomplis et la valeur de ces services.

Ces demandes sont ensuite soumises à l'agrément du Grand Vizir.

Pendant la durée du stage, les fonctionnaires sont dégagés de tout travail dans leur administration et continuent à percevoir l'intégralité de leur rémunération.

EMPLOIS

Dispositions communes à tous les élèves.

Les candidats ne sont définitivement admis à l'E.M.A. qu'après un examen médical passé par un médecin de la direction de la santé publique et de la famille, qui peut exclure les malades contagieux et prescrire toutes mesures de vaccination.

ART. 7. — *Organisation de la scolarité.* — Le régime de l'E.M.A. est l'externat.

La durée de l'enseignement est d'une année pour le cycle moyen d'études, correspondant à la formation des fonctionnaires des cadres principaux. Elle sera fixée ultérieurement pour le cycle d'études supérieures, correspondant à la formation des fonctionnaires des cadres supérieurs.

L'année scolaire commence en novembre et se termine en juin.

L'horaire des cours et exercices pratiques est fixé, chaque année, par le directeur de l'E.M.A., ainsi que les congés mobiles.

Les cours sont gratuits.

Des bourses d'études peuvent être allouées, dans les conditions générales fixées par la législation en vigueur, aux élèves non-fonctionnaires. Elles sont attribuées par le conseil d'administration de l'E.M.A.

Le bénéfice de ces bourses s'acquiert définitivement par tiers correspondant à des périodes de trois ans accomplies au service de l'Etat. En cas de non-accomplissement de ces services, le bénéficiaire est tenu de rembourser tout ou partie du montant de la bourse qu'il a perçue.

ART. 8. — *Détail des programmes.* — Le détail des programmes est fixé aux annexes I, II et III du présent règlement.

Les matières qui y sont indiquées forment le cadre général de l'enseignement donné par l'E.M.A. dans les deux cycles d'études. Toutefois, le premier cycle d'études ne comporte que l'enseignement de notions générales, l'étude approfondie des mêmes matières étant assurée au cycle supérieur.

ART. 9. — *Modalités de l'enseignement.* — L'arrêté viziriel du 8 mars 1948 détermine les enseignements qui sont faits obligatoirement en langue arabe. Pour les enseignements faits en langue française, l'E.M.A. mettra, dès que possible, à la disposition des élèves, la traduction en langue arabe desdits enseignements.

En outre, il est institué, au titre des travaux pratiques, des cours de perfectionnement de la langue française et de la langue arabe.

ART. 10. — *Conditions d'octroi des diplômes.* — L'enseignement dispensé par l'École marocaine d'administration est sanctionné en fin de cours par des brevets correspondant au cycle d'études suivies :

a) *Brevet de l'E.M.A.*, pour le premier cycle d'études, correspondant au niveau des emplois des cadres principaux.

Ce brevet est équivalent aux titres ou diplômes prévus par le dahir du 8 mai 1948, pour le recrutement direct, sans concours, des Marocains à certaines catégories d'emplois des cadres principaux ;

b) *Diplôme de l'E.M.A.*, pour le cycle d'études supérieures correspondant au niveau des emplois des cadres supérieurs.

Ce brevet et ce diplôme ne sont délivrés qu'après examens trimestriels en cours d'études et un examen de fin d'études.

Les épreuves de ces examens, qui sont écrites et orales, portent à la fois sur l'enseignement doctrinal et sur l'enseignement pratique. Le jury d'examen de fin d'études est présidé par le directeur de l'E.M.A.

Ce brevet et ce diplôme sont délivrés par le Grand Vizir, après visa du directeur de l'E.M.A.

ART. 11. — *Discipline générale.* — La discipline générale de l'École est assurée par le directeur de l'E.M.A.

Les manquements à cette discipline sont sanctionnés par les peines suivantes :

L'avertissement ;

Le renvoi temporaire de dix jours, avec suppression de solde pour les fonctionnaires et diminution de la bourse pour les élèves boursiers ;

L'exclusion.

L'avertissement est prononcé par le directeur.

Le renvoi temporaire et l'exclusion sont prononcés par le Grand Vizir, après avis d'un conseil de discipline présidé par le directeur et comprenant, en outre, l'adjoint au directeur et trois professeurs désignés par le Grand Vizir.

*
*
*

ANNEXE I.

CULTURE GÉNÉRALE SUR LES ÉTATS MODERNES.

1° Histoire générale.

Histoire des principales civilisations et des principaux types d'organisation politique du passé (Orient et Occident).

2° Géographie générale.

Les principaux États et groupes d'États dans le monde ;
Les principales productions mondiales.

3° Organisation administrative.

La conception moderne de l'État, formules classiques et récentes (Orient et Occident) ;
Principes généraux.

4° Organisation financière.

Principes généraux.

5° Organisation judiciaire.

Principes généraux.

6° Organisation économique.

Les principaux types d'organisation économique dans le passé et dans le présent.

ANNEXE II.

CULTURE GÉNÉRALE INTÉRESSANT SPÉCIALEMENT LE MAROC.

I. — Histoire générale du Maroc.

Le Maroc depuis le monde antique ;
Le Maroc devant la conquête musulmane ;
Les premières dynasties : les Mérinides ;
Le Maroc au xvii^e, xviii^e et xix^e siècles de l'ère chrétienne (xi^e, xii^e et xiii^e siècles de l'hégire) ; la dynastie saadienne, la dynastie alaouite ;
Le Maroc contemporain et son évolution depuis 1912.

II. — Géographie générale du Maroc.

Les éléments de la personnalité du Maroc (sol, climat, végétation, eau, population) ;
Les régions naturelles ;
La mise en valeur.

III. — Sociologie et ethnographie.

Le peuplement ;
Les institutions urbaines ;
L'artisanat et les corporations ;
L'habitat urbain ;
Les sédentaires, les transhumants, les nomades ;
L'habitat chez les sédentaires et les nomades : villages et douars ;
Vie agricole et vie pastorale ;
La vie économique chez les ruraux : échanges, souks, artisanat rural.

IV. — Organisation politique et administrative.

a) Avant 1912 :

Principes du droit public musulman et leur application au Maroc ;
Le Souverain ;
Le Gouvernement ;
L'administration centrale ; le Palais, les finances, l'armée ;
L'administration des provinces ;
L'administration des villes ;
La vie économique : communications, commerce ;
Le Makhzen à la veille de 1912.

b) Depuis 1912 :

Les sources du droit public marocain actuel, notamment les sources conventionnelles ;
La réorganisation politique et administrative de la zone française depuis 1912 ;
L'organisation générale de l'État ;
L'organisation locale ;
Les établissements publics ;
Le régime législatif ;
Le contentieux administratif.

V. — Organisation financière depuis 1912.

Le budget chérifien ;
Les impôts ;
Les emprunts ;
Les finances locales ;
Le régime monétaire.

VI. — Organisation judiciaire et procédure nouvelles depuis 1912.

Les tribunaux français ;
Les juridictions chérifiennes (justice makhzen, Chra, tribunaux coutumiers, tribunaux rabbiniques) ;
Législation et jurisprudence relatives aux personnes, aux biens et aux obligations, appliquées devant ces deux ordres de juridiction.

VII. — Organisation économique.

L'économie nouvelle du Maroc.

ANNEXE III.

CONFÉRENCES ET TRAVAUX PRATIQUES.

1° La terminologie administrative ;
2° La traduction des documents administratifs ;
3° L'histoire générale du Maroc ;
4° Les institutions politiques, administratives et judiciaires marocaines ;
5° Perfectionnement des langues française et arabe ;
6° Éléments de droit privé ;
7° Divers.
Conférences diverses sur des sujets d'actualité marocaine, destinées à compléter la culture des élèves.
Visites accompagnées d'administrations publiques, de services publics autonomes, concédés ou industriels.

Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 26 février 1948 relatif à l'attribution de secours, de prêts et de ristournes d'intérêts aux ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 26 février 1948 relatif à l'attribution de secours, de prêts et de ristournes d'intérêts aux ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 1° de l'article 9 de l'arrêté résidentiel susvisé du 26 février 1948 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 9. — Ne sont pas recevables :

« 1° Les demandes des candidats dont le patrimoine est supérieur à 1.500.000 francs (ce chiffre étant majoré de 150.000 francs « par enfant minceur à charge »).

(La suite sans modification.)

Rabat, le 30 juin 1949.

A. JUIN.

Restitution de cautionnement.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 2 juillet 1949, l'arrêté du 24 juin 1938 autorisant la Société industrielle et financière des tubes à se porter caution personnelle et solidaire des titulaires de marchés administratifs, a été abrogé.

La caisse des dépôts et consignations est autorisée à rembourser la somme de 50.000 francs que cet établissement a consignés suivant récépissé n° 24529, du 12 septembre 1938.

P.K. 22 + 335 et 22 + 635 et les P.K. 31 + 435 et 31 + 735 de la route n° 1, de Casablanca à Rabat, pendant la durée des travaux d'élargissement des ponts-route sur l'oued Mellah et sur l'oued Nefifk.

Limitation de la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers de cylindrage à ouvrir pendant l'année 1949 sur la route n° 127, d'accès au barrage d'Im-Fout.

Limitation de la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers d'élargissement de certains ponts-route situés sur la route n° 1, de Casablanca à Rabat.

Un arrêté du directeur des travaux publics du 28 juin 1949 a limité à 15 kilomètres à l'heure la vitesse des véhicules entre les

Un arrêté du directeur des travaux publics du 28 juin 1949 a limité à 15 kilomètres à l'heure la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers de cylindrage à ouvrir pendant l'année 1949 entre l'origine et le P.K. 16 + 900 de la route n° 127, d'accès au barrage d'Im-Fout.

Réglementation de la circulation sur diverses routes de l'arrondissement de Fès.

Un arrêté du directeur des travaux publics du 28 juin 1949 a limité à 15 kilomètres à l'heure la vitesse de tous les véhicules dans la traversée des chantiers à ouvrir au cours de l'année 1949 sur les routes désignées au tableau suivant :

NUMÉRO ET DÉSIGNATION DE LA ROUTE	POSITION DES CHANTIERS SECTION DE ROUTE		NATURE DES TRAVAUX
	Origine P. K.	Extrémité P. K.	
N° 5, de Meknès à Fès.	40 + 900	50 + 000	Cylindrage et goudronnage.
N° 3, de Port-Lyautey à Fès.	134 + 000	142 + 000	Revêtement.
N° 3 a, tour de Fès-nord.	0 + 000	8 + 200	id.
N° 26, de Fès à Ouezzane, par Fès-el-Bali.	0 + 000	1 + 000	id.
	6 + 000	8 + 900	id.
	9 + 700	11 + 100	id.
	13 + 600	17 + 500	Cylindrage et goudronnage.
	17 + 500	29 + 000	Revêtement.
	29 + 000	36 + 800	Cylindrage et goudronnage.
N° 302, de Fès à Ain-Aïcha.	0	7 + 500	Revêtement.
	17 + 300	18 + 800	id.
	47 + 500	48 + 500	id.
	51 + 800	53 + 900	id.
	59 + 800	62 + 000	id.
N° 304, de Fès-el-Bali à Boured, par S'Ker.	6 + 000	9 + 600	id.
	52 + 000	55 + 400	id.
	60 + 300	65 + 700	id.
	89 + 700	114 + 600	id.
N° 305, embranchement de l'Aoulaf.	0 + 000	4 + 500	id.
N° 318, embranchement de Tissa.	0 + 000	14 + 900	id.
	14 + 900	28 + 600	id.
N° 4558, chemin de Sidi-Mokfi.	0 + 000	10 + 100	Revêtement.
Chemin de Souati.	10 + 000	21 + 000	Cylindrage et goudronnage.
N° 4005.	8 + 000	16 + 000	id.
N° 4514, chemin de Tafraunt.	0 + 000	4 + 300	Revêtement.
	4 + 300	7 + 500	id.
N° 4557, chemin de l'Aoudour.	0 + 000	3 + 300	Cylindrage et revêtement.
N° 15, de Fès à Taza.	1 + 000	6 + 000	Revêtement.
	4 + 000	36 + 000	Cylindrage et goudronnage.
	37 + 600	40 + 800	id.
	42 + 000	43 + 100	id.
	44 + 300	54 + 700	id.
N° 20, de Fès à la Haute-Moulouya, par Sefrou.	50 + 000	56 + 000	Revêtement.
	62 + 500	66 + 100	id.
	93 + 100	132 + 500	id.
	114 + 500	132 + 500	Cylindrage.
	132 + 500	134 + 400	Revêtement.
N° 309, d'El-Hajeb à la route n° 20, par Ifrane.	50 + 600	68 + 000	Cylindrage et goudronnage.
N° 310, de Fès à El-Hajeb, par Ain-Taoujdate.	6 + 000	7 + 300	Revêtement.
N° 320, de la route n° 3 à la route n° 15, par le sud de Fès.	0 + 000	5 + 400	id.

NUMERO ET DESIGNATION DE LA ROUTE	POSITION DES CHANTIERS SECTION DE ROUTE		NATURE DES TRAVAUX
	Origine P. K.	Extrémité P. K.	
N° 326, de Bir-Tam-Tam à Ahermoumou et Taffert.	0 + 600	17 + 800	Revêtement.
	0 + 000	3 + 600	Cylindrage.
	12 + 800	17 + 800	id.
	17 + 800	24 + 300	id.
N° 327, de Sefrou à El-Ouata.	0 + 000	1 + 600	Cylindrage et goudronnage.
	1 + 600	16 + 900	Revêtement.
	16 + 900	21 + 500	Cylindrage et goudronnage.
N° 4011, chemin n° 3 du Saïs.	0 + 000	4 + 200	id.
N° 4012, chemins de Ras-el-Ma aux Ain-Blouze.	4 + 200	7 + 000	Revêtement.
	0 + 000	3 + 000	Cylindrage et goudronnage.
N° 4020, chemin des Carrières.	3 + 300	5 + 200	Cylindrage et revêtement
N° 4023, chemin des Marafchers.	3 + 700	4 + 700	Cylindrage.
	0 + 000	5 + 500	Revêtement.
N° 4024, chemin du Camp-Prokos.	0 + 000	1 + 000	id.
N° 4027, chemin n° 5.	0 + 000	1 + 400	id.
N° 4029, chemin Ain-Smar.	0 + 000	2 + 000	Cylindrage et goudronnage.
N° 15, de Fès à Taza.	59 + 100	62 + 100	id.
	63 + 400	68 + 100	id.
	76 + 000	77 + 200	Revêtement.
	79 + 200	81 + 600	Cylindrage et goudronnage.
	86 + 000	95 + 700	id.
N° 16, d'Oujda à Taza.	174 + 831	184 + 480	Construction d'ouvrages d'art.
	216 + 000	218 + 700	Revêtement.
	218 + 700	221 + 500	Cylindrage et goudronnage.
	221 + 500	224 + 500	Revêtement.
N° 311, de Taza à Sidi-Abdallah, par Bab-Bou-Idir.	61 + 500	71 + 400	id.
N° 312, de Taza à Boured, par Souk-el-Ain-Bou-Kellal et Aknoul.	19 + 000	23 + 000	id.
	23 + 000	24 + 500	id.
	24 + 500	28 + 000	Cylindrage et goudronnage.
	28 + 000	31 + 000	Revêtement.
	31 + 000	31 + 700	Cylindrage et goudronnage.
	31 + 700	33 + 000	Revêtement.
	33 + 000	41 + 700	Cylindrage et goudronnage.
	43 + 000	69 + 900	Revêtement.
N° 328, de Taza à Tafneste.		10 + 800	id.
	500	18 + 000	id.
	15 + 000	33 + 000	id.
	35 + 000	39 + 500	id.

Service postal à Taounate, Mehdiâ, Moulay-Bousselham, Cap-Cantin, Ahfour et Bin-el-Ouidane.

Par arrêtés du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones des 20, 21 et 24 juin 1949, les créations et transformations ci-après seront réalisées le 1^{er} juillet 1949 :

1^o Transformation de la recette-distribution de Taounate (région de Fès) en recette de plein exercice.

Ce nouveau bureau participera à toutes les opérations postales, télégraphiques et téléphoniques, y compris les envois avec valeur déclarée, ainsi qu'aux services des mandats, de la caisse nationale d'épargne, des pensions et des colis postaux ;

2^o Création à Mehdiâ d'un guichet annexe temporaire de la recette des postes de Port-Lyautey.

Cet établissement fonctionnera jusqu'au 30 septembre 1949 et participera aux mêmes opérations que son bureau d'attache, à l'exception des colis postaux ;

3^o Création à Moulay-Bousselham (cercle de Souk-el-Arba-du-Rharb) d'une agence postale temporaire.

Cet établissement sera ouvert jusqu'au 11 septembre 1949 et participera aux services postal, télégraphique, téléphonique et des articles d'argent ;

4^o Transformation de la cabine téléphonique publique du Cap-Cantin (territoire de Safi) en agence postale de 2^o catégorie (poste, télégraphe et téléphone) ;

5^o Création à Ahfour et Bin-el-Ouidane (territoire du Tadla) d'agences postales de 1^{re} catégorie, participant aux services postal, télégraphique, téléphonique et des mandats.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1901, du 1^{er} avril 1949, page 418.

Arrêté viziriel du 30 mars 1949 (29 jourmada I 1368) portant nomination des membres des commissions municipales d'Ouezzane, Port-Lyautey, Rabat, Salé, Azemmour, Casablanca, Fedala, Mazagan, Settât, Sefrou, Taza, Marrakech, Mogador, Safi, Meknès, Ifrane, Oujda et Agadir.

Au lieu de :

« V. — RÉGION DE MEKNÈS.

« Meknès.

« Membres musulmans (11) :

« Moulay Hafid ben Lahcen el Alaoui, transporteur.

« Ifrane.

« Membres français (6) :

« Buckwell André, comptable ;

« Guichard Robert, architecte » ;

Lire :

« V. — RÉGION DE MEKNÈS.

« Meknès.

« Membres musulmans (11) :

« Moulay Hassan ben Slimane el Alaoui, transporteur.

« Ifrane.

« Membres français (6) :

« Buckwell Percival, docteur en médecine ;

« Guignard Robert, architecte. »

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES COMMUNS

Arrêté viziriel du 4 juillet 1949 (7 ramadan 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 17 juin 1932 (12 safar 1351) réglementant les conditions d'attribution et fixant les taux des primes de langues arabes et de dialectes berbères.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 17 juin 1932 (12 safar 1351) réglementant les conditions d'attribution et fixant les taux des primes de langues arabes et de dialectes berbères, et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Après accord de la commission interministérielle des traitements et indemnités.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 17 juin 1932 (12 safar 1351), tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 8 octobre 1946 (12 kaada 1365), est modifié ainsi qu'il suit :

TITRES	PRIMES	TAUX ANNUELS
		Francs
Diplôme d'études supérieures marocaines.	Prime de 1 ^{re} classe.	12.000
Diplôme de langue arabe classique		
Diplôme d'arabe dialectal marocain		
Brevet de langue arabe classique	Prime de 2 ^e classe.	8.000
Brevet d'arabe dialectal marocain		
Certificat de langue arabe classique	Prime de 3 ^e classe.	4.000
Certificat d'arabe dialectal marocain		

ART. 3. — Le tableau annexé à l'article 4 de l'arrêté viziriel précité du 17 juin 1932 (12 safar 1351), tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 8 octobre 1946 (12 kaada 1365), est modifié ainsi qu'il suit :

TITRES	PRIMES	TAUX ANNUELS
		Francs
Diplôme de berbère ou diplôme d'études supérieures marocaines	Prime de 1 ^{re} classe.	12.000
Brevet de berbère		
Certificat de berbère	Prime de 3 ^e classe.	4.000

ART. 3. — Les taux des primes d'arabe réservés aux agents de la direction de la sécurité publique visés aux articles 21 et 24 de l'arrêté viziriel susvisé du 17 juin 1932 (12 safar 1351), tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 8 octobre 1946 (12 kaada 1365), sont portés respectivement de 600 à 1.200 francs et de 1.200 à 2.400 francs (2^e et 3^e degrés).

ART. 4. — Les dispositions du présent arrêté viziriel prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1949.

Fait à Rabat, le 7 ramadan 1368 (4 juillet 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juillet 1949.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

FRANCIS LACOSTE.

TEXTES PARTICULIERS

JUSTICE FRANÇAISE

Arrêté résidentiel modifiant le taux de l'indemnité d'intérim allouée aux suppléants rétribués des juges de paix du Maroc.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur.

Vu l'arrêté résidentiel du 7 février 1949 relatif à une indemnité d'intérim allouée aux suppléants rétribués des juges de paix du Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel fixant le nouveau traitement des magistrats des juridictions françaises du Maroc à compter du 1^{er} janvier 1949, et notamment l'article 3, paragraphe 2 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur des finances, avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Par modification aux dispositions du paragraphe 2 de l'article premier de l'arrêté résidentiel du 7 février 1949 relatif à une indemnité d'intérim allouée aux suppléants rétribués des juges de paix du Maroc, et du paragraphe 2 de l'article 3 de l'arrêté résidentiel du 4 avril 1949 fixant les nouveaux traitements des magistrats du Maroc, le taux de l'indemnité d'intérim allouée aux suppléants rétribués des juges de paix du Maroc dans les conditions prévues par le paragraphe 1^{er} de l'article premier de l'arrêté résidentiel du 7 février 1949, est fixé à 8.000 francs par an à compter du 1^{er} janvier 1949.

Rabat, le 2 juillet 1949.

A. JUIN.

Arrêté résidentiel modifiant le taux des indemnités de rapport, d'immatriculation et de présidence allouées à certains magistrats des juridictions françaises du Maroc.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 27 août 1947 relatif aux indemnités de rapport, d'immatriculation et de présidence allouées à certains magistrats des juridictions françaises du Maroc ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur des finances, avec l'accord de la commission interministérielle des traitements.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le taux des indemnités de rapport, d'immatriculation et de présidence allouées à certains magistrats des juridictions françaises du Maroc par l'arrêté résidentiel susvisé, est majoré de 50 %, à compter du 1^{er} janvier 1949.

Rabat, le 2 juillet 1949.

A. JUIN.

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 26 mars 1949 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs de la direction de l'intérieur.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 10 novembre 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des cadres généraux mixtes en service au Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel du 28 juin 1949 portant révision du classement hiérarchique de certains grades et emplois ;

Vu l'arrêté résidentiel du 26 mars 1949 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs de la direction de l'intérieur ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur, approuvé par le secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances, et avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau annexé à l'article premier de l'arrêté résidentiel susvisé du 26 mars 1949 est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 1949 :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	DE BASE 1948	TRAITEMENTS DE BASE 1949
	Francs	Francs
Contrôleur principal des plans de villes et travaux municipaux, géomètre principal et contrôleur principal des plantations :		
Classe exceptionnelle (3)		435.000
Hors classe :		
2 ^e échelon	345.000	404.000
1 ^{er} échelon	341.000	396.000
1 ^{re} classe	308.000	361.000
2 ^e classe	264.000	312.000

(La suite sans modification.)

(3) La classe exceptionnelle à l'indice 390 est réservée pour un emploi.

Rabat, le 1^{er} juillet 1949.

A. JUIN.

Arrêté résidentiel modifiant les arrêtés résidentiels des 30 décembre 1948 et 26 mars 1949 fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs de la direction de l'intérieur, en ce qui concerne les deux premières tranches du reclassement de la fonction publique.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 10 novembre 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des cadres généraux mixtes en service au Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel du 28 juin 1949 portant révision du classement hiérarchique de certains grades et emplois ;

Vu les arrêtés viziriel des 15 décembre 1948 et 7 mars 1949 fixant les conditions générales dans lesquelles sera majorée, en 1948 et 1949, la rétribution des agents des cadres généraux mixtes au titre du reclassement de la fonction publique ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1948 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1948, les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs de la direction de l'intérieur ;

Vu l'arrêté résidentiel du 26 mars 1949 fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, les nouveaux traitements de certaines catégories de personnels administratifs de la direction de l'intérieur ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 juillet 1948 portant attribution d'une indemnité compensatrice en faveur des fonctionnaires de l'administration locale qui subissent une diminution de traitement lors de leur passage d'une catégorie dans une autre ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur, approuvée par le secrétaire général du Protectorat, et l'avis du directeur des finances, avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'article premier de l'arrêté résidentiel susvisé du 30 décembre 1948 est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 1948 :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	INDICES	NOUVEAUX
	de base 1945		traitements à compter du 1 ^{er} janvier 1948
	Francs		Francs
Chef de division :			
Hors classe	180.000	500	526.000
1 ^{re} classe	168.000	470	493.000
2 ^e classe	156.000	440	446.000
3 ^e classe	144.000	410	403.000
4 ^e classe	132.000	390	374.000
(La suite sans modification.)			
Chef de comptabilité de classe exceptionnelle :			
3 ^e échelon (1 bis)	135.000	390	383.000
2 ^e échelon	135.000	360	371.000
1 ^{er} échelon	126.000	330	341.000
(La suite sans modification.)			

(1 bis) Echelon réservé aux chefs de comptabilité de classe exceptionnelle (2^e échelon) ayant au moins vingt ans de services.

ART. 2. — Le tableau annexé à l'article premier de l'arrêté résidentiel susvisé du 26 mars 1949 est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 1949 :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	DE BASE 1948	TRAITEMENTS DE BASE 1949
	Francs	Francs
<i>Cadre administratif.</i>		
Chef de division :		
Hors classe	526.000	606.000
1 ^{re} classe	493.000	565.000
2 ^o classe	446.000	516.000
3 ^o classe	403.000	470.000
4 ^o classe	374.000	440.000
<i>(La suite sans modification.)</i>		
Chef de comptabilité de classe exceptionnelle :		
3 ^o échelon	483.000	446.000
2 ^o échelon	371.000	432.000
1 ^{er} échelon	341.000	385.000
<i>(La suite sans modification.)</i>		

ART. 3. — Une indemnité compensatrice sera allouée, le cas échéant, à compter du 1^{er} janvier 1948, aux agents du cadre des chefs de division dans les conditions fixées à l'arrêté viziriel du 3 juillet 1928.

Rabat, le 1^{er} juillet 1949.

A. JUIN.

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Arrêté résidentiel complétant les arrêtés résidentiels des 21 novembre 1946 et 9 décembre 1948 relatifs aux indemnités du personnel des services actifs de la police générale.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 10 août 1946 portant organisation du personnel des services actifs de la police générale;

Vu l'arrêté résidentiel du 9 décembre 1948 complétant l'arrêté du 21 novembre 1946 relatif aux indemnités du personnel des services actifs de la police générale;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur des finances, après s'être assuré de l'adhésion de la commission interministérielle des traitements et indemnités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté résidentiel susvisé du 9 décembre 1948 est complété comme suit :

« Article premier. —

« 2^o Qui sont placés à la tête de brigades de sûreté ou de postes de police dans les centres ne comportant pas de commissariat de police.

« Le taux de cette indemnité est porté à 18.000 francs par an pour les inspecteurs-chefs principaux et inspecteurs-chefs faisant fonction de commissaire de police et tenant des postes vacants.

« Cette indemnité est acquise..... »

(La suite sans modification.)

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} janvier 1949.

Rabat, le 2 juillet 1949.

A. JUIN.

DIRECTION DES FINANCES

Arrêté viziriel du 4 juillet 1949 (7 ramadan 1368)

Instituant une indemnité de risques aux agents des brigades des douanes.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur des finances, avec l'accord de la commission interministérielle des traitements et indemnités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est alloué aux agents des brigades des douanes une indemnité forfaitaire dite « de risques », dont les taux annuels sont fixés comme suit :

Gardiens, cavaliers et marins	16.700 fr.
Sous-chefs gardiens, sous-chefs cavaliers, sous-chefs marins	18.000
Chefs gardiens, chefs cavaliers, chefs marins	20.000
Préposés-chefs et matelots-chefs	20.000
Brigadiers et patrons	23.000
Brigadiers-chefs, premiers maîtres et adju- dants-chefs	26.000
Lieutenants	25.000
Capitaines	30.000

Une décision du directeur des finances déterminera les localités pour lesquelles un abattement au plus égal à 20 % pourra être appliqué à ces indemnités. Cette décision pourra excepter de l'abattement dans ces localités certaines catégories de personnel.

ART. 2. — Le directeur des finances et le chef de l'administration des douanes et impôts indirects sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet du 1^{er} janvier 1948.

Fait à Rabat, le 7 ramadan 1368 (4 juillet 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juillet 1949.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

FRANCIS LACOSTE.

Délégation de signature.

* Par arrêté résidentiel du 5 juillet 1949, délégation permanente de signature du contrôleur des engagements de dépenses est donnée à M. Hupel Maurice, chef de bureau de 2^o classe à l'administration centrale de la direction des finances.

**DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS**

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts modifiant le tarif des rétributions dues aux agents de la défense des végétaux pour vacations pendant les jours fériés ou en dehors des heures légales d'ouverture des bureaux de douane.

**LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,**
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 18 janvier 1929 fixant les conditions suivant lesquelles peuvent avoir lieu, à titre exceptionnel à la frontière, les inspections sanitaires des agents de la défense des végétaux, en dehors des jours fériés ou des heures légales d'ouverture des bureaux de douane, modifié par l'arrêté viziriel du 27 mai 1946 ;

Vu l'arrêté directorial du 20 avril 1949 fixant, à compter du 1^{er} avril 1949, le taux des vacations prévues à l'arrêté viziriel précité,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Par modification à l'arrêté directorial susvisé du 20 avril 1949, le taux des vacations prévues à l'arrêté viziriel du 18 janvier 1929 est fixé, à compter du 1^{er} avril 1949, par vacation et par heure à :

Entre 6 et 19 heures	200 francs
Entre 19 et 24 heures	250 —
Entre 0 et 6 heures	300 —

Rabat, le 11 juin 1949.

SOULMAGNON.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts modifiant le tarif des rétributions dues aux agents de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation pour vacations pendant les jours fériés ou en dehors des heures légales d'ouverture des bureaux de douane.

**LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,**
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 25 novembre 1941 fixant les conditions suivant lesquelles le contrôle technique de la production marocaine à l'exportation peut être effectué, à titre exceptionnel, pendant les jours fériés ou en dehors des heures légales d'ouverture des bureaux de douane, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 16 novembre 1946 ;

Vu l'arrêté directorial du 20 avril 1949 fixant, à compter du 1^{er} avril 1949, le taux des vacations prévues à l'arrêté viziriel précité,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Par modification à l'arrêté directorial du 20 avril 1949 susvisé le taux des vacations prévues à l'arrêté viziriel susvisé, est fixé, à compter du 1^{er} avril 1949, par vacation et par heure, à :

Entre 6 et 19 heures	200 francs
Entre 19 et 24 heures	250 —
Entre 0 et 6 heures	300 —

Rabat, le 11 juin 1949.

SOULMAGNON.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts ouvrant un concours pour dix emplois de commis d'interprétariat stagiaire du service de la conservation foncière.

Aux termes d'un arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 15 juin 1949, un concours pour dix emplois de commis d'interprétariat stagiaire du service de la conservation foncière est ouvert à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la conservation foncière et du service topographique).

Les épreuves auront lieu à Rabat, à partir du 15 novembre 1949, dans les conditions fixées par l'arrêté directorial du 12 novembre 1946.

Les demandes d'inscription accompagnées de toutes les pièces réglementaires devront parvenir à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la conservation foncière et du service topographique), avant le 15 octobre 1949, dernier délai.

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Arrêté viziriel du 5 juillet 1949 (8 ramadan 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 21 mars 1949 (20 jourmada I 1368) fixant les nouveaux traitements du personnel du service de la jeunesse et des sports.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 21 mars 1949 (20 jourmada I 1368) fixant les nouveaux traitements du personnel du service de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 juin 1949 (1^{er} ramadan 1368) complétant et modifiant à compter du 1^{er} janvier 1949 l'arrêté viziriel du 10 novembre 1948 (8 moharrem 1368) portant classement hiérarchique des grades et emplois des fonctionnaires des cadres généraux mixtes en service au Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel du 2 juillet 1949 modifiant l'arrêté résidentiel du 6 décembre 1944 portant réorganisation du personnel du service de la jeunesse et des sports ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur des finances, avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau figurant à l'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 21 mars 1949 (20 jourmada I 1368) est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} janvier 1949 :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX traitements
	1948	
	Francs	Francs
Inspecteur et inspectrice en fonction antérieurement au 14 mars 1948 (1) :		
1 ^{re} classe		603.000
2 ^e classe		530.000
3 ^e classe		468.000
4 ^e classe		410.000
5 ^e classe		363.000
6 ^e classe		306.000
Inspecteur et inspectrice (2) :		
1 ^{re} classe		580.000
2 ^e classe		510.000
3 ^e classe		450.000
4 ^e classe		395.000
5 ^e classe		337.000
6 ^e classe		278.000

(1) Les inspecteurs adjoints et inspectrices adjointes reclassés au 1^{er} janvier 1949 par application de l'arrêté résidentiel du 2 juillet 1948, bénéficieront de cette échelle s'ils étaient en fonction dans leur ancien grade avant le 14 mars 1946.

(2) Les inspecteurs adjoints et inspectrices adjointes recrutés après le 14 mars 1946 et reclassés au 1^{er} janvier 1949 par application de l'arrêté résidentiel du 2 juillet 1949, percevront les traitements de cette échelle.

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	1948	traitements
	Francs	Francs
Agent technique principal :		
Classe exceptionnelle	400.000	480.000
1 ^{re} classe	387.000	454.000
2 ^e classe	346.000	406.000
3 ^e classe	307.000	359.000
4 ^e classe	262.000	308.000
5 ^e classe	232.000	272.000
6 ^e classe	204.000	237.000
Agent technique :		
1 ^{re} classe	304.000	353.000
2 ^e classe	267.000	310.000
3 ^e classe	236.000	273.000
4 ^e classe	208.000	239.000
5 ^e classe	188.000	213.000
6 ^e classe	173.000	195.000

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	INDICES	NOUVEAUX
	1948	nouveaux	traitements
	Francs		Francs
Moniteurs et monitrices (3) :			
1 ^{re} classe		290	307.000
2 ^e classe		266	277.000
3 ^e classe		242	251.000
4 ^e classe		218	224.000
5 ^e classe		194	199.000
6 ^e classe		170	172.000

(3) Le bénéfice de ces nouvelles échelles est réservé aux agents nommés dans les cadres après concours ou qui ont subi avec succès un examen professionnel dont les modalités sont fixées par le chef d'administration.

Les moniteurs et monitrices nommés en vertu de mesures statutaires transitoires ou exceptionnelles et qui n'auraient pas subi avec succès l'examen professionnel ci-dessus mentionné, continueront à percevoir les traitements indiqués ci-après :

CLASSES	TRAITEMENTS	TRAITEMENTS
	1948	1949
1 ^{re} classe	240.000	274.000
2 ^e classe	217.500	248.000
3 ^e classe	198.500	225.000
4 ^e classe	181.000	203.000
5 ^e classe	164.000	182.000
6 ^e classe	142.500	158.000

Fait à Rabat, le 8 ramadan 1368 (5 juillet 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juillet 1949.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

FRANCIS LACOSTE.

Arrêté viziriel du 5 juillet 1949 (8 ramadan 1368) complétant l'arrêté viziriel du 16 mai 1949 (18 rejeb 1368) fixant les traitements des personnels chargés de la gestion des services économiques des établissements d'enseignement.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 16 mai 1949 (18 rejeb 1368) fixant les traitements des personnels chargés de la gestion des services économiques des établissements d'enseignement ;

Sur la proposition du directeur de l'instruction publique, approuvée par le secrétaire général du Protectorat, et l'avis du directeur des finances, avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau annexé à l'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 16 mai 1949 (18 rejeb 1368) est complété ainsi qu'il suit :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS	NOUVEAUX
	de base 1945	traitements
Adjoint d'économats (1 ^{er} ordre, cadre unique) :		
1 ^{re} classe	120.000	341.000
2 ^e classe	111.000	317.000
3 ^e classe	102.000	291.000
4 ^e classe	90.000	258.000
5 ^e classe	78.000	229.000
6 ^e classe	66.000	204.000
Adjoint d'économats (2 ^e ordre, cadre unique) :		
1 ^{re} classe	96.000	306.000
2 ^e classe	90.000	284.000
3 ^e classe	84.000	267.000
4 ^e classe	78.000	248.000
5 ^e classe	68.000	221.000
6 ^e classe	58.000	193.000

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1948.

Fait à Rabat, le 8 ramadan 1368 (5 juillet 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juillet 1949.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

FRANCIS LACOSTE.

Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 6 décembre 1944 portant réorganisation du personnel du service de la jeunesse et des sports.

**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,**

Vu l'arrêté résidentiel du 6 décembre 1944 portant réorganisation du personnel du service de la jeunesse et des sports, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur de l'instruction publique et avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est supprimé, à compter du 1^{er} janvier 1949, le cadre des inspecteurs adjoints et inspectrices adjointes du service de la jeunesse et des sports.

ART. 2. — Les inspecteurs adjoints et inspectrices adjointes, actuellement en fonction, seront reclassés au 1^{er} janvier 1949 (ou à la date de leur nomination ultérieure à ce grade), dans le cadre des inspecteurs et inspectrices, à classe égale et sans perte d'ancienneté.

Rabat, le 2 juillet 1949.

A. JUIN.

Arrêté résidentiel modifiant et complétant l'arrêté résidentiel du 11 juin 1946 relatif aux indemnités allouées au personnel du service de la jeunesse et des sports.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 6 décembre 1944 portant réorganisation du service de la jeunesse et des sports ;

Vu le dahir du 2 juillet 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires en service au Maroc ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 juillet 1945 fixant les traitements du personnel du service de la jeunesse et des sports ;

Vu le dahir du 9 janvier 1946 portant rattachement du service de la jeunesse et des sports à la direction de l'instruction publique ;

Vu l'arrêté résidentiel du 9 janvier 1946 modifiant l'arrêté résidentiel du 6 décembre 1944 portant réorganisation du service de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté résidentiel du 11 juin 1946 relatif aux indemnités allouées au personnel du service de la jeunesse et des sports, tel qu'il a été complété par l'arrêté résidentiel du 3 mai 1947 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté résidentiel du 11 juin 1946 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3. — Les délégués régionaux et les directeurs de camps permanents ont droit au remboursement des frais de représentation qu'ils auront éventuellement à supporter sur présentation d'un mémoire de frais. En aucun cas le montant de ces remboursements ne peut excéder annuellement 31.000 francs pour les délégués régionaux et 15.000 francs pour les directeurs de camps. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1949.

Rabat, le 2 juillet 1949.

A. JUIN.

Arrêté résidentiel modifiant et complétant l'arrêté résidentiel du 11 juin 1946 relatif aux indemnités allouées au personnel du service de la jeunesse et des sports.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 6 décembre 1944 portant réorganisation du service de la jeunesse et des sports ;

Vu le dahir du 2 juillet 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires en service au Maroc ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 juillet 1945 fixant les traitements du personnel du service de la jeunesse et des sports ;

Vu le dahir du 9 janvier 1946 portant rattachement du service de la jeunesse et des sports à la direction de l'instruction publique ;

Vu l'arrêté résidentiel du 9 janvier 1946 modifiant l'arrêté résidentiel du 6 décembre 1944 portant réorganisation du service de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté résidentiel du 11 juin 1946 relatif aux indemnités allouées au personnel du service de la jeunesse et des sports, tel qu'il a été complété par l'arrêté résidentiel du 29 août 1947 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur des finances, après s'être assuré de l'adhésion de la commission interministérielle des traitements et indemnités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2 et 6 de l'arrêté résidentiel du 11 juin 1946 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 2. — L'indemnité de camp allouée aux fonctionnaires et agents du service de la jeunesse et des sports, en fonction dans les camps de jeunesse, est fixée aux taux annuels suivants :

« Chef de famille 12.000 fr.
« Célibataire 6.000

« Cette indemnité n'est acquise que pendant le séjour dans les camps. »

« Article 6. — Les agents affectés à des postes de montagne et qui justifient de la possession du brevet de guide ou d'aspirant-guide de la Fédération française de la montagne ou d'une autorisation d'enseigner le ski délivrée par la Fédération française de ski, peuvent prétendre à une indemnité dite « de montagne » dont le taux annuel est fixé à 18.000 francs. Cette indemnité ne peut être acquise que pendant le séjour dans les camps de ski ou de montagne. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1949.

Rabat, le 2 juillet 1949.

A. JUIN.

Arrêté du directeur de l'instruction publique complétant l'arrêté du 7 décembre 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires de la direction de l'instruction publique.

Par arrêté directorial du 31 mars 1949, l'article 2, paragraphe 3, de l'arrêté du 7 décembre 1945, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du 2 février 1948 et 10 août 1948, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. —

« 3° Réunir, au 1^{er} janvier 1948, au moins dix ans de services dans une administration publique du Protectorat, le service légal et les services de guerre non rémunérés par pension étant toutefois pris en compte, le cas échéant. »

(La suite sans modification.)

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones fixant les taux des indemnités pour frais de déplacement et de mission des diverses catégories de personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,

Vu l'arrêté viziriel du 11 mai 1949 modifiant l'arrêté viziriel du 20 septembre 1931 réglementant les indemnités pour frais de dépla-

cement et de mission des fonctionnaires en service dans la zone française de l'Empire chérifien ;

Vu l'arrêté directorial du 17 mai 1932 réglementant les indemnités de déplacement et de séjour des diverses catégories de personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié ou complété,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} avril 1949, les indemnités journalières pour frais de déplacement et de mission allouées aux agents des diverses catégories de personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones énumérées au tableau ci-après, sont fixées ainsi qu'il suit :

CATEGORIES	JOURNÉ COMPLETE				JOURNÉE IMCOMPLETE							
	COMPORTANT OU NON LE DÉCOUCHER MAIS DONT LA DURÉE EXCÈDE 18 HEURES				MISSION SANS DÉCOUCHER				MISSION AVEC DÉCOUCHER			
	Pendant les 30 premiers jours		A partir du 31 ^e jour dans la même localité		Obligé à prendre un repas au dehors (absence excédant 7 heures mais ne dépassant pas 12 heures).		Obligé à prendre deux repas au dehors (absence excédant 12 heures mais ne dépassant pas 18 heures).		Comportant l'absence excédant 7 heures mais ne dépassant pas 12 heures		Comportant une absence excédant 12 heures mais ne dépassant pas 18 heures.	
	Chef de famille	Autres agents	Chef de famille	Autres agents	Chef de famille	Autres agents	Chef de famille	Autres agents	Chef de famille	Autres agents	Chef de famille	Autres agents
Commis intérimaires, facteurs intérimaires de 1 ^{re} catégorie	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Ouvriers numérotés et de M.O.E. des 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e et 5 ^e catégories	720	575	670	500	235	175	470	350	230	465	375	
Assistants intérimaires, facteurs intérimaires 2 ^e catégorie		450		425		170		330		165		320
Ouvriers numérotés et de M.O.E. des 6 ^e , 7 ^e , 8 ^e et 9 ^e catégories		315		270		105		210		120		240

Rabat, le 7 juin 1949.

Pour le directeur,

LACROZE.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nomination d'un inspecteur général des services financiers.

Est nommé *inspecteur général des services financiers du Protectorat (1^{er} échelon)* du 1^{er} mars 1949 : M. Courson Ernest, directeur adjoint (2^e échelon) à l'administration centrale de la direction des finances. M. Courson aura rang et prérogatives de directeur des administrations centrales du Protectorat. (Arrêté résidentiel du 22 juin 1949.)

Création d'emplois.

Rectificatif au Bulletin officiel n° 1913, du 24 juin 1949, page 775.

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, du 13 juin 1949, il est créé au service de la justice française, à compter du 1^{er} janvier 1948, par transformation de trois emplois d'auxiliaire :

Au lieu de :

« Un emploi de dame employée » ;

Lire :

« Un emploi de dame dactylographe. »

(La suite sans modification.)

Par arrêté directorial du 20 mai 1949, il est créé à l'administration centrale de la direction des finances, à compter du 1^{er} mars 1949 : un emploi d'inspecteur général des services financiers du Protectorat (1^{er} échelon), par transformation d'un emploi de directeur adjoint (2^e échelon).

Nominations et promotions.

CABINET CIVIL

Est nommé *chaouch de 8^e classe* du 1^{er} janvier 1949 : M. Mohamed ben Mohamed, chaouch auxiliaire. (Arrêté directorial du 31 mai 1949.)

* * *

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

Est promu *sous-directeur hors classe* du 1^{er} avril 1949 : M. Vaysse, sous-directeur de 1^{re} classe. (Arrêté résidentiel du 13 juin 1949.)

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *commis principal de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 7 février 1944, *commis principal hors classe* du 1^{er} février 1945, et nommé *commis principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon)* du 1^{er} septembre 1946 : M. Marty Paul, commis de 2^e classe. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 24 janvier 1949.)

JUSTICE FRANÇAISE.

Est admis au bénéfice du traitement des *secrétaires-greffiers adjoints de 1^{re} classe après 2 ans d'ancienneté* du 1^{er} juillet 1949 : M. Freche Clément, secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe.

Est nommé *commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon)* du 1^{er} juillet 1949 : M. Cano Jacques, commis principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon).

(Arrêtés du premier président de la cour d'appel du 17 juin 1949.)

Est promu *sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon* du 1^{er} novembre 1948 : M. Ahmed ben Boubekeur, sous-agent public de 3^e catégorie (3^e échelon). (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 24 mai 1949.)

* * *

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Sont nommés *architectes de 3^e classe* du 1^{er} mars 1949 : MM. Valentin Yves, inspecteur principal hors classe d'architecture, et Marchisio Etienne, dessinateur principal de 1^{re} classe. (Arrêtés directoriaux des 22 juin 1949.)

Sont promus du 1^{er} août 1949 :

Rédacteur principal de 3^e classe : M. Leboucq Jacques, rédacteur principal de 4^e classe ;

Rédacteur principal de 4^e classe : M. Dubost Henri, rédacteur de 1^{re} classe ;

Interprète principal de 1^{re} classe : M. Krouri Ahmed, interprète principal de 2^e classe ;

Commis principal de 2^e classe : M. Guardiola Norbert, commis principal de 3^e classe ;

Commis principal d'interprétariat de 2^e classe : M. Arrar Boumediène, commis principal d'interprétariat de 3^e classe ;

Secrétaire de contrôle de 3^e classe : M. Mohamed ou Ali, secrétaire de contrôle de 4^e classe ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon : H. Haddou ou Bakzaza, sous-agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon ;

Chaouch de 6^e classe : M. Mohamed ben Djillali, chaouch de 7^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 22 et 24 juin 1949.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 1913, du 24 juin 1949, page 776.

Au lieu de :

« Est reclassé *adjoint de contrôle de 3^e classe* du 1^{er} février 1946 : M. Jourdan Francis, adjoint de contrôle de 5^e classe » ;

Lire :

« Est reclassé *adjoint de contrôle de 3^e classe* du 16 février 1946 : M. Jourdan Francis, adjoint de contrôle de 5^e classe. »

* * *

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Sont promus *commissaires divisionnaires* du 1^{er} avril 1949 : MM. Deville Jean et Polverelli Jean-Baptiste, commissaires principaux de 2^e classe. (Arrêtés directoriaux du 11 juin 1949.)

Est promu *commissaire de police de 1^{re} classe (3^e échelon)* le 1^{er} mai 1949 : M. Baldacci Dominique, commissaire de police de 1^{re} classe (2^e échelon).

Sont reclassés :

Inspecteur-chef de 2^e classe (2^e échelon) du 1^{er} avril 1945 et *inspecteur-chef de 2^e classe (3^e échelon)* du 1^{er} avril 1947, avec ancienneté du 1^{er} avril 1943 : M. Estève Armand, inspecteur-chef de 2^e classe (1^{er} échelon) ;

Inspecteur-chef de 2^e classe (2^e échelon) du 1^{er} juin 1945 et *inspecteur-chef de 2^e classe (3^e échelon)* du 1^{er} juin 1947, avec ancienneté du 1^{er} juin 1943 : M. Girod Raymond, inspecteur-chef de 2^e classe (1^{er} échelon).

Sont nommés *gardiens de la paix stagiaires* :

Du 1^{er} novembre 1948, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1948 : M. Ferracci Dominique ;

Du 1^{er} février 1949, avec ancienneté du 17 décembre 1948 : M. Casoli Bruno ;

Du 1^{er} mars 1949 :

Avec ancienneté du 1^{er} février 1949 : M. Garin Manuel ;
Avec ancienneté du 1^{er} février 1949 : M. Gensous Louis ;

Du 1^{er} avril 1949 :

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1949 : M. Caillat Louis ;
Avec ancienneté du 7 février 1949 : M. Caillaud Ernest ;
Avec ancienneté du 1^{er} mars 1949 : M. Gimenez Albert ;
Avec ancienneté du 1^{er} mars 1949 : M. Le Du André ;
Avec ancienneté du 14 février 1949 : M. Martin René ;
Avec ancienneté du 1^{er} mars 1949 : M. Vitrouil Michel ;

Du 1^{er} mai 1949 :

Avec ancienneté du 10 mars 1949 : M. Colas André ;
Avec ancienneté du 31 mars 1949 : M. Escalant Joseph ;
Avec ancienneté du 1^{er} avril 1949 : M. Gibourg Ernest ;
Avec ancienneté du 17 mars 1949 : M. Mahul Henri ;
Avec ancienneté du 1^{er} avril 1949 : M. Servage André,

gardiens de la paix auxiliaires.

Sont titularisés et reclassés :

Secrétaire de police de 3^e classe du 1^{er} janvier 1949, avec ancienneté du 15 mai 1945 : M. Britel Abdesselam ben Abderrahmane, secrétaire de police stagiaire ;

Gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 27 juillet 1947 (bonifications pour services militaires : 81 mois 26 jours) : M. Guiot Armand, gardien de la paix stagiaire.

Sont reclassés du 1^{er} juin 1948 :

Gardiens de la paix de 1^{re} classe :

Avec ancienneté du 26 septembre 1946 (bonifications pour services militaires : 67 mois) : M. Finidori Jean ;

Avec ancienneté du 4 juin 1946 (bonifications pour services militaires : 70 mois 11 jours) : M. Godey Louis ;

Avec ancienneté du 16 novembre 1946 (bonifications pour services militaires : 65 mois 3 jours) : M. Hanriot Henri ;

Avec ancienneté du 28 juillet 1946 (bonifications pour services militaires : 69 mois 3 jours) : M. Mourou Rémi ;

Gardiens de la paix de 2^e classe :

Avec ancienneté du 14 janvier 1948 (bonifications pour services militaires : 26 mois 19 jours) : M. Gaillard Georges ;

Avec ancienneté du 24 mai 1947 (bonifications pour services militaires : 35 mois 6 jours) : M. Le Du Raymond ;

Avec ancienneté du 21 janvier 1947 (bonifications pour services militaires : 88 mois 12 jours) : M. Massines Joseph ;

Avec ancienneté du 28 avril 1948 (bonifications pour services militaires : 24 mois 27 jours) : M. Médina Joseph ;

Avec ancienneté du 21 octobre 1946 (bonifications pour services militaires : 41 mois 24 jours) : M. Niclet Denis ;

Gardiens de la paix de 3^e classe :

Avec ancienneté du 26 novembre 1946 (bonifications pour services militaires : 16 mois 18 jours) : M. Cours Pierre ;

Avec ancienneté du 19 septembre 1946 (bonifications pour services militaires : 19 mois 4 jours) : M. Fournie Pierre ;

Avec ancienneté du 27 juillet 1946 (bonifications pour services militaires : 20 mois 15 jours) : M. Denat Pierre ;

Avec ancienneté du 4 mai 1947 (bonifications pour services militaires : 10 mois 29 jours) : M. Nègre Robert ;

Du 1^{er} mai 1948, avec ancienneté du 28 décembre 1946 (bonifications pour services militaires : 15 mois 3 jours) : M. Arrighi Joseph ;

• Du 3 avril 1949 : M. Audouze André ;

Du 1^{er} avril 1948, avec ancienneté du 10 novembre 1946 (bonifications pour services militaires : 16 mois 24 jours) : M. Caro Ignace ;

Du 23 juin 1948 : M. Jumièr-Lougrand Irénée ;

Du 19 avril 1949 : M. Moncamp Pierre ;

Du 12 août 1948 : M. Péralti Raymond ;

Du 22 juin 1948 : M. Olivencia Ignace ;

Gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} février 1948, avec ancienneté du 17 avril 1947 (bonifications pour services militaires : 31 mois 29 jours) : M. Casanova Jean-Baptiste.

Sont reclassés, en application de l'article 7 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} octobre 1946 :

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, et nommé *inspecteur de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1947, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1944 : M. Bouchaïb ben Mohamed ben el Haffane, gardien de la paix de 3^e classe ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1945 : M. Brahim ben el Houssine ben Brâhima ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, et nommé *inspecteur de 3^e classe* du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 1^{er} février 1944 : M. El Arbi ben Bouchaïb ben Mohamed, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, et nommé *inspecteur de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1947, avec ancienneté du 1^{er} mai 1945 : M. El Arbi ben Mohammed ben el Kebir ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, *inspecteur hors classe* (1^{er} échelon) à la même date, et *inspecteur hors classe* du 1^{er} janvier 1946, ancienneté du 1^{er} mai 1944 : M. Louadoudi ben Maati ben el Hadj ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, *inspecteur hors classe* (1^{er} échelon) à la même date, et *inspecteur hors classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1943 : M. Louasmine ben Bouchaïb ben Hadj Mohammed ;

Inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, *inspecteur de 1^{re} classe* à la même date, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1943, promu *inspecteur hors classe* du 1^{er} décembre 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946 : M. Mekki ben Cheikh Laïdi ben Ali.

Sont reclassés, en application de l'article 8 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} octobre 1946 :

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 1^{er} mai 1944, promu *gardien de la paix de 2^e classe* le 1^{er} juillet 1946, reclassé au même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 13 décembre 1943 : M. Abdelkader ben Ali ben ej Schir, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juin 1947, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945 : M. Abdelkrim ben Hadj Thami ben Hachmi ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 2 avril 1945 : M. Abdésselam ben M'Hammed ben Abdelouahed ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 16 juillet 1944, promu *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 20 décembre 1944 : M. Ahmed ben Bouchta ben M'Barck ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} février 1944, *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946, promu *gardien de la paix de 1^{re} classe* du 1^{er} mai 1946 : M. Allal ben Khalifa ben Kaddour, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 28 mars 1943 : M. Boujema ben Mohammed ben Mohammed ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945 : M. El Arbi ben Rahhal ben Rahhal ;

Gardien de la paix de 3^e classe, du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 août 1945 : M. El Kbir ben el Mati ben Mouloudi ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1943, promu *gardien de la paix de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1946 : M. Hattab ben Larbi ben Bouchaïb, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardiens de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947 :

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1945 : M. Jilali ben Bouchta ben Mati ;

Avec ancienneté du 2 octobre 1945 : M. Kabbour ben Abdallah ben el Mamoune ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1945 : M. Kalouk ben Dahi ben Hamdi ;

Gardien de la paix de 3^e classe, et *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1945, promu *gardien de la paix de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} mai 1943 : M. Khalifa ben Ahmed ben Hadj, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1945 : M. Lahcèn ben Achour ben Mohamed ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 2 août 1944, *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 2 février 1945 : M. Larbi ben Maati ben Larbi, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1944, et promu *gardien de la paix de 1^{re} classe* du 1^{er} mars 1947 : M. Maati ben Djillali ben el Arbi, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944, et promu *gardien de la paix de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1947 : M. Mahjoub ben el Houssine ben M'Barck, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1943, *gardien de la paix de 3^e classe* du 1^{er} novembre 1945, *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1945 : M. M'Hammed ben el Tahar ben el Arbi, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 2 juin 1944 : M. M'Hammed ben Mohammed ben M'Hammed « Marrachi » ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945 : M. Mohammed ben Abdelkader ben Hadou ;

Gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon) du 1^{er} janvier 1945, et *gardien de la paix hors classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1944 : M. Mohamed ben Abdelkader ben Lakdar, gardien de la paix de 2^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juin 1944, *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946, et promu *gardien de la paix de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1946 : M. Mohamed ben Ahmed ben Abbas, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 22 juin 1944, *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946, et promu *gardien de la paix de 1^{re} classe* du 1^{er} décembre 1946 : M. Mohamed ben Bouazza ben Mohamed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 août 1945 : M. Mohammed ben Bouchaïb ben Faraji ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, *gardien de la paix de 2^e classe* à la même date, avec ancienneté du 1^{er} avril 1942, promu *gardien de la paix de 1^{re} classe* du 1^{er} mars 1945, et *gardien de la paix de classe exceptionnelle* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} mars 1945 : M. Mohamed ben Bouchaïb ben Feddel, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, *gardien de la paix de classe exceptionnelle* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1944, et *gardien de la paix hors classe* du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} février 1944 : M. Mohammed ben Bouchta ben Ahmed, gardien de la paix de 2^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1947, et gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 10 octobre 1946 : M. Miloudi ben Mohammed ben Ahmed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1946, avec ancienneté du 8 août 1944, et promu gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1946 ; M. Bouchta ben Mohamed ben Kaddour, gardien de la paix de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 4, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 25, 27, 28 et 31 mai, 1^{er} et 2 juin 1949.)

Sont nommés, après concours :

Inspecteurs de police mobile de sûreté stagiaires du 1^{er} mai 1949 : MM. Picrlovisi René, Salomond Marcel et Sautes Georges ;

Gardiens de la paix stagiaires du 1^{er} juin 1949 :

1^o Bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 :

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : MM. Albericci Blaise et Alirini Félix ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : MM. Anquine François et Chabbert Louis ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : M. Chable Jacques ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : M. Condi Jules ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : M. Doncarli Jean ;

Avec ancienneté du 15 avril 1949 : M. Droux Joseph-Pierre ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : MM. Frisoni Don Jacques et Giannorsi Louis ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : MM. Girardin Charles et Haurault Albert ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : M. Lefèvre Henri ;

Avec ancienneté du 11 avril 1949 : M. Masse Lucien ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : M. Puscedu Sauveur ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : MM. Risselin Louis, Roustic Roger et Royer Jean-Marie ;

Avec ancienneté du 11 avril 1949 : M. Santoni François ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : M. Tosi Charles ;

Avec ancienneté du 11 avril 1949 : M. Viard Jean-Marie ;

2^o Au titre normal :

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : M. Balducci Amédée ;

Avec ancienneté du 11 avril 1949 : MM. Bedet Jules et Bernat Pierre ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : M. Boissière René ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : M. Bonnefoy Henri ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : M. Bregeot Edmond ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : MM. Burger Robert et Cardot Jean ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : MM. Deiss Charles et Delaporte Louis ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : MM. Del Re Ange et Dottori Antoine ;

Avec ancienneté du 11 avril 1949 : M. Duffros Louis-Yves ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : MM. Enderlin Alfred et Erard Robert ;

Avec ancienneté du 5 avril 1949 : M. Fernando Jean ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : MM. Ferrandi Joseph et Gauze Dominique ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : M. Gazou Gervais ;

Avec ancienneté du 11 avril 1949 : MM. Gomez Jean et Grattarola Jacques ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : M. Igonnet André ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : MM. Lecomte André et Lemardeley Georges ;

Avec ancienneté du 11 avril 1949 : M. Lemire Jacques ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : M. Lévêque Joseph ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : MM. Lovichi Pierre-Augustin et Luisi Dominique ;

Avec ancienneté du 20 avril 1949 : M. Mierral Jacques ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : M. Milelli Jean-Baptiste ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : M. Moncho Louis ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : M. Monier Jacques ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : M. Nicolaï Paul ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : MM. Pascal Robert, Pellier René, Pequignot Maurice et Puigdevall Joseph ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : M. Quilici Xavier ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : M. Raufaste Pierre ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : M. René Charles ;

Avec ancienneté du 17 avril 1949 : MM. Sabatier Pierre, Sagne Jean et Salsmann Roger ;

Avec ancienneté du 10 avril 1949 : MM. Thibault Raymond et Tobie Georges ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1949 : MM. Tosi Noël et Tubœuf Gilbert ;

Avec ancienneté du 16 avril 1949 : M. Vidal André.

Sont reclassés, en application de l'article 7 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} octobre 1946 :

Inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 15 avril 1942, promu inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1945, inspecteur hors classe du 1^{er} janvier 1946, reclassé inspecteur hors classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 22 novembre 1943 : M. Ahmed ben Hassan ben Ahmed, inspecteur de 2^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} février 1946, nommé inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1947, inspecteur hors classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 23 janvier 1943 : M. Mohamed ben Ahmed ben Ahmed « Daoudi », gardien de la paix de 3^e classe.

Sont reclassés, en application de l'article 8 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} octobre 1946 :

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} avril 1947, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945 : M. Miloudi ben Salah ben Ameer ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945 : M. Mohamed ben Allal ben Ahmed ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1946 : M. Slimane ben el Arbi ben Abdellah, gardien de la paix de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 16, 25, 31 mai, 1^{er}, 2 et 13 juin 1949.)

Sont nommés gardiens de la paix stagiaires :

Du 1^{er} février 1949, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1949 (bénéficiaire du dahir du 11 octobre 1947) : M. Claren Lucien ;

Du 1^{er} mai 1949, avec ancienneté du 4 mars 1949 : M. Helme Marcel,

gardiens de la paix auxiliaires.

Sont titularisés et reclassés :

Du 1^{er} juin 1948 :

Gardien de la paix de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 27 août 1947 (bonifications pour services militaires : 79 mois 10 jours) : M. Ferrandi Don Pierre ;

Gardiens de la paix de 1^{re} classe :

Avec ancienneté du 29 août 1946 (bonifications pour services militaires : 68 mois 6 jours) : M. Bocognano Toussaint ;

Avec ancienneté du 6 mai 1946 (bonifications pour services militaires : 71 mois 17 jour) : M. Ceccaldi Jean-Antoine ;

Avec ancienneté du 22 mars 1947 (bonifications pour services militaires : 61 mois 11 jours) : M. Élia Jean ;

Avec ancienneté du 22 mars 1947 (bonifications pour services militaires : 61 mois 9 jours) : M. Fuentès Edmond ;

Avec ancienneté du 20 mai 1946 (bonifications pour services militaires : 71 mois 11 jours) : M. Viala André ;

Gardiens de la paix de 2^e classe :

Avec ancienneté du 18 mars 1948 (bonifications pour services militaires : 24 mois 25 jours) : M. Barthélemy Pierre ;

Avec ancienneté du 23 juillet 1947 (bonifications pour services militaires : 33 mois 20 jours) : M. Demange Paul ;

Avec ancienneté du 3 mars 1947 (bonifications pour services militaires : 37 mois 17 jours) : M. Moulis Henri ;

Avec ancienneté du 2 février 1948 (bonifications pour services militaires : 27 mois 23 jours) : M. Reyre Évaris ;

Gardiens de la paix de 3^e classe :

(Bonifications pour services militaires : 10 mois 26 jours) : M. Diaz Albert ;

Avec ancienneté du 18 juin 1946 (bonifications pour services militaires : 22 mois 2 jours) : M. Truchot Roland ;

Gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 26 mai 1947 (bonifications pour services militaires : 59 mois 14 jours) : M. Foreau Pierre ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 29 août 1946 (bonifications pour services militaires : 20 mois 24 jours) : M. Ginouves Francis,

gardiens de la paix stagiaires.

Sont incorporés dans les cadres de la police d'État, par permutation, et rayés des cadres de la police marocaine du 1^{er} juillet 1949 : MM. Deguerville Serge, gardien de la paix de 1^{re} classe, et Genin Pierre, gardien de la paix de classe exceptionnelle.

Sont incorporés dans les cadres de la police marocaine, par permutation, du 1^{er} juillet 1949 : MM. Baud René, gardien de la paix de 1^{re} classe, et Chevrel Bernard, gardien de la paix de 2^e classe, de la police d'État.

Sont reclassés, en application de l'article 7 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} octobre 1946 :

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} juillet 1945, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 7 janvier 1945 : M. Mohamed ben el Arbi ben Bouchta, inspecteur de 4^e classe ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1944, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1947, reclassé inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 mai 1945, promu inspecteur hors classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} août 1947 : M. Mohammed ben el Faradji ben Mohamed, inspecteur de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} avril 1945, promu inspecteur de 3^e classe du 1^{er} août 1948 : M. Mohammed ben el Kbir ben Mohammed, gardien de la paix de 3^e classe ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1944, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1946, reclassé inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 14 février 1945 : M. Mohammed ben Jelloul ben Hammou, inspecteur de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} mai 1946, avec ancienneté du 1^{er} août 1945, nommé inspecteur de 2^e classe du 1^{er} juillet 1947, inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} août 1947, reclassé inspecteur hors classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 21 novembre 1945 : M. Mohamed ben Hammadi ben Mati, gardien de la paix de 4^e classe ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} mai 1944, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1946 : M. Mohamed ben Hammou ben Madani, inspecteur de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945, nommé inspecteur de 3^e classe du 1^{er} juillet 1947, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945 : M. Mohamed ben Moulay Jaa ben Moulay Abdesslem, gardien de la paix de 3^e classe ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 2 novembre 1945 : M. Mohammed ben Smaïl ben Abdallah, inspecteur de 3^e classe ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1944, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} août 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} août 1945, promu inspecteur hors classe du 1^{er} janvier 1948 : M. Omar ben el Hachemi ben Et Tayebi, inspecteur de 4^e classe ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 mars 1945 : M. Tahar ben Youssef ben Brahim, inspecteur de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} août 1944, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} août 1946, nommé inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1947 : M. Ahmed ben Youssef ben Tahar « Doukkali », gardien de la paix de 4^e classe.

Sont reclassés, en application de l'article 8 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} octobre 1946 :

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} mai 1946, reclassé dans le même grade, à la même date, avec ancienneté du 30 novembre 1945 : M. Abdallah ben Abdallah ben X... ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, reclassé à la même date, avec ancienneté du 1^{er} février 1945 : M. Abdallah ben el Hachemi ben M'Barek ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, reclassé à la même date, avec ancienneté du 1^{er} mars 1945 : M. Abdallah ben Embark ben Bachir ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, reclassé à la même date, avec ancienneté du 2 octobre 1945 : M. Abdallah ben Houssine ben Ali ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1944, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 août 1942 : M. Abdallah ben Smaïl ben Brahim ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} août 1946 : M. Abderrahmane ben Youssef ben Abderrahman, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} avril 1945, nommé inspecteur de 3^e classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 8 novembre 1944 : M. Abdesselam ben Ali ben Kada, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} mai 1943, gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} août 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1947, gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 18 mai 1947 : M. Abdesselam ben el Mahjoub ben el Arbi, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} mai 1946, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 20 février 1946 : M. Abbib ben el M'Kaddem ben Abdelkader, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon) du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 16 mars 1943, gardien de la paix hors classe (2^e échelon) du 1^{er} juillet 1945, gardien de la paix hors classe du 1^{er} janvier 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1945 : M. Ali ben Mohammed ben Embarek, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944, nommé inspecteur de 3^e classe du 1^{er} septembre 1947, remis gardien de la paix du 1^{er} novembre 1947, reclassé gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} mars 1945 : M. Aomar ben Ali ben Hammou, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 22 décembre 1945 : M. Ben Aïssa ben Hadj Mohammed ben Mohammed Balafridz ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} février 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 15 septembre 1945 : M. Boujema ben Mohamed ben M'Barck, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 16 juillet 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 septembre 1945 : M. Bouzid ben Ali ben Kassem, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 16 décembre 1943, gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} avril 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 29 décembre 1945 : M. Dehmane ben Mohamed ben Cherki, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, reclassé gardien de la paix hors classe (2^e échelon) à la même date, reclassé gardien de la paix hors classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1943 : M. M'Hamed ben Lomar ben Kaddour, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 16 février 1944, promu gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1945 : M. M'Hammed ben Mohammed ben el Arbi, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, reclassé gardien de la paix hors classe (2^e échelon) à la même date, reclassé gardien de la paix hors classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1943 : M. Miloudi ben Bouazza, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1947 : M. Mohamed ben Ahmed ben Mohamed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} mai 1944, gardien de la paix hors classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 22 janvier 1943 : M. Mohamed ben Allal ben Ahmed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 15 janvier 1945, promu gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} avril 1946 : M. Mohammed ben el Allami ben Thami, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1947, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 mars 1945 : M. Mohammed ben el Arbi ben Mohammed ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1944 : M. Mohammed ben el Arbi ben X..., gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945 : M. Mohammed ben el Haj ben Allal, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1944, gardien de la paix de 2^e classe à la même date, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1947 : M. Mohammed ben el Mekki ben X..., gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} février 1944 : M. Mohammed ben Lahsen ben X... el Krafi, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} avril 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 9 juillet 1946 : M. Mohammed ben Laimeur ben el Arbi, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1942, promu gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} octobre 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1945 : M. Mohamed ben M'Barck Hadj, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1945 : M. Mohammed ben M'Hammed ben Bouali ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} mai 1943, promu gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} novembre 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1947, reclassé gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1947 : M. Mohammed ben Mohammed ben Hamidou, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juin 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1947 : M. Mohamed ben Salah ben Mohammed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1942, gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} décembre 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, reclassé gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 21 février 1946 : M. Mohammed ben Thami ben Bouazza, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 23 janvier 1942, promu gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} mars 1943, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1947 : M. Mohamed ben Thami ben Mohamed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1947 : M. Mohammed ben Thami ben Omar, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} mars 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} mars 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 3 décembre 1945 : M. Moulay Omar ben Cherif ben Tahar, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 16 novembre 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 juin 1946 : M. Mouloud ben Jilali ben Mohammed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1943, gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} novembre 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1947, gardien de la paix hors classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 18 juillet 1946, nommé inspecteur hors classe du 1^{er} août 1948 : M. Zemmour ben Mohammed ben Haj Aneur, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} février 1944 : M. Allal ben Salem ben Khalifa.

(Arrêtés directoriaux des 13, 16, 17, 19, 23, 31 mai, 7, 8, 9, 10 et 12 juin 1949.)

Sont titularisés et reclassés :

Secrétaire de police de 3^e classe du 1^{er} janvier 1949, avec ancienneté du 1^{er} août 1945 : M. Ismaïl Moulay Ahmed Allaoui, secrétaire de police stagiaire ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 3 mai 1949 : M. Armaignac Jean, gardien de la paix stagiaire.

Sont reclassés, en application de l'article 7 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} octobre 1946 :

Inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1944, inspecteur hors classe du 1^{er} janvier 1946 : M. Abbès ben Mohamed ben Abbès, inspecteur de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} février 1944, promu inspecteur de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 8 avril 1943, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} avril 1948, avec ancienneté du 1^{er} mai 1944 : M. Ahmed ben Abdallah ben Mohamed, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 8 juillet 1945, nommé inspecteur de 3^e classe du 1^{er} août 1948 : M. Ahmed ben Driss ben X..., gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} avril 1944, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1946, promu inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 7 avril 1946 : M. Ahmed ben Moulay el Kbir ben Kaddour, gardien de la paix de 4^e classe ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} avril 1945, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 décembre 1945 : M. Et Tahar ben Hammou ben Hoçaine, inspecteur de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 20 octobre 1943, promu gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} décembre 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945, nommé inspecteur de 2^e classe du 1^{er} juillet 1947, inspecteur de 1^{re} classe à la même date, avec ancienneté du 8 août 1945, inspecteur hors classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1947 : M. Hammou ben Omar ben Hammou, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1943, gardien de la paix de 3^e classe et gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1945, nommé inspecteur de 2^e classe du 1^{er} juillet 1947, inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 décembre 1946 : M. Kebir ben Semmane ben Haddou, gardien de la paix de 4^e classe ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1944, promu inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} août 1946, inspecteur hors classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 17 octobre 1945 : M. Lahsèn ben Ali ben Lahsèn, inspecteur de 4^e classe ;

Inspecteur de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 22 août 1944, promu inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1946 : M. Larbi ben Abderrahmane ben Larbi, inspecteur de 4^e classe ;

Inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 16 mars 1944, inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1946, inspecteur hors classe du 1^{er} avril 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 juin 1944 : M. Mohamed ben Abbas ben Moulaye Ali, inspecteur de 3^e classe ;

Gardien de la paix hors classe (2^e échelon) du 1^{er} janvier 1945, nommé inspecteur de police sous-brigadier du 1^{er} octobre 1945, inspecteur sous-chef du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 15 mai 1944, inspecteur sous-chef hors classe (1^{er} échelon) du 1^{er} septembre 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 25 novembre 1944 : M. Mohamed ben Hadj ben Larbi ben Hamou, gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon) ;

Inspecteur hors classe (1^{er} échelon), avec ancienneté du 1^{er} novembre 1943, promu inspecteur hors classe (2^e échelon) sous-brigadier du 1^{er} novembre 1945, reclassé inspecteur sous-chef du 1^{er} janvier 1946, promu inspecteur sous-chef hors classe (1^{er} échelon) du 1^{er} mai 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 17 septembre 1946 : M. Moussa ben Ahmed ben Mourjani, inspecteur de 3^e classe.

Sont reclassés, en application de l'article 8 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} octobre 1946 :

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} février 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1946, gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 4 juillet 1945 : M. Abdelaziz ben Omar ben el Hadj Ahmed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} avril 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1947, gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 17 novembre 1945 : M. Ahmed ben Mohammed ben Hammouche, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1947, gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 mars 1946 : M. Ahmed ben Rahhal ben Bou Abid, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} octobre 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 23 juin 1944 : M. Ahmed ben Thami ben Amar, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1942, gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} mars 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1947, gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 24 avril 1946 : M. Bekkaye ben Kaddour ben Ahmed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1944, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1947, gardien de la paix hors classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 6 novembre 1946 : M. Belkassam ben Salah ben Haj, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 16 novembre 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 3 juin 1945 : M. Belkeir ben Mohammed ben Ali, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} juin 1943, promu gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} octobre 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 décembre 1944 : M. El Abdi ben Rahhal ben Mohamed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} août 1944, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 18 août 1943 : M. Embark ben Faradji, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} août 1944, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1946, reclassé gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 juillet 1946 : M. Habib ben Nouar ben Habib, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} novembre 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1942, gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} août 1944, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 octobre 1943 : M. Harnida ben Mohamed ben Larbi, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} février 1944, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} février 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} février 1945 : M. Hassane ben Mohamed ben Hammou, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} avril 1944, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 21 décembre 1944 : M. Kacem ben Ahmed ben Tahar, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} mars 1945,

reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 mai 1944 : M. Kaddour ben Abdesselam ben Mohamed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1943, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} février 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 14 mai 1945 : M. Kebir ben Boualem ben Mohamed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1946, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 janvier 1945 : M. Lahsen ben el Arbi ben X..., gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} août 1944, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} août 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 octobre 1945 : M. Lahsen ben Mohamed ben Ali, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} mai 1945, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 10 décembre 1945 : M. Lehalla ben Ahmed ben Mohammed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} mai 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 2 novembre 1944 : M. Mahmoud ben Salem ben Messaoud, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1942, promu gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} mars 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} août 1947, gardien de la paix hors classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 20 juin 1947 : M. M'Barck ben Ahmed ben Farès, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1942, promu gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} février 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} février 1945, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1947, gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 août 1947 : M. M'Barck ben Ali ben M'Barck, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1947, reclassé gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 mai 1947 : M. Mohammed ben Abdallah ben X..., gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1944, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1947, reclassé gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 14 avril 1946 : M. Mohamed ben Ali ben Slimane, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 mars 1945 : M. Mohammed ben Aïssa ben Mohamed, gardien de la paix de 4^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 4, 9, 12, 13, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 27, 28 et 31 mai 1949.)

Est promu commissaire de police de 4^e classe du 1^{er} avril 1949 : M. Nicolai Annibal, inspecteur-chef de 3^e classe (1^{er} échelon).

Est titularisé et reclassé gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} août 1948, avec ancienneté du 22 juillet 1946 (bonifications pour services militaires : 70 mois 11 jours) : M. Witz Camille, gardien de la paix stagiaire.

Sont reclassés, en application de l'article 7 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} octobre 1946 :

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 16 février 1943, gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} mai 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 juillet 1946, nommé inspecteur de 1^{re} classe du 1^{er} août 1948 : M. Ahmed ben el Arbi ben Mati, gardien de la paix de 4^e classe ;

Inspecteur de 4^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1943, nommé inspecteur de 3^e classe du 1^{er} décembre 1945, inspecteur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 février 1945 : M. Salem ben Mohammed ben Haddi, inspecteur de 4^e classe.

Sont reclassés, en application de l'article 8 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} octobre 1946 :

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} avril 1943, gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} octobre 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1945, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 11 août 1945 : M. Ahmed ben el Alga M'Hammed, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944, promu gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 mars 1945 : M. Ahmed ben Mohammed ben Ali, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946, gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 septembre 1945 : M. Boujema ben Ahmed ben Mohamed, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1947, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 février 1945 : M. Omar ben Mohammed ben el Ayachi, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} juin 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1947, et gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 3 septembre 1946 : M. Rahhal ben El Maati ben Mohamed, gardien de la paix de 3^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1943, gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} septembre 1945, gardien de la paix de 2^e classe, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 décembre 1946 : M. Saïd ben Abderrahman ben Ali, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1943, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1945 et gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1945 : M. Salem ben Bennani ben Mohamed, gardien de la paix de 2^e classe ;

Gardien de la paix de 4^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 10 avril 1943, gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} octobre 1945, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 décembre 1944 : M. Salem ben M'Barck ben Messaoud, gardien de la paix de 4^e classe ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1944, gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} janvier 1946, promu gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} février 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 avril 1945, promu gardien de la paix de classe exceptionnelle du 1^{er} janvier 1948 : M. Slimane ben Ahmed ben Ali, gardien de la paix de 4^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 31 mai, 1^{er}, 13 et 14 juin 1949.)

Sont reclassés, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945 :

Surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 5 avril 1943, promu surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1945, surveillant commis-greffier de 3^e classe du 1^{er} novembre 1946 avec ancienneté du 1^{er} juillet 1945 et surveillant commis-greffier de 2^e classe du 1^{er} août 1947 : M. Borreil Dominique, surveillant de prison de 3^e classe ;

Surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 28 août 1943, promu surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1946 et surveillant commis-greffier de 3^e classe du 1^{er} décembre 1946 avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946 : M. Rooy Arnaud, surveillant de prison de 3^e classe ;

Surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 23 septembre 1943, promu surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1945, premier surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} décembre 1946 avec ancienneté du 1^{er} décembre 1945 et premier surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} décembre 1947 : M. Valéry Joseph, surveillant de prison de 4^e classe ;

Surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1943, promu surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} février 1946 et premier surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} septembre 1948 : M. Rolland Paul, surveillant de prison de 2^e classe ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1944, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} octobre 1946, premier surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} novembre 1946 et premier surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} novembre 1948 : M. Bailly Marcel, surveillant de prison de 5^e classe ;

Surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 12 décembre 1943, promu premier surveillant de prison spécialisé de 5^e classe du 1^{er} janvier 1945 avec ancienneté du 12 décembre 1943, premier surveillant de prison spécialisé de 4^e classe du 1^{er} février 1945, premier surveillant de prison spécialisé de 3^e classe du 1^{er} février 1947 et premier surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} février 1949 : M. Aupetit André ;

Surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1943, premier surveillant de prison spécialisé de 5^e classe du 1^{er} janvier 1945 avec ancienneté du 1^{er} décembre 1943, promu premier surveillant de prison spécialisé de 4^e classe du 1^{er} février 1945, premier surveillant de prison spécialisé de 3^e classe du 1^{er} février 1947 et premier surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} mars 1949 : M. Deruyck Eugène ;

Surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 17 novembre 1943, premier surveillant de prison spécialisé de 5^e classe du 1^{er} janvier 1945 avec ancienneté du 17 novembre 1943, promu premier surveillant de prison spécialisé de 4^e classe du 1^{er} février 1945, premier surveillant de prison spécialisé de 3^e classe du 1^{er} février 1947 et premier surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} avril 1949 : M. Barrière Gaston,

premiers surveillants de prison spécialisés de 6^e classe ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 18 mai 1944, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} juillet 1946, surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} août 1948 et premier surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} septembre 1948 : M. Grosjean Joseph, surveillant de prison stagiaire ;

Surveillants de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945 :

Avec ancienneté du 16 novembre 1938 : M. Klein Maurice ;

Avec ancienneté du 8 juin 1941 : M. Monti San Dominique ;

Avec ancienneté du 22 avril 1942 : M. Casse Roger,

surveillants de prison de 1^{re} classe ;

Avec ancienneté du 25 novembre 1942 : M. Calova Marcel ;

Avec ancienneté du 11 octobre 1943 : M. Quilichini Paul,

surveillants de prison de 2^e classe ;

Surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 3 août 1942, promu surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945 : M. Martin Marcel ;

Surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1944, promu surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1946 : M. Martin-Garrin Elie,

surveillants de prison de 3^e classe ;

Surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} avril 1944, promu surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1946 : M. Guyot René, surveillant de prison de 4^e classe ;

Surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 16 septembre 1944, promu surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1946 : M. Dintzer Jean, surveillant de prison de 3^e classe ;

Surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944, promu surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1946 : M. de Bono Antoine ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 5 janvier 1943, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} février 1945 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} février 1947 : M. Santoni Félix,

surveillants de prison de 4^e classe ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 28 février 1943, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} mars 1945 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} mars 1947 : M. Michaud Marcel, surveillant de prison de 3^e classe ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 16 avril 1943, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} août 1945 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948 : M. Poli Xavier ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 7 juin 1943, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} novembre 1945 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} mars 1948 : M. Rousset-Rousseton France ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 18 mars 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} mai 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1948 : M. Cipriani François ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} février 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} avril 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1948 : M. Moziconacci Dominique ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 26 avril 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} juin 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948 : M. Fenoy Lucien ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} avril 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948 : M. Quezada Henri ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} mars 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} août 1948 : M. Combes Robert,

surveillants de prison stagiaires ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 11 juillet 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} août 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} août 1948 : M. Francon Jean ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} août 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} août 1948 : M. Iborra Martinod-Emmanuel ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 8 août 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} septembre 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1948 : M. Tribert Martial ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 28 mai 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} août 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1948 : M. Fournier Maurice ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 29 septembre 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} février 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} février 1949 : M. Nasica Jean ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 3 août 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} décembre 1946 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} mars 1949 : M. Mouret Jean ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 13 décembre 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} février 1947 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} mars 1949 : M. Orosco Jean,

surveillants de prison de 4^e classe ;

Surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1943, promu surveillant de prison spécialisé de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1945 : M. Soler Pierre, surveillant de prison spécialisé de 3^e classe.

Surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1943, promu surveillant de prison spécialisé de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1946 : M. Laurent Alain ;

Surveillant de prison spécialisé de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 20 avril 1944, promu surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} juin 1946 et surveillant de prison spécialisé de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948 : M. Rodriguez Joseph ;

Surveillant de prison spécialisé de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 7 avril 1943, promu surveillant de prison spécialisé de 3^e classe du 1^{er} mai 1945, surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} mai 1947 et surveillant de prison spécialisé de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1949 : M. Zani Mathieu,

surveillants de prison spécialisés de 4^e classe ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 25 octobre 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} mars 1947 : M. Castiglia Michel ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 8 octobre 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} mars 1947 : M. Mahé Edouard,

surveillants de prison de 4^e classe ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 18 mars 1945, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} juin 1947 : M. Dura Serge, surveillant de prison stagiaire ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 14 décembre 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} octobre 1947 : M. Petitjean-Pierre ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 4 septembre 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} décembre 1947 : M. Allié René,

surveillants de prison de 4^e classe ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1943, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} novembre 1945 et surveillant de prison de 1^{re} classe du 1^{er} février 1948, remis surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} février 1948 : M. Scaglia Antoine, surveillant de prison de 5^e classe ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 1^{er} avril 1944, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} juillet 1946 et surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} septembre 1948 : M. Lopez Paul ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 9 septembre 1944, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} novembre 1946 et surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} décembre 1948 : M. Martin Jean-Paul ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1945, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} février 1947 et surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} mars 1949 : M. Giangrasso Antoine,

surveillants de prison stagiaires ;

Surveillant de prison spécialisé de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1943, promu surveillant de prison spécialisé de 3^e classe du 1^{er} mai 1945 et surveillant de prison spécialisé de 2^e classe du 1^{er} septembre 1947 : M. Clément Vincent, surveillant de prison spécialisé de 4^e classe ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 7 décembre 1943 : M. Forni Baptiste, surveillant de prison de 4^e classe ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} mai 1947, avec ancienneté du 18 janvier 1945, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} mai 1947 : M. Bodet André ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 28 novembre 1944, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} juin 1947 : M. Vessigault Lucien ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 14 décembre 1944, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} juillet 1947 : M. Galvic Alexis ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1945, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} juillet 1947 : M. Joyer Marcel ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 20 mai 1945, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} octobre 1947 : M. Fabrègon Charles ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 24 septembre 1945, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1948 : M. Mondoloni Antoine ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 17 septembre 1945, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1948 : M. Pecullo Pierre ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 13 août 1945, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} mars 1948 : M. Chapuis Régis ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 12 mai 1946, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948 : M. Denis Marcel ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 6 janvier 1946, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} août 1948 : M. Mathon Pierre ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 10 mars 1946, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} octobre 1948 : M. Coll Gaston ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 29 août 1946, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} octobre 1948 : M. Rodriguez Célestin ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 13 juin 1944, promu surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} décembre 1946 et surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} février 1949 : M. Faure Marcel ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 3 juin 1946, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} février 1949 : M. Guidicelli Jean ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 8 novembre 1946, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} février 1949 : M. Pouilly Noël ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 1^{er} juin 1944, promu surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} décembre 1946 et surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} mars 1949 : M. Ponzé Antoine ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 22 décembre 1944, promu surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} février 1947 et surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} mars 1949 : M. Santana Antoine ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 27 novembre 1946, promu *surveillant de prison de 3^e classe* du 1^{er} avril 1949 : M. Bugliery Léon ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 13 décembre 1946 : M. Marcerou Roger ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 19 juin 1945, promu *surveillant de prison de 4^e classe* du 1^{er} juillet 1947 : M. Fernandez Louis ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 2 avril 1945, promu *surveillant de prison de 4^e classe* du 1^{er} juillet 1947 : M. Giacomoni Marc ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 29 août 1947 : M. Ciry Louis ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 29 juin 1945, promu *surveillant de prison de 4^e classe* du 1^{er} février 1948 : M. Morroni Ange ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 22 février 1946, promu *surveillant de prison de 4^e classe* du 1^{er} juillet 1948 : M. Le Dars Jean ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 19 mars 1946, promu *surveillant de prison de 4^e classe* du 1^{er} juillet 1948 : M. Mula Antoine ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} décembre 1946, avec ancienneté du 2 avril 1946, promu *surveillant de prison de 4^e classe* du 1^{er} août 1948 : M. Paoli Marc ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 16 décembre 1946, promu *surveillant de prison de 4^e classe* du 1^{er} février 1949 : M. Marras Lucien ;

Surveillant de prison de 5^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 22 janvier 1947, promu *surveillant de prison de 4^e classe* du 1^{er} mars 1949 : M. Pecullo Louis ;

Surveillant de prison de 6^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 24 avril 1947, promu *surveillant de prison de 5^e classe* du 1^{er} juin 1948 : M. Guidicelli Joseph ;

Surveillant de prison de 6^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} août 1946, promu *surveillant de prison de 5^e classe* du 1^{er} septembre 1948 : M. Rouillard Louis,

surveillants de prison stagiaires ;

Surveillante de prison principale de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1943 : M^{me} Bouvié Isabelle, surveillante de prison de 1^{re} classe ;

Surveillante de prison principale de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1942, promu *surveillante de prison principale de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945 : M^{me} Normand Honorine, surveillante de prison de 2^e classe ;

Surveillante de prison principale de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1942, promu *surveillante de prison principale de 2^e classe* du 1^{er} mars 1945 et *surveillante de prison principale de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1947 : M^{me} Acquaviva Anna, surveillante de prison de 1^{re} classe ;

Surveillante de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1943, *surveillante de prison de 2^e classe* du 1^{er} février 1945 avec ancienneté du 1^{er} juillet 1943, promu *surveillante de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} octobre 1945 : M^{me} Carloti Françoise, surveillante de prison de 2^e classe ;

Surveillante de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1942, promu *surveillante hors classe* du 1^{er} janvier 1945, reclassée *surveillante de prison de 2^e classe* du 1^{er} février 1945 avec ancienneté du 1^{er} janvier 1945, promu *surveillante de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} avril 1947 : M^{me} Bouteiller Marié, surveillante de prison de 1^{re} classe ;

Surveillante de prison de 4^e classe du 6 septembre 1948, avec ancienneté du 1^{er} juin 1946, promu *surveillante de prison de 3^e classe* du 6 septembre 1948 : M^{me} Taddéi Marie, surveillante de prison de 6^e classe ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 8 octobre 1939, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 28 novembre 1935 (bonifications pour services militaires : 46 mois 10 jours) : M. Aomar Kabbour, n° 17 ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 8 décembre 1937, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 25 septembre 1937 (bonifications pour services militaires : 2 mois 13 jours) : M. Aomar ben Ali, n° 14,

gardiens de prison de 1^{re} classe ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1943, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 21 janvier 1938 (bonifications pour services militaires : 55 mois 5 jours) : M. Mohamed ben Kacem, n° 65 ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 29 août 1938 : M. Bouchaïb ben Abdelkader, n° 25 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 16 mars 1940 (bonifications pour services militaires : 57 mois 15 jours) : M. Messaoud ben Straa, n° 83 ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1944, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 22 avril 1940 (bonifications pour services militaires : 51 mois 9 jours) : M. Mimoun ben el Hadj, n° 74,

gardiens de prison de 3^e classe ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 3 mai 1940 : M. Bouchta ben Abdelkader, n° 26, gardien de prison de 1^{re} classe ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 9 mars 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} avril 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1940 (bonifications pour services militaires : 57 mois) : M. Ali ben Hamad, n° 6, gardien de prison de 3^e classe ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1943, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 20 juillet 1940 (bonifications pour services militaires : 38 mois 11 jours) : M. Aomar ben Ahmed, n° 15, gardien de prison de 2^e classe ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1940, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 3 août 1940 (bonifications pour services militaires : 28 jours) : M. Hamouane ben Saïd, n° 36, gardien de prison de 1^{re} classe ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juin 1942, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 21 décembre 1940 (bonifications pour services militaires : 48 mois 10 jours) : M. Rahal ben Mohamed, n° 85, gardien de prison de 3^e classe ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 15 janvier 1941 : M. Ahmed ben Embark, n° 9, gardien de prison de 1^{re} classe ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 14 février 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} juillet 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 7 avril 1941 (bonifications pour services militaires : 50 mois 23 jours) : M. Mohamed ben Miloudi, n° 72, gardien de prison de 3^e classe ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 3 juillet 1941 : M. Abdallah ben Mohamed ben Abdallah, n° 1, gardien de prison de 3^e classe ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 8 juillet 1941 : M. Salah ben Mohamed, n° 89, gardien de prison de 1^{re} classe ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} mai 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} septembre 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 5 décembre 1941 (bonifications pour services militaires : 44 mois 25 jours) : M. Madjoub ben Barek, n° 77 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 10 février 1943, promu *gardien de prison hors classe*

du 1^{er} avril 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 28 avril 1942 (bonifications pour services militaires : 35 mois 2 jours) : M. Lyazit ben Brahim, n° 49,

gardiens de prison de 3^e classe ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1942, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} mai 1945, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1942 (bonifications pour services militaires : 30 mois) : M. Abdelkader ben Salah, n° 4, gardien de prison de 2^e classe ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 9 août 1941, reclassé *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1944 (mesure disciplinaire), reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 4 février 1943 (bonifications pour services militaires : 16 mois 26 jours) : M. Mohamed ben M'Hamed ben Chchbah, n° 69, gardien de prison de 1^{re} classe ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1942, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} mars 1945, *gardien de prison hors classe* du 1^{er} juillet 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 3 mai 1943 (bonifications pour services militaires : 49 mois 28 jours) : M. M'Hamed ben Mohamed Oujdi, n° 70, gardien de prison de 3^e classe ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 21 octobre 1940, reclassé *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1943 (mesure disciplinaire), reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} juin 1943 (bonifications pour services militaires : 6 mois) : M. Kaddour ben Mohamed, n° 39, gardien de prison de 2^e classe ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} février 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 28 juillet 1943 (bonifications pour services militaires : 30 mois 3 jours) : M. Ahmed ben Messaoud, n° 11 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1943, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1945, *gardien de prison hors classe* du 1^{er} novembre 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 19 septembre 1943 (bonifications pour services militaires : 49 mois 12 jours) : M. Brahim ben Allal, n° 28 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juin 1944, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} juillet 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1944 (bonifications pour services militaires : 30 mois) : M. Ben Hamida ben Aomar, n° 21 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 20 août 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1944 (bonifications pour services militaires : 24 mois) : M. M'Hamed ben Miloud Mustapha, n° 80 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} avril 1945, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1942, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} avril 1945, *gardien de prison hors classe* du 1^{er} juin 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 25 mars 1944 (bonifications pour services militaires : 38 mois 6 jours) : M. Mohamed ben Aomar, n° 55 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1945, avec ancienneté du 8 mai 1944, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} août 1946, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} août 1944 (bonifications pour services militaires : 24 mois) : M. Mohamed ben Larbi ben Mohamed, n° 66 ;

Gardiens de prison hors classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1944 : M. Bellal ben Belkef, n° 24, et M. M'Hamed ben Larbi, n° 79 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} août 1942, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1945 : M. Hamouad ben Ali, n° 95 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1942, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1945, *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1947, reclassé dans le même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 20 mars 1945 (bonifications pour services militaires : 21 mois 11 jours) : M. Mokhtar ben Bouazza, n° 75 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} mai 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} juin 1945 : M. Thami ben Driss, n° 91.

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 23 août 1944, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1947, reclassé *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 19 juin 1945 (bonifications pour services militaires : 42 mois 12 jours) : M. Daoud ben Mohamed, n° 30 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} septembre 1945 : M. Mohamed ben Cherki, n° 59 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 15 novembre 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} décembre 1945 : M. M'Barck ben Lahoussine, n° 82 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1946 : M. Mohamed ben el Arbi Bouazza, n° 61 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 15 novembre 1943, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1946 : M. Rabal ben Tahar, n° 86 ;

Gardien de prison hors classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} mars 1946 : M. Ali ben Djilali ben Ahmed, n° 110 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1942, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1945, et *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1947 : M. Mohamed ben Kaddour ben Hadj, n° 64 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1942, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1945 et *gardien de prison hors classe* du 1^{er} mars 1947 : M. Larbi ben Allal, n° 42 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} mai 1943, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} mai 1945 et *gardien de prison hors classe* du 1^{er} mai 1947 : M. Fatah ben M'Barck, n° 41 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1945, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1944, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} juin 1947 : M. Rabal ben Kaddour, n° 84 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 16 novembre 1941, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945, *gardien de prison hors classe* du 1^{er} avril 1948 : M. Abdelkader ben Aomar, n° 2 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} février 1944, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} avril 1946 et *gardien de prison hors classe* du 1^{er} juin 1948 : M. Lahcen ben Bougrine, n° 48 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1946, avec ancienneté du 22 octobre 1945, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} août 1948 : M. Mohamed ben Amar, n° 54 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 16 juin 1946, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} janvier 1949 : M. Bouchaïb ben el Arbi ben Djilali, n° 138 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 10 novembre 1946, promu *gardien de prison hors classe* du 1^{er} mars 1949 : M. Abdallah ben Mohamed ben Ahmed, n° 97 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} mars 1944, promu *gardien de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1947 : M. Thami ben Mohamed ben Birouk, n° 92 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} avril 1947 : M. Mohamed ben Alizehari, n° 200 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} juin 1947 : M. Ahmed ben Ahmed ben Mohamed, n° 125 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 7 décembre 1945, promu gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948 : M. Boudjemaa ben Faradji, n° 142 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juin 1945, avec ancienneté du 23 mai 1945, promu gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1948 : M. Moktar ben Abbès, n° 76 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} juin 1945, promu gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948 : M. El Kebir ben Mohamed, n° 162 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948 : M. Fatah ben Belkeïr, n° 170 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 7 novembre 1945, promu gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1948 : M. Mohamed ben M'Hamed ben el Mekki, n° 213 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 7 mai 1946, promu gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1948 : M. Sliman ben Abdelkader, n° 238 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} juin 1946, promu gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1948 : M. Bachir ben Djilali ben M'Hamed, n° 131 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} août 1946, promu gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1948 : M. Mohamed ben Driss Bouarfa, n° 203 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1946, promu gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} février 1949 : M. En Nouar ben Mohamed, n° 167 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 7 août 1946, promu gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} février 1949 : M. Mohamed ben Ali Bouali, n° 198 ;

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 20 août 1944, promu gardien de prison hors classe du 1^{er} mars 1949, reclassé par mesure disciplinaire gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} mars 1949 : M. Aomar ben Ahmed ben Mohamed, n° 16 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 7 septembre 1946, promu gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1949 : M. Saïd ben Bouchaïb ben Abdallah, n° 234 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 7 mars 1947 : M. Sellam ben Alla, n° 239 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} avril 1947 : M. Abdesselem ben Mohamed, n° 129 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} juin 1947 : M. Brick ben Abdelkader, n° 145 ;

Gardien de prison de 2^e classe du 1^{er} juillet 1948, avec ancienneté du 1^{er} juin 1947 : M. Jilali ben Abdelkader ben Ali, n° 172, gardiens de prison de 3^e classe ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945 et surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 10 octobre 1944 : M. Noiray André, surveillant de prison de 4^e classe ;

Surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juin 1944, promu surveillant de prison de 2^e classe du 1^{er} août 1946 : M. Matéos-Ruiz Paul, surveillant de prison de 4^e classe ;

Surveillant de prison de 4^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 4 décembre 1945, promu surveillant de prison de 3^e classe du 1^{er} mai 1948 : M. Petitjean Pierre, surveillant stagiaire,

Gardien de prison de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 3 août 1944, promu gardien de prison hors classe du 1^{er} novembre 1946 : M. Mohamed ben Hammou, n° 62 ;

Gardien de prison de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945 et gardien de prison hors classe à compter de la même date, avec ancienneté du 1^{er} juin 1943 : M. Lakdar ben Djilali, n° 46,

*gardiens de prison de 3^e classe.
(Arrêtés directoriaux des 23 mars 1949, 12 mai, 19 mai, 1^{er} et 3 juin 1949.)*

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et nommé *agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon (chauffeur, d'auto et de camion)* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 3 février 1943, 5^e échelon du 1^{er} mars 1946 et 6^e échelon du 1^{er} mars 1949 : M. Amra Tahar. (Arrêté directorial du 5 mars 1949.)

* * *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Est nommé *ingénieur adjoint des travaux publics de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1949 : M. Baux Armand, ingénieur adjoint T.P.E. de 1^{re} classe, en service détaché au Maroc. (Arrêté directorial du 16 mai 1949.)

Est rapporté l'arrêté directorial du 26 octobre 1948 nommant sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon, M. Outaleb Mohamed ben Lakkdar, agent journalier. L'intéressé est nommé *agent public de 4^e catégorie, 7^e échelon (ouvrier routier)* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 25 février 1943 (34 mois 6 jours). (Arrêté directorial du 8 juin 1949.)

Est nommé *agent technique de 1^{re} classe* du 1^{er} juillet 1949 : M. Mouchet Albert, agent technique de 2^e classe. (Arrêté directorial du 4 juin 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est nommé *chef cantonnier de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 22 septembre 1945 : M. Martinez Manuel, agent journalier. (Arrêté directorial du 31 mars 1949.)

Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1949 :

Employée public de 3^e catégorie, 9^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1948 : M^{lle} Bayle Marie, secrétaire ;

Employé public de 4^e catégorie, 7^e échelon, avec ancienneté du 25 décembre 1947 : Si Kacem ben Si M'Hammed Daghmi, calqueur interprète.

(Arrêtés directoriaux des 14 et 31 mars 1949.)

* * *

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS.

Est nommé *inspecteur adjoint de l'agriculture de 4^e classe* du 1^{er} avril 1949 : M. Perrin de Brichambaut, inspecteur adjoint de l'agriculture de 5^e classe. (Arrêté directorial du 22 avril 1949.)

Sont promus :

Ingénieur géomètre principal hors classe du 1^{er} juin 1949 : M. Chapeau Georges, ingénieur géomètre principal de 1^{re} classe ;

Dessinateur-calculateur principal de 2^e classe du 1^{er} juillet 1949 : M. Clavel Eugène, dessinateur-calculateur principal de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 20 et 15 juin 1949.)

* * *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Sont reclassés :

Maître de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} mai 1947, avec 2 ans 8 mois 18 jours d'ancienneté ; M. Bufort Albert ;

Professeur adjoint d'éducation physique et sportive de 2^e classe (cadre unique) du 1^{er} janvier 1948, avec 1 an 6 mois d'ancienneté : M. Chaussal René.

(Arrêtés directoriaux du 16 juin 1949) ;

Instituteur de 5^e classe du 1^{er} janvier 1949, avec 1 an 3 mois 6 jours d'ancienneté (bonifications pour services militaires : 3 ans 3 mois 6 jours) : M. Aitelhaoussine Joseph (arrêté directeurial du 25 mai 1949) ;

Professeur chargé de cours de 6^e classe du 1^{er} janvier 1943, avec 5 ans 2 mois 12 jours d'ancienneté, promu professeur chargé de cours de 5^e classe du 1^{er} janvier 1943, avec 2 ans d'ancienneté, professeur chargé de cours de 4^e classe du 1^{er} janvier 1944 et professeur licencié (cadre normal) de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947 : M. Mula Joseph (arrêté directeurial du 16 mai 1949) ;

Instituteur de 5^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec 1 an 5 mois 29 jours (bonifications pour services militaires : 3 ans 5 mois 29-jours) : M. Hakem Mohamed (arrêté directeurial du 23 mai 1949).

Est promu météorologiste de 6^e classe du 1^{er} mai 1948 : M. Carlu Henri. (Arrêté directeurial du 2 juin 1949.)

Est rangé dans la 3^e classe des professeurs agrégés (cadre normal) du 1^{er} octobre 1948, avec 2 ans 8 mois d'ancienneté : M. Bayssière André.

Est promue institutrice de 4^e classe du 1^{er} janvier 1946 : M^{lle} Cosnard Jeanne.

(Arrêtés directeuriaux du 1^{er} juin 1949.)

Sont promus :

Conservateur adjoint de 3^e classe du 1^{er} septembre 1948 : M. de Cossé-Brissac Philippe, archiviste de 1^{re} classe (arrêté directeurial du 10 juin 1949) ;

Instituteur de 3^e classe (cadre particulier) du 1^{er} juin 1949 : M. Abaroudi Moktar (arrêté directeurial du 3 mars 1949).

M^{lle} Boulmier, institutrice des cadres métropolitains en service détaché au Maroc en qualité d'institutrice hors classe, est remise à la disposition de son administration d'origine et rayée des cadres du 29 août 1948. (Arrêté directeurial du 31 mai 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisées et nommées :

Agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1947, avec 2 ans 3 mois d'ancienneté : M^{me} Roqua Assomption (arrêté directeurial du 1^{er} décembre 1948) ;

Agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1946, avec 3 mois 10 jours d'ancienneté : M^{me} Guéry Antoinette ;

Agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1946, avec 9 mois d'ancienneté : M^{me} Clerc Jeanne.

Sont titularisées et nommées agents publics de 4^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1946 :

Avec 9 mois d'ancienneté : M^{me} Amouyal Esther ;

Avec 3 mois d'ancienneté : M^{me} Christoffoul Lucie.

(Arrêtés directeuriaux du 8 juin 1949.)

* * *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Sont nommés :

Infirmiers stagiaires du 1^{er} avril 1949 : MM. Mohamed ben Brahim, Mohamed ben Abderrahman, El Hadi ben Abbès, Mohamed ben Abdelkader, Diouri Abdelkader ben Driss, Miloud ben Mohamed Mimouni, Abdeslam ben Hamou, Belghini Mohamed ben Larbi et Mezzour Mohamed (arrêtés directeuriaux du 16 avril 1949) ;

Adjoint technique de 4^e classe du 1^{er} février 1949 : M. Cherkaoui ben Mohamed. (Arrêté directeurial du 1^{er} février 1949.)

Sont reclassés :

Sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 29 mai 1945 (bonification normale d'ancienneté : 2 ans 7 mois 2 jours, et bonification supplémentaire d'ancienneté : 2 ans) : M. Mohamed ben Bihi, sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon (arrêté directeurial du 22 avril 1949) ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} février 1946 (bonifications pour services de guerre : 28 mois 1 jour), et promu sous-agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon du 1^{er} décembre 1949 : M. Lahcèn ben Ahmed, sous-agent public de 2^e catégorie, 2^e échelon (arrêté directeurial du 20 mai 1949).

Sont nommés :

Médecin stagiaire du 11 mai 1949 : M. Ortalli Hubert (arrêté directeurial du 9 juin 1949) ;

Adjointes de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État) du 1^{er} janvier 1949 : M^{me} Sénéchal, née Variot Andrée, M^{me} Gras Suzanne, Salama Josette, Ferrer Vincente et Aguilar Paulette, adjointes de santé temporaires (cadre des diplômées d'État) (arrêtés directeuriaux des 24 mai et 1^{er} juin 1949) ;

Adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État) du 1^{er} février 1949 : M^{me} Soulet Fernande, adjointe de santé temporaire (cadre des diplômées d'État) (arrêté directeurial du 29 janvier 1949) ;

Adjointes de santé de 5^e classe (cadre des non diplômées d'État) du 1^{er} janvier 1949 : M^{me} Ansidéi Lucette, adjointe de santé auxiliaire de complément (non diplômée d'État) ; et M^{me} Dieu, née Bourget Michèle, agent temporaire, ex-agent auxiliaire de complément (non diplômée d'État) (arrêté directeurial du 26 mai 1949) ;

Adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État) du 1^{er} avril 1949 et reclassé adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État) du 1^{er} avril 1949, avec ancienneté du 6 avril 1947 (bonifications pour services militaires : 1 an 11 mois 25 jours) : M. Formet Gilbert (arrêté directeurial du 24 mai 1949) ;

Adjoint de santé de 5^e classe (cadre des diplômés d'État) du 1^{er} avril 1949 et reclassé adjoint de santé de 3^e classe (cadre des diplômés d'État) du 1^{er} avril 1949, avec ancienneté du 20 octobre 1948 (bonifications pour services militaires : 5 ans 5 mois 11 jours) : M. Yssarni André (arrêté directeurial du 9 mai 1949).

Est reclassé adjoint de santé de 4^e classe (cadre des diplômés d'État) du 1^{er} juin 1949, avec ancienneté du 13 juin 1946 : M. Demassias Jean, adjoint de santé de 3^e classe (cadre des diplômés d'État). (Arrêté directeurial du 1^{er} juin 1949.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 1912, du 17 juin 1949, page 755.

Est rapportée la décision du 19 mai 1949 plaçant M^{lle} Mahieu Odette, adjointe de santé de 5^e classe, dans la position de disponibilité à compter du 20 mai 1949. (Arrêté directeurial du 14 juin 1949.)

M. Bloède Gédéon, médecin de 1^{re} classe, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 1^{er} septembre 1949. (Arrêté directeurial du 15 juin 1949.)

* * *

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Est reclassée, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, commis 11^e échelon du 18 avril 1949 : M^{me} Blondeau Mauricette. (Arrêté directeurial du 4 juin 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés :

Facteur de 4^e classe du 1^{er} mars 1949 : M. Quilichini Joffre, facteur temporaire ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1947, 4^e échelon du 1^{er} avril 1948 : M. Aomar ben Mohamed, surveillant des lignes.

(Arrêtés directeuriaux des 28 février et 5 mai 1949.)

TRÉSORERIE GÉNÉRALE.

Sont promus :

Receveur adjoint de 1^{re} classe (1^{er} échelon) du 1^{er} janvier 1949 :
M. Coutrès Marcel, receveur adjoint de 2^e classe (2^e échelon) ;

Du 1^{er} février 1949 :

Receveur adjoint de 1^{re} classe (2^e échelon) : M. Rotaufeu Jean,
receveur adjoint de 1^{re} classe (1^{er} échelon) ;

Receveur adjoint de 2^e classe (2^e échelon) : M. Castel Pierre, rece-
veur adjoint de 2^e classe (1^{er} échelon) ;

Receveur adjoint de 2^e classe (2^e échelon) du 1^{er} avril 1949 :
M. Eymard Georges, receveur adjoint de 2^e classe (1^{er} échelon) ;

Receveur adjoint de 1^{re} classe (1^{er} échelon) du 1^{er} mai 1949 :
M. Penn Louis, receveur adjoint de 2^e classe (2^e échelon).

(Arrêtés du trésorier général du 30 juin 1949.)

Sont titularisés et nommés chefs de section de 4^e classe :

Du 21 février 1949 : MM. Wacheux Jean et Mandereau Désiré ;

Du 2 mars 1949 : MM. Terriou Pierre et Labarbe Jacques ;

Du 14 mars 1949 : M. Pey Stéphane ;

Du 2 mai 1949 : M. Deylieux Henri,

chefs de section stagiaires.

(Arrêtés du trésorier général du 7 juin 1949.)

Admission à la retraite.

M. Martinez Joseph, agent public de 2^e catégorie (9^e échelon) aux
services municipaux de Casablanca, est admis à faire valoir ses droits
à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} juillet 1947. (Arrêté directorial
du 24 juin 1949.)

M^{me} Acciari Marie, née Langlais, contrôleur adjoint en disponibi-
lité, de la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des télé-
phones, est admise à faire valoir ses droits à la retraite et rayée des
cadres du 1^{er} mai 1949. (Arrêté directorial du 30 avril 1949.)

M. Bance Denis, commis principal de classe exceptionnelle
(2^e échelon) de la direction des travaux publics, est admis à
faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} août
1949. (Arrêté directorial du 31 mai 1949.)

M. Vieillard Louis, sous-brigadier de police urbaine, est admis
à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} juin
1949. (Arrêté directorial du 18 mai 1949.)

Résultats de concours et d'examens.

Concours de commis stagiaires
des secrétariats-greffes des juridictions françaises du Maroc,
du 27 juin 1949.

Candidats admis par ordre de mérite :

M^{lles} Janes Renée et Jousseme Odette ;

MM. Bonnet Yves, Rivière Pierre et Durivau Henri ;

M^{me} Raymond Odette ;MM. Guillet André, Seguin Jean, Benattou Mohamed et Leroux
Pierre (bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947) ;MM. Pastor René, Cornu Paul, Medjad Ibrahim, Marinetti Félix,
Ollier Jean et Bénitsa Gilbert.

Concours des 15 et 16 juin 1949
pour l'emploi de secrétaire de conservation foncière.

Candidats admis (ordre de mérite) : M^{me} Lopez Yvette, MM. Pas-
quali Jean, Protat François, Taton René, Claudot Mathieu et Lévy
Max

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

pour le recrutement d'ingénieurs géomètres adjoints stagiaires.

La direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division
de la conservation foncière et du service topographique) organise
un concours pour le recrutement de dix ingénieurs géomètres
adjoints stagiaires à partir du 7 novembre 1949.

Ce concours aura lieu simultanément à Rabat (division de la
conservation foncière et du service topographique), Paris, Bordeaux,
Marseille (Offices du Protectorat de la République française au
Maroc) et Alger (Gouvernement général de l'Algérie).

Tous renseignements sur la carrière des ingénieurs géomètres,
ainsi que sur le programme et les conditions d'admission au con-
cours seront fournis sur demande adressée au directeur de l'agri-
culture, du commerce et des forêts (division de la conservation fon-
cière et du service topographique), à Rabat, ou aux directeurs des
Offices du Protectorat de la République française au Maroc.

Les demandes d'inscription devront parvenir à la direction de
l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la conservation
foncière et du service topographique), à Rabat, au plus tard, un
mois avant la date du concours.

Avis aux candidats à l'emploi de commis du service pénitentiaire.

Le concours pour l'emploi de commis du service péniten-
tiaire prévu pour le 18 juillet, est reporté au 18 août 1949.

La clôture du registre d'inscription des candidatures est repor-
tée au 18 juillet 1949.

Avis de concours

pour l'emploi de commis d'interprétariat stagiaire
du service de la conservation foncière.

Un concours pour dix emplois de commis d'interprétariat sta-
giaire du service de la conservation foncière aura lieu à Rabat, à
partir du 15 novembre 1949, dans les conditions fixées par l'arrêté
du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 12 no-
vembre 1946.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la
direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la
conservation foncière et du service topographique), à Rabat, où les
demandes d'inscription, accompagnées de toutes les pièces régle-
mentaires exigées, devront parvenir au plus tard le 15 octobre 1949,
date de clôture de la liste des inscriptions.

Concours d'admissibilité du 24 mai 1949

pour l'emploi de secrétaire d'administration des administrations centrales
du Protectorat.

Candidats autorisés à subir les épreuves orales (ordre alphabé-
tique) :

MM. Andriot Robert, Couturier Pierre, Gabay Désiré ;

M^{me} Gaudin Janine ;MM. Lavenir Hervé, Messic Guy, Polliotti Georges, Robert Jean,
Rollando Joseph et Schmuck Yves.

L'oral aura lieu au secrétariat général du Protectorat le 18 juil-
let 1949, à 16 heures.

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 10 JUILLET 1949. — *Patentes* : cercle des affaires indigènes de Khenifra, émission primitive 1948 (art. 1^{er} à 77) ; centre de Mrirt, émission primitive 1949 (art. 1^{er} à 86) ; annexe d'Arbala, émission primitive 1949 (art. 1^{er} à 115) ; Fès-médina, 2^e émission 1948 ; Casablanca-sud, 2^e émission 1948 ; Casablanca-centre, 13^e émission 1948 ; annexe de Beni-Mellal, émission primitive 1949 et 2^e émission 1948 ; contrôle civil d'Oujda, 3^e émission 1948 ; Meknès-ville nouvelle, 16^e émission 1948 ; Mechrâ-Bel-Ksiri, émission spéciale 1949 (transporteurs) ; cercle de Taroudannt, 2^e émission 1948.

Taxe d'habitation : Casablanca-centre, 13^e émission 1948 ; Casablanca-sud, 2^e émission 1948 ; Fès-médina, 2^e émission 1948.

Taxe urbaine : Casablanca-nord, 3^e émission 1947, 3^e émission 1948.

Supplément à l'impôt des patentes : Rabat-sud, rôle 9 de 1948 ; centre d'El-Aïoun, rôles 5 de 1946, 3 de 1947 ; Oujda, rôles 10 de 1946, 6 de 1947, 5 et 6 de 1948 ; centre d'Azrou, rôle 1 de 1949 ; centre de l'Oasis, rôle 8 de 1947 ; Casablanca-nord, rôle 6 de 1948.

Taxe de compensation familiale : Marrakech-médina, 2^e émission 1949.

Complément à la taxe de compensation familiale : Casablanca-ouest, rôles 4 de 1946, 3 de 1947, 3 de 1948, 2 de 1949.

Prélèvement sur les excédents de bénéfices : Azemmour, rôle 2 de 1945 ; Casablanca-centre, rôle 21 de 1945.

Prélèvement sur les traitements et salaires : Casablanca-nord, rôle 1 de 1948 (secteurs 1, 3, 4) ; Rabat-sud, rôle 1 de 1947 (1).

LE 7 JUILLET 1949. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Casablanca-ouest, rôle spécial 27 de 1949 ; Fès-ville nouvelle, rôle spécial 21 de 1949 ; Marrakech-Guéliz, rôles spéciaux 12 et 13 de 1949 ; Rabat-nord, rôle spécial 19 de 1949 ; Rabat-sud, rôle spécial 17 de 1949.

LE 15 JUILLET 1949. — *Patentes* : Marrakech-médina, émission primitive 1949 (art. 1.701 à 1.942) ; El-Kelâa-des-Srahna, émission primitive 1949 (art. 1.001 à 1.321).

Taxe d'habitation : Marrakech-Guéliz, émission spéciale 1949 (art. 2.001 à 2.494).

Supplément à l'impôt des patentes : Port-Lyautey, rôle 1 de 1949 ; Casablanca-ouest, rôles 12 et 13 de 1946, 16 de 1947, 1 de 1949.

LE 1^{er} AOÛT 1949. — *Patentes* : Marrakech-médina, articles 37.001 à 39.720 (3).

Taxe d'habitation : Ouezzane, émission primitive 1949 (art. 1.001 à 4.017).

Taxe urbaine : Beni-Mellal, articles 1^{er} à 2.349.

Le chef du service des perceptions,

M. BOISSY.